



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi de règlement du budget
et d'approbation des comptes pour 2023

PROGRAMME 181
Prévention des risques



PROGRAMME 181
Prévention des risques

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Cédric BOURILLET

Directeur général de la prévention des risques

Responsable du programme n° 181 : Prévention des risques

La direction générale de la prévention des risques est responsable de la politique de l'État en matière de prévention et de maîtrise des risques naturels, des risques technologiques, des risques miniers ainsi que des risques pour la santé d'origine environnementale.

Dans le domaine des risques sanitaires d'origine environnementale, l'action des équipes s'inscrit dans le cadre plus large d'une meilleure gestion du risque que peuvent présenter les produits chimiques : la mise en œuvre du règlement européen REACH (enregistrement, évaluation, autorisation et restrictions des substances chimiques) pour lequel la France s'investit fortement ainsi que le dispositif concernant les biocides et les produits phytopharmaceutiques. La France se mobilise auprès de la Commission européenne et aux côtés des États-membres pour améliorer l'évaluation et la gestion des risques des substances chimiques à travers la mise en œuvre de la stratégie européenne sur les produits chimiques publiée par la Commission européenne en octobre 2020 et la déclinaison du Pacte vert européen. Sur la politique de lutte contre le bruit, les services pilotent notamment la mise en œuvre de la directive européenne 2002/49/CE, afin de préparer l'élaboration des plans de prévention du bruit dans l'environnement courant 2024.

Lancé en mai 2021 pour la période 2021-2025, le 4^e Plan National Santé Environnement (PNSE4), intitulé « un environnement, une santé », a pour objectif de mieux maîtriser les risques environnementaux, pour un environnement plus favorable à la santé au sens global du terme intégrant la santé de l'environnement, de l'Homme et des animaux. La mise en œuvre du suivi du plan a débuté au dernier trimestre 2021 et se poursuit depuis, en s'appuyant sur une gouvernance associant l'ensemble des parties prenantes de la santé environnement au moyen de quatre groupes de suivi issus du Groupe Santé Environnement (GSE) et d'un comité d'animation des territoires regroupant les associations d'élus et de collectivités. L'objectif du PNSE4 vise également à favoriser des interactions avec des plans thématiques concourant à l'amélioration de la santé environnement (SNPE2, PREPA, etc.) en provoquant des échanges entre les différents pilotes, dans le cadre du GSE notamment.

Dans le domaine de l'économie circulaire et des déchets, l'année 2023 a été consacrée à la poursuite de la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, autour de ses quatre grandes orientations : mettre fin aux différentes formes de gaspillage, renforcer l'information du consommateur, mobiliser les industriels pour transformer les modes de production, améliorer la collecte et le tri des déchets et enfin lutter contre les dépôts sauvages. La loi doit notamment permettre de réduire la quantité de déchets à gérer par les collectivités locales, d'aller vers le retrait du marché des emballages en plastique à usage unique d'ici 2040. Son application s'est poursuivie en 2023 avec la fin du suremballage des fruits et légumes et la fin de la vaisselle jetable pour la restauration sur place, la poursuite du dispositif des filières à responsabilités élargies des producteurs (REP) et du développement de la plateforme « Trackdéchets » permettant la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets dangereux.

Dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie, de la loi énergie et climat du 8 novembre 2019, de la loi « anti-gaspillage », ainsi que du plan de relance, des stratégies d'accélération du PIA4 et du plan d'investissement France 2030, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) poursuit des objectifs ambitieux notamment au travers du fonds chaleur, du fonds économie circulaire, du plan de relance et des fonds d'investissements mis en place par le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI). Cet opérateur intervient également pour la mise en sécurité des sites et sols pollués à responsable défaillant, et met en œuvre de nouveaux fonds d'intervention (air, mobilité, hydrogène).

En s'appuyant sur les conclusions des différentes missions parlementaires et enquêtes ainsi que sur le retour d'expérience sur l'incendie de Lubrizol, la mise en œuvre du plan d'actions du Gouvernement présenté en septembre 2020, s'est poursuivie en 2023 en vue de l'amélioration de la prévention des risques industriels et de la gestion des accidents.

En matière de protection des réseaux, l'action visant à diminuer le nombre de dommages aux canalisations lors des travaux s'est poursuivie. Par ailleurs, sur la base des retours d'expérience des derniers accidents, des actions ont été menées pour renforcer les règles de conception et d'entretien des installations intérieures de gaz dans les logements et des réseaux de distribution de gaz.

Au niveau transverse, de nouvelles orientations stratégiques de l'inspection des installations classées ont été fixées par le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires pour la période 2023-2027 via l'instruction du 27 janvier 2023. Elles mettent l'accent sur les défis de transition écologique à poursuivre, en accompagnant le monde industriel et agricole : décarbonation, réduction et adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'érosion de la biodiversité, réindustrialisation et réhabilitation des friches... Pour permettre ces inflexions et accentuer la présence de l'inspection sur le terrain, outre la poursuite des mesures de modernisation en matière de simplification, de systèmes d'information ou d'organisation, le ministre a également choisi de renforcer significativement les effectifs de l'inspection fin 2023, en complément des postes « Lubrizol » créés en 2022 et 2023.

Sur le plan du contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), autorité administrative indépendante créée en 2006, a mené plusieurs actions pour faire face à différents dossiers à forts enjeux : dépôt par l'ANDRA auprès de l'ASN de la demande d'autorisation de création (DAC) du projet de centre de stockage industriel géologique de déchets nucléaires Cigéo, dépôt par EDF d'un dossier de demande d'autorisation de création d'une paire de réacteurs EPR2 à Penly. L'ASN a également continué de suivre le programme de contrôle et de remise en état d'EDF à la suite de la découverte inattendue de corrosion sous contrainte sur des circuits de sécurité des réacteurs. Parallèlement, l'ASN a poursuivi ses travaux concernant les réexamens des centrales en fonctionnement, les échanges avec les porteurs de projets de petits réacteurs modulaires et, dans le cadre de la gestion de crise et post-accidentelle, les efforts de mobilisation pour renforcer la culture de sécurité et de radioprotection.

Pour mener à bien cette relance du nucléaire civil, a été promulguée en juin la loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes et le conseil des ministres a adopté fin décembre un projet de loi relatif à l'organisation de la gouvernance de la sûreté nucléaire et de la radioprotection visant à rassembler l'ASN et l'IRSN en une seule autorité indépendante.

Dans le domaine du risque d'inondations, les crues en fin d'année 2023 dans le Pas-de-Calais et dans le Nord, tout en traduisant l'accroissement de l'intensité des phénomènes exceptionnels en liaison avec le réchauffement climatique, ont montré l'efficacité du dispositif de surveillance et de prévision mis en place par l'État (Vigicrues et Vigicrues Flash). Celui-ci s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue par le perfectionnement des outils avec le développement de modèles plus performants et par l'enrichissement des services offerts aux usagers. L'action des services de l'État s'est également appuyée sur l'expertise de plusieurs opérateurs dont Météo-France, INRAE, CEREMA ou le SHOM pour la modélisation des phénomènes surveillés.

Le Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), qui assure l'essentiel du financement de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques, a connu en 2023 une mobilisation importante tant en autorisations d'engagement (226 M€) qu'en crédits de paiement (200 M€), avec notamment la poursuite de la mise en œuvre du plan séismes Antilles et les premiers engagements relatifs aux transferts de la gestion des digues domaniales de l'État aux structures exerçant la compétence de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations.

De manière transversale à tous les aléas, la DGPR a poursuivi son action en faveur de la sensibilisation et de l'information de chaque acteur préventivement aux événements majeurs, dans le cadre notamment des campagnes de communication grand public et de la Journée nationale de la résilience.

Le bilan des actions réalisées par la DGPR, les DREAL et l'ASN dans les domaines de compétences de la prévention des risques est détaillé dans la justification au premier euro du présent RAP.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement

INDICATEUR 1.1 : Nombre total de contrôles des installations classées sur effectif de l'inspection (en ETPT)

OBJECTIF 2 : Réduire l'impact des déchets et des produits sur les personnes, les biens et l'environnement

INDICATEUR 2.1 : Efficacité du fonds économie circulaire

OBJECTIF 3 : Réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement aux risques naturels majeurs et hydrauliques

INDICATEUR 3.1 : Prévention des inondations

INDICATEUR 3.2 : Prévision des inondations

OBJECTIF 4 : Assurer un contrôle performant de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et renforcer l'information du public

INDICATEUR 4.1 : Maîtrise des délais de publication des décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Limiter l'exposition aux risques technologiques et réduire l'impact des pollutions industrielles et agricoles sur les personnes, les biens et l'environnement

INDICATEUR mission

1.1 – Nombre total de contrôles des installations classées sur effectif de l'inspection (en ETPT)

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Nombre total de contrôles des installations classées (IC) sur effectif de l'inspection (en ETPT) | ratio | 18 | 18,8 | 21 | 19,3 | amélioration | 20 |

Commentaires techniques

Source des données : la DGPR réalise chaque année, avec l'aide des DREAL et DD(ETS)PP, un exercice de collecte de données statistiques de l'activité de l'ensemble des services d'inspection des installations classées pour l'année écoulée. Les différents types de contrôles et de suites formelles figurent dans cette enquête. Depuis 2014, les DREAL et DD(ETS)PP utilisent le même système de gestion informatisé des données des installations classées (SIIC) et l'extraction de ces données a été totalement automatisée, ce qui permet de disposer immédiatement des résultats définitifs.

Mode de calcul : La définition de l'indicateur a été revue à partir de 2020 en cohérence avec la démarche initiée dans le cadre du programme Action publique 2022. Ainsi, pour le calcul de l'indicateur, il n'est plus appliqué de pondération. Le nombre total brut de contrôles est désormais pris en compte dans le tableau des résultats, prévisions et prévision actualisée de l'indicateur.

Il y a ainsi cohérence avec les indicateurs de performance mis en place depuis 2019 pour les installations classées dans le cadre du programme Action publique 2022, dont l'un des objectifs est de développer une relation de confiance entre les usagers et les administrations. La déclinaison de cette démarche a en effet conduit à mettre en place deux indicateurs dont le premier est le nombre régional de contrôles bruts publié tous les 3 mois.

Effectif de l'inspection : ETPT déclarés par l'ensemble des services déconcentrés (essentiellement DREAL, DRIEAT en Île-de-France, DEAL outre-mer, DD(ETS)PP) dans les statistiques d'activité annuelle de l'inspection des installations classées. Ces ETPT comprennent l'ensemble des temps de travail des agents techniques.

ANALYSE DES RÉSULTATS

En 2023, le nombre de contrôles des installations classées sur les effectifs de l'inspection des installations classées (19,3 contrôles par ETPT) est en augmentation par rapport à 2021 (18 contrôles par ETPT) et 2022 (18,8 contrôles par ETPT). Ce bilan est à souligner et s'approche de la prévision révisée de 2023.

Le renforcement de la présence terrain en 2023 atteste de la pleine prise en compte de cette ambition par l'inspection des installations classées, compte tenu des missions supplémentaires à réaliser.

Les contrôles sur site constituent un des volets de la police des installations classées, avec l'instruction des dossiers ICPE, l'examen des études de danger, ou encore l'analyse des résultats d'analyse des rejets, qui peuvent se traduire notamment par des arrêtés préfectoraux complémentaires. Le temps consacré aux contrôles sur site est suivi tout particulièrement dans le cadre de cet indicateur pour s'assurer du maintien d'un bon équilibre entre temps d'instruction des dossiers et temps d'inspection sur site pour les inspecteurs des installations classées soumis à une charge de travail croissante marquée par les nouveaux enjeux à

prendre en compte dans le cadre de la transition écologique et la prise en compte du changement climatique, les projets de réindustrialisation (dont le fonds vert et France 2030 qui nécessitent une mobilisation des équipes sur des instructions de nouveaux projets et la réhabilitation de fiches industrielles) et l'augmentation de la présence sur le terrain.

Plusieurs mesures ont été engagées depuis 2016 pour préserver un équilibre entre les différentes composantes de la police des installations classées, qui doit se concentrer sur les enjeux prioritaires d'un point de vue risque accidentel et réduction des pollutions :

- Le plan pluriannuel de contrôle a été révisé, en laissant une part plus importante d'appréciation des priorités à fixer au niveau régional, au-delà des contrôles minimum imposés par la réglementation européenne ;
- De nouvelles dispositions ont été élaborées pour simplifier la procédure de réexamen des autorisations dans le cadre de la directive IED ;
- Un avis a été publié pour préciser les conditions de révision des études de danger par les inspecteurs des installations classées et les travaux ont été lancés pour proportionner leur examen ;
- Les actions nationales relatives à l'inspection ont été resserrées.

Par ailleurs les orientations stratégiques pluriannuelles pour l'inspection définissent des mesures de nature à faciliter l'accroissement de la présence terrain : poursuite des simplifications, adaptation de la posture et des processus, mise en place d'outils numériques notamment. Le ministre a également choisi d'accompagner ces orientations stratégiques par un renforcement des moyens humains dans les DREAL et DEAL pour l'année 2023, en complément des postes d'inspection créés en 2022 et 2023.

OBJECTIF

2 - Réduire l'impact des déchets et des produits sur les personnes, les biens et l'environnement

INDICATEUR

2.1 - Efficacité du fonds économie circulaire

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Efficacité du fonds économie circulaire | kt/an | 2 660 | 2896 | 1200 | 1623 | cible atteinte | 1600 |

Commentaires techniques

Mis en œuvre en 2020, le fonds économie circulaire de l'ADEME est utilisé pour soutenir la politique de prévention et de valorisation des déchets et favoriser le développement de l'économie circulaire. Il finance des opérations de recherche et de développement, de communication ainsi que des soutiens à la mise en place de plans et programmes de prévention et des investissements. Les aides de l'ADEME permettent de créer des capacités nouvelles de traitement de déchets qui participent à leur valorisation. L'intérêt de ces aides est qu'il s'agit d'un effet levier qui permet de mobiliser également des financements privés.

Définition de l'indicateur :

L'indicateur « Efficacité du fonds économie circulaire » calcule la somme des nouveaux tonnages de déchets non dangereux non inertes orientés vers le recyclage et la valorisation au détriment du stockage. Il inclut les actions de l'ADEME en matière de tarification incitative, de gestion séparée des biodéchets des ménages, de création ou modernisation d'unités de réemploi-réparation, de préparation à une valorisation matière de déchets ménagers ou de valorisation de déchets organiques (compostage ou méthanisation) ainsi qu'en matière de création d'unités de combustion de CSR.

Source des données : système de gestion de l'ADEME.

Mode de calcul :

Somme des « Tonnages annuels de déchets réduits et/ou valorisés matière prévisionnels » sur les opérations engagées juridiquement dans l'année ayant fait l'objet d'une aide ADEME et n'allant plus en stockage ou en incinération.

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'ADEME mobilise le fonds « économie circulaire » afin de soutenir financièrement la création d'unités et équipements contribuant à la réalisation des objectifs nationaux en termes de gestion des déchets et d'économie circulaire.

En 2021 et en 2022, le plan de relance a renforcé plusieurs axes de cette transition, ce qui a permis de porter l'objectif global à 2 Mt pour chacun de ces deux exercices (contre 1,2 Mt pour les années où seul le fonds « économie circulaire » était mobilisable).

Ainsi, le résultat 2021 atteint 2,66 Mt avec le cumul des objectifs atteints par le fonds « économie circulaire » (0,86 Mt) et par ceux du plan de relance (1,8 Mt).

En 2022 et pour la dernière année, l'abondement du fonds économie circulaire par le plan France Relance se traduit par une hausse du résultat qui atteint 2,9 Mt, dont 1,5 Mt au titre du fonds « économie circulaire » et 1,4 Mt au titre du plan de relance. Cette hausse n'est toutefois pas directement proportionnelle aux abondements budgétaires, les soutiens par projet étant augmentés pour accélérer la transition et prendre en compte l'impact de la crise sanitaire.

A partir de 2023, il a été nécessaire de revoir cet objectif car force est de constater que la trajectoire de baisse de la mise en décharge n'est pas assez rapide. En effet, en 2021, 16,6 Mt de déchets ont encore été enfouis. Il convient donc de réduire les quantités de déchets mis en décharge de près de 7Mt en 4 ans. Ainsi, sur la base d'un taux de contribution à cet objectif de l'ADEME rehaussé à 90 %, la cible de cet objectif a été augmentée à 1,6Mt à partir de 2023, en cohérence avec l'augmentation de l'abondement du fonds économie circulaire initiée en 2023.

Le résultat constaté pour 2023 s'établit à 1,62Mt et est ainsi conforme à l'évolution de l'indicateur qui avait été prévue et actualisée dans le PAP 2024. La contribution des principaux investissements se répartit selon les dispositifs mobilisés pour le fonds économie circulaire : les principaux contributeurs sont la tarification incitative (0,26Mt), la gestion séparée des biodéchets des ménages (0,22Mt), les centres de tri (0,43Mt), les unités de valorisation de déchets organiques (compostage ou méthanisation : 0,36Mt) ainsi que les unités de combustion de CSR (0,28Mt) et enfin les unités de recyclage (0,07Mt).

A noter, qu'en plus des 1,62 Mt évités grâce au fonds économie circulaire, s'ajoutent 0,49Mt évités grâce aux opérations relatives à la gestion des biodéchets aidés du fonds vert (gestion de proximité des biodéchets : 0,12Mt ; collecte séparée des biodéchets : 0,27Mt ; compostage centralisé : 0,1Mt), ce qui porte le total à 2,11Mt évités.

OBJECTIF

3 – Réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement aux risques naturels majeurs et hydrauliques

INDICATEUR

3.1 – Prévention des inondations

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Taux de territoires à risques importants d'inondation (TRI) couverts par un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) | % | 87 | 87 | 93 | 88 | amélioration | 93 |

Commentaires techniques

L'indicateur « Prévention des inondations » auquel est associé le sous-indicateur « Taux de territoires à risques importants d'inondation (TRI) couverts par un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) », s'est inscrit dans le cadre de la budgétisation du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) intervenue en 2021 sur le programme 181 ; il permet de rendre compte de la dynamique de mise en œuvre des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) sur les territoires à risques importants d'inondation (TRI) identifiés dans le cadre du 2^e cycle de la directive inondation.

L'efficacité de l'indicateur est mesurée en fonction des deux étapes majeures qui structurent la démarche d'un PAPI : le programme d'études préalables (PEP) et/ou le programme de travaux labellisés.

Source des données : les DREAL renseignent de façon annuelle le nombre de TRI couverts par un PAPI sur leur région. Ces données intègrent les programmes d'études préalables (précédemment désignés PAPI d'intention) ou les PAPI avec convention signée et non échue. Ce suivi s'appuie sur l'application SAFPA (suivi administratif et financier des PAPI).

Mode de calcul :

- numérateur = nombre de TRI pourvu d'un PAPI labellisé ou d'un PEP validé (N1) ;
- dénominateur = nombre de TRI identifiés en France (N2).

INDICATEUR

3.2 – Prévision des inondations

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---------------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Fiabilité de la carte vigilance crues | % | 85 | 85 | 85 | 87 | cible atteinte | 85 |

Commentaires techniques

Dans le cadre de l'évolution actée par le PAP 2022, l'indicateur 3.2 auquel est associé le sous-indicateur « Fiabilité de la carte vigilance crues » a été renommé en 2021 « Prévision des inondations », pour plus de lisibilité.

Dans le cadre du PAP 2024, le périmètre de l'indicateur a été élargi à la prise en compte de la vigilance jaune. Ce nouveau calcul a réévalué la réalisation de l'indicateur à 90 % en 2021 et 74 % en 2022.

Rappel : l'indicateur relatif aux masses d'eau en bon état, mesurant la qualité des eaux au titre du programme « ressources, territoires et habitats », participe également à l'appréciation de l'efficacité de la prévention des inondations.

Sous-indicateur : fiabilité de la carte de vigilance crues.

Depuis 2006, le service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI) publie et diffuse, *a minima* deux fois par jour, avec les 17 services de prévision des crues (SPC), la carte nationale de vigilance « crues », disponible sur le site www.vigicrues.gouv.fr. Cette carte et les informations associées (bulletin national de synthèse et bulletin de chaque SPC avec éventuellement des prévisions quantitatives, accès aux niveaux et débits des cours d'eau observés sur les stations de mesure hydrométrique), permettent au grand public et aux acteurs de la sécurité civile (au premier rang desquels se trouvent les préfets et les maires) d'accéder aux données disponibles les plus utiles sur les 329 tronçons de cours d'eau composant le réseau hydrographique surveillé par l'État (plus de 23 000 km)

Le passage en vigilance jaune, orange ou rouge est évalué en considérant les informations notamment météorologiques disponibles assorties de leurs incertitudes au moment du passage en vigilance, les incertitudes liées à la modélisation hydrologique des cours d'eau et à la connaissance des principaux enjeux. La pertinence de ces passages en vigilance est appréciée par le biais de l'indicateur suivant :

Mode de calcul :

- numérateur = nombre de passages en vigilance crues jaune, orange, rouge pertinents (N1) ;
- dénominateur = nombre total de passage en vigilance crues jaune, orange ou rouge (N2) ;
-

Source des données : SCHAPI.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les deux indicateurs relatifs à la réduction de la vulnérabilité des personnes, des biens et de l'environnement aux risques naturels majeurs et hydrauliques témoignent du maintien de la performance de l'action de l'État dans ce domaine, avec une stabilisation depuis 2020.

En ce qui concerne le taux de territoire à risques importants d'inondation (TRI) couverts par un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI), on note 116 PAPI labellisés sur les 124 TRI. Certains TRI restent dépourvus de PAPI, tout en ayant mis en place une stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI). La sensibilisation croissante des élus aux risques d'inondation justifie une évolution croissante de cet indicateur sur 2023 et 2024. Toutefois, ces projets étant à l'initiative des collectivités et ne concernant pas uniquement des TRI, l'augmentation du résultat de l'indicateur ne traduit pas intégralement la dynamique des PAPI. Les effets des simplifications opérées par le nouveau cahier des charges PAPI 3 2023 pourraient permettre d'amplifier la dynamique, notamment sur les TRI non-encore couverts.

Pour la fiabilité de la carte de vigilance « crues », la valeur de l'indicateur en 2023 est de 87 % en cohérence avec la stabilité visée. L'année 2023, a été marquée surtout par des épisodes de crues importantes durant tout le dernier trimestre de l'année. Le nord de la France a été particulièrement concerné avec des vigilances de niveau rouge à plusieurs reprises. Le centre-ouest du pays, les Alpes du nord ont été également touchés par ces épisodes de manière significative.

Globalement sur ces épisodes, la pertinence et l'anticipation de la vigilance ont été satisfaisantes au regard des données disponibles.

OBJECTIF

4 – Assurer un contrôle performant de la sûreté nucléaire et de la radioprotection et renforcer l'information du public

INDICATEUR

4.1 – Maîtrise des délais de publication des décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire

(du point de vue de l'utilisateur)

| | Unité | 2021 Réalisation | 2022 Réalisation | 2023 Cible | 2023 Réalisation | Atteinte de la cible | 2024 Cible |
|---|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|-------------------------|---------------|
| Décisions de l'ASN de l'année N prises dans les délais prévus | % | 94 | 94 | 92 | 92 | cible atteinte | 92 |

Commentaires techniques

Commentaires : pour assurer ses missions dans le domaine du contrôle de la sûreté nucléaire de la radioprotection, l'ASN prend des décisions réglementaires à caractère technique permettant de préciser les décrets et arrêtés réglementaires pris par le Gouvernement.

Ainsi, en complément des décisions individuelles prises par le Gouvernement (décret d'autorisation de création d'une installation nucléaire de base, etc.), l'ASN précise les modalités d'application des textes législatifs pris en matière de sûreté nucléaire ou de radioprotection, à l'exception de ceux ayant trait à la médecine du travail. L'ASN prend également des décisions réglementaires et individuelles dans le domaine des transports de substances radioactives (agrément de colis), dans le domaine des équipements sous pression nucléaire et dans le domaine du « nucléaire de proximité » (autorisation d'activité nucléaire et prescriptions).

Dans ce contexte réglementaire, l'indicateur de suivi des délais de publication des décisions de l'ASN recouvre tout le champ de son intervention en matière de décisions individuelles relevant de sa compétence exclusive.

Les décisions de l'ASN sont classées en 6 catégories pour lesquelles est fixé un délai de référence, en mois, pouvant varier suivant la catégorie entre 6 et 12 mois. Les différentes catégories de décisions sont présentées dans le tableau ci-après.

| Catégories de décision | Délai de référence |
|---|--------------------|
| Installation nucléaire de base (INB) : ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) situées dans le périmètre d'une INB qui ne sont pas nécessaires à l'exploitation de l'INB et qui sont soumises aux dispositions du Code de l'environnement | 12 mois |
| Installation nucléaire de base : tout accord délivré par l'ASN au titre du code de l'environnement, R. 593-55 à R. 593-58 (modification notable de l'installation, des règles générales d'exploitation ou du plan d'urgence interne) | 6 mois |
| Agréments de colis de transport | 12 mois |
| Utilisateurs et fournisseurs : générateurs de rayonnements ionisants industriels, sources scellées et non scellées | 6 mois |
| Utilisateurs et fournisseurs : scanner, radiothérapie externe, médecine nucléaire, curiethérapie | 6 mois |
| Décisions relatives à des agréments d'organismes ou de laboratoire : | |
| - pour la mesure des activités volumiques en radon ; | 6 mois |
| - pour des contrôles relatifs à la radioprotection ; | 4 mois |
| - pour des contrôles d'équipements sous pression nucléaires. | 9 mois |

ANALYSE DES RÉSULTATS

L'indicateur de suivi des délais de signature des décisions de l'ASN recouvre tout le champ de son intervention en matière de décisions individuelles relevant de sa compétence exclusive. En 2023, l'ASN a pris 2 101 décisions individuelles, dont 92 % ont été prises conformément aux délais de référence. Une part importante de ces demandes est instruite en vertu du code de la santé publique (90 %), et concerne le nucléaire de proximité, médical ou industriel. Les résultats de 2023 sont conformes à leur prévision et en légère baisse par rapport à ceux de 2022. Cette évolution s'explique par les raisons suivantes :

- l'installation du nouveau régime de l'enregistrement dans le domaine du nucléaire de proximité s'est poursuivie en 2023 avec un accompagnement renforcé des assujettis dans l'utilisation des téléservices.
- l'utilisation des téléservices par les assujettis a induit un gain de temps dans l'instruction des demandes déposées. Cependant, l'évolution des régimes administratifs n'est pas encore pleinement acquise par les assujettis. En conséquence, de nombreuses demandes de compléments ont été formulées en 2023 avec une qualité et des délais de réponses très hétérogènes.

Dans les prochaines années, l'ASN aura à se positionner sur des dossiers à enjeux qui demanderont un investissement important et qui sont appelés à s'étaler sur de nombreuses années :

- le 4^e réexamen des réacteurs EDF de 1300 MWe et N4 ;
- la poursuite du fonctionnement des réacteurs EDF au-delà de 60 ans ;
- les demandes de mise en service :
 - de l'installation ITER ;
 - du réacteur Jules HOROWITZ ;
- les demandes d'autorisation de création des réacteurs EPR2 ;
- les dossiers d'options de sûreté et demandes d'autorisation de création des projets de SMR/AMR, incluant les installations du cycle et les transports associés (SMR, *Small Modular Reactors*, AMR, *Advanced Modular Reactors*) ;
- la demande d'autorisation de création du projet Cigéo ;

- la demande d'autorisation de création d'une piscine d'entreposage centralisé des éléments combustibles irradiés ;
- les opérations de reprise et de conditionnement de déchets anciens sur les sites :
 - de La Hague ;
 - de Cadarache et de Saclay.

Par ailleurs, plusieurs arrêtés et décisions de l'ASN appelés par les décrets de transposition de la directive n° 2013 / 59 / Euratom du Conseil du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants ont été publiés en 2019. Ils introduisent des modifications de régimes administratifs, dont le nouveau régime de l'enregistrement mis en œuvre au 1^{er} juillet 2021. Actuellement, l'ASN poursuit ses travaux sur l'adaptation du régime de l'autorisation, tout en considérant les évolutions nécessaires à introduire dans les régimes de la déclaration et de l'enregistrement pour prendre en considération le retour d'expérience acquis.

Enfin, afin de faciliter ses échanges avec les assujettis, l'ASN va poursuivre sa transformation numérique avec la refonte de sa plateforme de téléservices en 2024 pour en améliorer sa sécurité, sa fiabilité et son ergonomie.

Présentation des crédits et des dépenses fiscales

2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | | | | | | | |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 37 647 709 38 434 531 | 6 713 332 | 23 124 296 12 222 905 | | 60 772 005 57 370 768 | 64 572 005 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 53 788 876 44 330 719 | 11 634 213 16 349 474 | 100 000 57 539 | 1 400 000 1 425 620 | | 66 923 089 62 163 353 | 67 013 089 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 25 449 037 31 544 106 | 4 020 000 2 780 168 | 8 030 000 2 388 246 | 2 707 124 | 37 499 037 39 419 644 | 38 967 037 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | 38 886 074 41 019 866 | 866 034 | 1 500 000 | | 41 252 108 41 019 866 | 41 252 108 |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 700 000 000 673 709 349 | | | | 700 000 000 673 709 349 | 700 000 000 |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 30 066 117 18 432 989 | 2 000 000 | | | 30 066 117 20 432 989 | 30 066 117 |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 17 550 000 38 584 173 | 18 750 000 6 859 696 | 168 700 000 167 637 934 | | 205 000 000 213 081 802 | 205 000 000 |
| Total des AE prévues en LFI | 53 788 876 | 861 233 150 | 23 736 034 | 202 754 296 | 0 | 1 141 512 356 | 1 146 870 356 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | +4 509 214 (hors titre 2) | | | +4 509 214 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | | -6 157 265 (hors titre 2) | | | -6 157 265 | |
| Total des AE ouvertes | 53 788 876 | | 1 086 075 429 (hors titre 2) | | | 1 139 864 305 | |
| Total des AE consommées | 44 330 719 | 858 074 488 | 18 410 736 | 183 674 704 | 2 707 124 | 1 107 197 771 | |

2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2023 Consommation 2023</i> | | | | | | | |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 37 647 709 38 890 327 | 5 535 138 | 25 062 507 19 815 324 | | 62 710 216 64 240 788 | 66 510 216 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 53 788 876 44 330 719 | 16 334 213 21 445 446 | 100 000 11 896 | 1 400 000 1 425 620 | | 71 623 089 67 213 681 | 71 713 089 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 25 449 037 31 821 892 | 4 020 000 2 304 300 | 8 030 000 4 399 514 | 3 920 737 | 37 499 037 42 446 443 | 40 327 407 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | 38 886 074 41 400 213 | 866 034 | 1 500 000 | | 41 252 108 41 400 213 | 41 252 108 |
| 12 – Agence de l'environnement et | | 700 000 000 | | | | 700 000 000 | 700 000 000 |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2023</i> | | | | | | | |
| <i>Consommation 2023</i> | | | | | | | |
| de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 673 709 349 | | | | 673 709 349 | |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 30 066 117 18 432 989 | 2 000 000 | | | 30 066 117 20 432 989 | 30 066 117 |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 18 000 000 30 756 983 | 20 500 000 4 750 555 | 161 500 000 164 321 765 | | 200 000 000 199 829 303 | 200 000 000 |
| Total des CP prévus en LFI | 53 788 876 | 866 383 150 | 25 486 034 | 197 492 507 | 0 | 1 143 150 567 | 1 149 868 937 |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | | | +6 593 120 (hors titre 2) | | | +6 593 120 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | | | +7 940 443 (hors titre 2) | | | +7 940 443 | |
| Total des CP ouverts | 53 788 876 | | 1 103 895 254 (hors titre 2) | | | 1 157 684 130 | |
| Total des CP consommés | 44 330 719 | 856 457 199 | 14 601 889 | 189 962 223 | 3 920 737 | 1 109 272 766 | |

2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|--|
| <i>Prévision LFI 2022</i> | | | | | | | |
| <i>Consommation 2022</i> | | | | | | | |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 37 236 644 35 004 963 | 10 696 587 | 24 124 296 9 971 275 | | 61 360 940 | 65 160 940 55 672 825 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 50 668 264 43 044 504 | 11 434 213 17 799 615 | 100 000 0 | 1 400 000 1 457 000 | | 63 602 477 | 63 902 477 62 301 118 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 25 101 611 29 534 127 | 4 020 000 2 081 646 | 8 030 000 2 687 501 | 2 250 000 | 37 151 611 | 41 858 811 36 553 274 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnités et expropriations sur les sites | | 37 911 096 40 219 220 | 866 034 | 1 500 000 | | 40 277 130 | 40 277 130 40 219 220 |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 598 345 285 576 708 544 | | 12 040 000 | | 598 345 285 | 598 345 285 588 748 544 |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 29 824 608 29 362 418 | | | 1 000 000 | 29 824 608 | 29 824 608 30 362 418 |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 27 100 000 49 305 489 | 25 300 000 8 772 209 | 182 600 000 157 481 158 | | 235 000 000 | 235 000 000 215 558 856 |
| Total des AE prévues en LFI | 50 668 264 | 766 953 457 | 30 286 034 | 217 654 296 | 0 | 1 065 562 051 | 1 074 369 251 |
| Total des AE consommées | 43 044 504 | 777 934 375 | 21 550 442 | 183 636 935 | 3 250 000 | | 1 029 416 255 |

2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Titre 2 Dépenses de personnel | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|----------------------------|
| <i>Prévision LFI 2022 Consommation 2022</i> | | | | | | | |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 37 236 644 34 824 393 | 11 154 357 | 26 062 507 19 429 303 | | 63 299 151 | 67 099 151 65 408 052 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 50 668 264 43 044 504 | 16 134 213 21 271 857 | 100 000 0 | 1 400 000 1 457 000 | | 68 302 477 | 68 602 477 65 773 360 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 25 101 611 27 478 508 | 4 020 000 2 031 212 | 8 030 000 5 091 945 | 2 250 000 | 37 151 611 | 40 017 235 36 851 664 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnités et expropriations sur les sites | | 37 911 096 38 500 925 | 866 034 | 1 500 000 | | 40 277 130 | 40 277 130 38 500 925 |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 598 345 285 576 715 758 | | 12 040 000 | | 598 345 285 | 598 345 285 588 755 758 |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 29 824 608 29 362 418 | | | 1 000 000 | 29 824 608 | 29 824 608 30 362 418 |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 27 500 000 40 071 639 | 32 100 000 9 764 311 | 175 400 000 165 611 772 | | 235 000 000 | 235 000 000 215 447 721 |
| Total des CP prévus en LFI | 50 668 264 | 772 053 457 | 37 086 034 | 212 392 507 | 0 | 1 072 200 262 | 1 079 165 886 |
| Total des CP consommés | 43 044 504 | 768 225 497 | 22 949 879 | 203 630 019 | 3 250 000 | | 1 041 099 899 |

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|------------------|---------------------|---------------------|-----------------|--------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommées* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Titre 2 – Dépenses de personnel | 43 044 504 | 53 788 876 | 44 330 719 | 43 044 504 | 53 788 876 | 44 330 719 |
| Rémunérations d'activité | 28 658 671 | 38 772 373 | 29 531 432 | 28 658 671 | 38 772 373 | 29 531 432 |
| Cotisations et contributions sociales | 14 196 769 | 14 815 070 | 14 519 102 | 14 196 769 | 14 815 070 | 14 519 102 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 189 064 | 201 433 | 280 184 | 189 064 | 201 433 | 280 184 |
| Titre 3 – Dépenses de fonctionnement | 777 934 375 | 861 233 150 | 858 074 488 | 768 225 497 | 866 383 150 | 856 457 199 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 118 971 109 | 80 368 944 | 111 397 905 | 109 262 231 | 85 518 944 | 109 387 787 |
| Subventions pour charges de service public | 658 963 266 | 780 864 206 | 746 676 583 | 658 963 266 | 780 864 206 | 747 069 412 |
| Titre 5 – Dépenses d'investissement | 21 550 442 | 23 736 034 | 18 410 736 | 22 949 879 | 25 486 034 | 14 601 889 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 10 839 742 | 23 136 034 | 9 680 309 | 11 775 834 | 24 886 034 | 7 010 015 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 10 710 700 | 600 000 | 6 730 426 | 11 174 045 | 600 000 | 5 591 874 |
| Subventions pour charges d'investissement | 0 | 0 | 2 000 000 | 0 | 0 | 2 000 000 |
| Titre 6 – Dépenses d'intervention | 183 636 935 | 202 754 296 | 183 674 704 | 203 630 019 | 197 492 507 | 189 962 223 |
| Transferts aux ménages | 7 996 746 | 8 300 000 | 7 648 415 | 5 347 056 | 7 800 000 | 5 867 604 |
| Transferts aux entreprises | 36 016 620 | 7 598 358 | 18 648 269 | 51 591 763 | 9 996 359 | 19 229 789 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 119 229 532 | 171 228 758 | 113 062 434 | 118 466 326 | 163 568 968 | 122 911 569 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Consommées* en 2022 | Ouvertes en 2023 | Consommées* en 2023 | Consommés* en 2022 | Ouverts en 2023 | Consommés* en 2023 |
| Transferts aux autres collectivités | 20 394 037 | 15 627 180 | 44 315 585 | 28 224 874 | 16 127 180 | 41 953 261 |
| Titre 7 – Dépenses d'opérations financières | 3 250 000 | 0 | 2 707 124 | 3 250 000 | 0 | 3 920 737 |
| Prêts et avances | 0 | 0 | 80 | 0 | 0 | 80 |
| Dotations en fonds propres | 3 250 000 | 0 | 2 707 044 | 3 250 000 | 0 | 3 920 657 |
| Total hors FdC et AdP | | 1 141 512 356 | | | 1 143 150 567 | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | -1 648 051 | | | +14 533 563 | |
| Total* | 1 029 416 255 | 1 139 864 305 | 1 107 197 771 | 1 041 099 899 | 1 157 684 130 | 1 109 272 766 |

* y.c. FdC et AdP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------|---------------------|-------------------------|------------------|
| | Ouvertes en 2022 | Prévues en LFI pour 2023 | Ouvertes en 2023 | Ouverts en 2022 | Prévus en LFI pour 2023 | Ouverts en 2023 |
| Dépenses de personnel | | | | | | |
| Autres natures de dépenses | 8 438 650 | 5 358 000 | 4 509 214 | 4 997 343 | 6 718 370 | 6 593 120 |
| Total | 8 438 650 | 5 358 000 | 4 509 214 | 4 997 343 | 6 718 370 | 6 593 120 |

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 03/2023 | | 2 077 143 | | 2 077 143 | | | | |
| 04/2023 | | 1 441 620 | | 1 441 620 | | | | |
| 05/2023 | | 282 131 | | 282 131 | | | | |
| 06/2023 | | 33 495 | | 33 495 | | | | |
| 07/2023 | | 1 007 | | 1 007 | | | | |
| 08/2023 | | 440 000 | | 440 000 | | | | |
| Total | | 4 275 396 | | 4 275 396 | | | | |

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2023 | | 9 718 | | 717 051 | | | | |
| 03/2023 | | 858 | | 217 831 | | | | |
| 04/2023 | | 21 525 | | 1 525 | | | | |
| 08/2023 | | | | 70 000 | | | | |
| 12/2023 | | 1 159 | | 983 652 | | | | |
| 01/2024 | | 828 464 | | 955 571 | | | | |
| Total | | 861 724 | | 2 945 630 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 06/02/2023 | | 64 234 | | | | | | |
| Total | | 64 234 | | | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 20/02/2023 | | 12 525 734 | | 12 414 567 | | | | |
| Total | | 12 525 734 | | 12 414 567 | | | | |

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 10/03/2023 | | 4 517 202 | | 53 830 311 | | | | |
| Total | | 4 517 202 | | 53 830 311 | | | | |

DÉCRETS D'ANNULATION DE FDC OU DE ADP

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 06/07/2023 | | | | | | 627 906 | | 627 906 |
| Total | | | | | | 627 906 | | 627 906 |

DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2023 | | | | | | 384 435 | | 424 435 |
| Total | | | | | | 384 435 | | 424 435 |

DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 27/06/2023 | | 160 000 | | 160 000 | | | | |
| 20/11/2023 | | | | | | 40 000 | | 40 000 |
| Total | | 160 000 | | 160 000 | | 40 000 | | 40 000 |

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 30/11/2023 | | | | | | 23 000 000 | | 58 000 000 |
| Total | | | | | | 23 000 000 | | 58 000 000 |

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| Total général | | 22 404 290 | | 73 625 904 | | 24 052 341 | | 59 092 341 |

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2023 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2023. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2023.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (4)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale | | Chiffrage définitif 2022 | Chiffrage initial 2023 | Chiffrage actualisé 2023 |
|--|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 730226 | Taux de 5,5 % applicable aux prestations de collecte séparée, de collecte en déchetterie, de tri et de valorisation matière des déchets des ménages et assimilés Assiette et taux <i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2018 - Dernière modification : 2018 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 278-0 bis - M</i> | 46 | 86 | 46 |
| 990202 | Tarifs réduits de la composante « déchets » pour les collectivités d'outre-mer relevant de l'article 73 de la Constitution Composantes de la taxe générale sur les activités polluantes <i>Bénéficiaires 2021 : 6 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2018 - Dernière modification : 2021 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code des douanes : 266 nonies-1-A-i</i> | 14 | 18 | 20 |
| 990301 | Exonération des réceptions de déchets non dangereux par les installations de co-incinération Composantes de la taxe générale sur les activités polluantes <i>Bénéficiaires 2021 : 8 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2018 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code des douanes : 266 sexies-II-1 sexies</i> | 5 | 6 | 4 |
| 990201 | Tarif réduit de la composante "déchets" pour la réception de résidus à haut pouvoir calorifique issus des opérations de tri performantes dans une installation de valorisation énergétique dont le rendement excède 0,7 Composantes de la taxe générale sur les activités polluantes <i>Bénéficiaires 2021 : 5 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2018 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code des douanes : 266 nonies-1-A-h</i> | 3 | 3 | 3 |
| Coût total des dépenses fiscales | | 68 | 113 | 73 |

■ DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière principale | | Chiffre définitif 2022 | Chiffre initial 2023 | Chiffre actualisé 2023 |
|--|---|------------------------|----------------------|------------------------|
| 050203 | Dépenses engagées à raison de travaux dans le cadre de la prévention des risques technologiques Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 1391 D</i> | € | € | € |
| Coût total des dépenses fiscales | | | | |

■ DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire | | Chiffre définitif 2022 | Chiffre initial 2023 | Chiffre actualisé 2023 |
|---|---|------------------------|----------------------|------------------------|
| 130201 | Déduction des dépenses de réparations et d'amélioration Revenus fonciers <i>Bénéficiaires 2021 : 1580000 Ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Bonne - Création : 1989 - Dernière modification : 2008 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 31-I-1°-a, b et b bis et 31-I-2°-a pour les dépenses visées aux a, b et b bis du I-1°</i> | 1 650 | nc | nc |
| Coût total des dépenses fiscales | | 1 650 | | |

■ DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS LOCAUX PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts locaux contribuant au programme de manière subsidiaire | | Chiffre définitif 2022 | Chiffre initial 2023 | Chiffre actualisé 2023 |
|---|---|------------------------|----------------------|------------------------|
| 050203 | Dépenses engagées à raison de travaux dans le cadre de la prévention des risques technologiques Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Bénéficiaires 2021 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 1391 D</i> | € | € | € |
| Coût total des dépenses fiscales | | | | |

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i> | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 60 772 005 57 370 768 | 64 572 005 57 370 768 | | 62 710 216 64 240 788 | 66 510 216 64 240 788 |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 53 788 876 44 330 719 | 13 134 213 17 832 634 | 67 013 089 62 163 353 | 53 788 876 44 330 719 | 17 834 213 22 882 962 | 71 713 089 67 213 681 |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 37 499 037 39 419 644 | 38 967 037 39 419 644 | | 37 499 037 42 446 443 | 40 327 407 42 446 443 |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | 41 252 108 41 019 866 | 41 252 108 41 019 866 | | 41 252 108 41 400 213 | 41 252 108 41 400 213 |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 700 000 000 673 709 349 | 700 000 000 673 709 349 | | 700 000 000 673 709 349 | 700 000 000 673 709 349 |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 30 066 117 20 432 989 | 30 066 117 20 432 989 | | 30 066 117 20 432 989 | 30 066 117 20 432 989 |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 205 000 000 213 081 802 | 205 000 000 213 081 802 | | 200 000 000 199 829 303 | 200 000 000 199 829 303 |
| Total des crédits prévus en LFI * | 53 788 876 | 1 087 723 480 | 1 141 512 356 | 53 788 876 | 1 089 361 691 | 1 143 150 567 |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | -1 648 051 | -1 648 051 | | +14 533 563 | +14 533 563 |
| Total des crédits ouverts | 53 788 876 | 1 086 075 429 | 1 139 864 305 | 53 788 876 | 1 103 895 254 | 1 157 684 130 |
| Total des crédits consommés | 44 330 719 | 1 062 867 052 | 1 107 197 771 | 44 330 719 | 1 064 942 047 | 1 109 272 766 |
| Crédits ouverts - crédits consommés | +9 458 157 | +23 208 377 | +32 666 534 | +9 458 157 | +38 953 207 | +48 411 364 |

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Total des autorisations de fongibilité asymétrique délivrées au programme : 7 000 000 €.

PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|-------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 53 788 876 | 1 087 723 480 | 1 141 512 356 | 53 788 876 | 1 089 361 691 | 1 143 150 567 |
| Amendements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LFI | 53 788 876 | 1 087 723 480 | 1 141 512 356 | 53 788 876 | 1 089 361 691 | 1 143 150 567 |

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Les mouvements réglementaires et annulations intervenus en 2023 sur les crédits du programme se décomposent comme suit :

Transferts (décret n° 2023-511 du 27/06/2023 paru au JO le 29/06/2023) :

Le total des transferts intervenus en 2023 s'élève en hors titre 2 à -384 435 € en AE et -424 435 € en CP. Ils se décomposent en :

- transferts sortants :

- 929 433 € en AE et 969 433 € en CP ont été transférés vers le programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » de la mission « Gestion des finances publiques ». Ce transfert a pour objet de financer des prestations au titre du fonctionnement courant de l'Autorité de sûreté nucléaire (logistique, prestations d'actions sociales, frais de déplacement et de représentation, formation, traduction) dont la gestion est prise en charge par le programme 218 ;
- 500 000 € en AE et CP ont été transférés vers le programme 161 « Sécurité civile » de la mission « Sécurités », pour financer les actions de la journée gouvernementale « Tous résilients face aux risques » ;
- 238 053 € en AE et CP ont été transférés vers le programme 204 « Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins » de la mission « Santé », pour financer le projet Récosanté dans le cadre de son transfert à la fabrique numérique des ministères sociaux

- transferts entrants :

- 1 233 051 € en AE et CP ont été reçus du programme 123 « Conditions de vie outre-mer » de la mission « Outre-mer », pour financer le réseau de surveillance volcanologique et sismologique de Mayotte ;
- 50 000 € en AE et CP ont été reçus du programme 204 « Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins » de la mission « Santé » pour financer le dispositif Trackdéchets de dématérialisation du suivi des bordereaux relatifs aux déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Virements (décrets n° 2023-510 du 27/06/2023 paru au JO le 29/06/2023 et n° 2023-1060 du 20/11/2023 paru au JO le 21/11/2023) :

Le total des virements intervenus en 2023 s'élève en hors titre 2 à 120 000 € en AE et CP :

- 480 000 € en AE et CP en provenance du programme 113 « Paysages, eau et biodiversité » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », pour financer des dépenses liées à l'outil Guichet unique numérique de l'environnement proposant une dématérialisation de la déclaration pour les installations, ouvrages, travaux, ou activités ;
- 320 000 € en AE et CP à destination du programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » pour financer le fonctionnement et les expertises du bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels ;
- 40 000 € en AE et CP à destination du programme 135 « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » de la mission « Cohésion des territoires », pour financer la campagne de communication sur les punaises de lit.

Annulations :

La loi de finances de fin de gestion n° 2023-1114 du 30 novembre 2023 a annulé 23 000 000 € en AE et 58 000 000 € en CP, dont 11 M€ en AE et CP correspondant à un prélèvement sur la trésorerie de l'INERIS. Le solde (12 M€ en AE et 47 M€ en CP) correspond à l'annulation partielle de la réserve de précaution appliquée sur toutes les actions du programme y compris l'action 14. En 2023, les crédits du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) n'étaient en effet plus exonérés de mise en réserve, pour la première année depuis leur budgétisation sur le programme.

Reports de crédits :

Le programme a bénéficié de reports de crédits à hauteur de 17 107 169,71 € en AE (dont 64 k€ au titre des reports d'AENE, 4,5 M€ au titre des reports généraux et 12,5 M€ au titre des reports de fonds de concours) et de 66 244 878 € en CP (dont 53,8 M€ au titre des reports généraux et 12,4 M€ au titre des reports de fonds de concours).

■ ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Au cours de l'année 2023, 5,14 M€ en AE et 7,22 M€ en CP ont été rattachés au programme, dont 0,86 M€ en AE et 2,95 M€ en CP sur Fonds de concours (FDC) ainsi que 4,28 M€ en AE et CP sur Attributions de produits (ADP). S'y ajoutent les crédits de FDC qui ont fait l'objet d'un report de l'exercice 2022 sur l'exercice 2023, à hauteur de 12,53 M€ en AE et 12,41 M€ en CP.

Ces crédits correspondent aux :

– *Fonds de concours PLGN : 23-1-2-00824 - « Participation aux études, acquisitions et travaux relatifs à la protection de la nature et de l'environnement, à la prévention et à la lutte contre les pollutions (AE préalables) »*

Ce fonds de concours concerne majoritairement le Plan Loire grandeur nature (PLGN) et sert à recouvrer les participations de collectivités territoriales à des dépenses d'investissement. Les opérations financées concernent des renforcements de pieds de levées, la fiabilisation des systèmes d'endiguement et des opérations de renforcement des digues domaniales.

Le FDC PLGN a bénéficié d'un report de crédits de 2022 sur 2023 à hauteur de 11,89 M€ en AE et 11,78 M€ en CP.

Les nouveaux rattachements ouverts en 2023 se sont élevés à 20 k€ en AE et 2,10 M€ en CP.

La consommation 2023 est de 2,60 M€ en AE et 1,35 M€ en CP.

Les AE non consommées (9,34 M€) correspondent d'une part à des conventions ou avenants en cours de signature et d'autre part à un décalage dans le temps de travaux dont le démarrage était prévu initialement en 2023. Les CP non consommés (12,53 M€) correspondent à des opérations en cours, engagées les années précédentes et pour lesquelles la consommation des CP est prévue ultérieurement. Une partie de ces crédits non consommés résulte de rattachements tardifs, intervenus après la clôture de la gestion 2023.

– *Fonds de Concours ASN : 23-1-1-00846 - « Contributions de l'Union européenne à des actions de coopération dans le domaine de la sécurité nucléaire ».*

Ce fonds de concours créé en 2003, a bénéficié d'un report de crédits de 2022 sur 2023 de 5,14 k€ en AE et CP et de nouveaux rattachements pour 13,72 k€ en AE et CP.

Les consommations 2023 se sont élevées à 17,25 k€ en AE et CP. Ces crédits concernent essentiellement les versements à l'ASN des sommes reçues du consortium HERCA (groupement des autorités européennes de radioprotection) au titre des prestations réalisées. L'ASN assure le secrétariat de HERCA dont elle prend en charge l'ensemble des dépenses qui lui sont ensuite remboursées par les différents pays adhérents.

La non consommation des crédits ouverts sur l'exercice 2023 est de 1,62 k€ en AE et CP. Elle correspond à des remboursements intervenus tardivement. Compte tenu des dates limites applicables à la fin de gestion, il n'a pas été possible de consommer ces AE/CP.

– *Fonds de concours FEDER : 23-1-1-00185 - « Participation du FEDER aux actions dans le domaine des risques naturels et hydrauliques ».*

Ce fonds de concours sert à financer des actions relatives à :

- l'information et connaissance des risques ;
- la surveillance et prévision des crues ;
- des études et travaux de prévention de lutte contre les inondations ;
- la réalisation de travaux de ralentissement dynamiques et des travaux liés à la prévention de mouvement de terrain.

Les 0,83 M€ en AE et CP ouverts au titre de la gestion 2023 n'ont pu être consommés au cours de l'exercice en raison de leur rattachement tardif. Il s'agit d'une aide européenne FEDER versée par la région des Pays de la Loire pour le financement de l'opération du Val d'Authion réalisée dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature (PLGN).

- Fonds de concours « Éco-organismes » 23-1-2-00537 - « Contributions des éco-organismes aux actions de communication grand public sur le recyclage ».

Les crédits du FDC constituaient les contributions des éco-organismes aux actions de communication grand public sur le recyclage dans le cadre des campagnes réalisées entre 2018 et 2020. Depuis 2021, les recettes associées au financement des campagnes relatives au recyclage des déchets s'inscrivent dans le cadre de l'Attribution de produits 23-2-2-00304. En 2023, le solde du FDC a fait l'objet d'une annulation pour trop perçu en vue de son remboursement aux parties versantes. Il a ainsi été procédé à la clôture du FDC à fin 2023.

- Attribution de produits 23-2-2-00304 - « Produit de la redevance perçue en contrepartie des prestations d'études, de création, de production, de diffusion et d'évaluation des actions de communication inter-filières fournies par le ministère chargé de l'environnement (programme 181) »

En application de l'article L.541-10-2-1 du code de l'environnement, l'article R.541-171 du même code prévoit l'instauration d'une redevance auprès des producteurs en systèmes individuels et des éco-organismes, en contrepartie de prestations d'études, de création, de production, de diffusion et d'évaluation des actions de communication fournies par le ministère chargé de l'environnement. En conséquence, il a été créé en 2021 une nouvelle Attribution de produits 2 - 2 - 00304 « Communication inter-filières » en remplacement du FDC 1-2-00537, dans le cadre des missions du programme 181 relatives au recyclage des déchets. Les crédits rattachés en 2023 au titre de la campagne de communication 2022, ont été intégralement consommés à hauteur de 3,81 M€ en AE et CP. Pour le financement de la campagne de communication 2023, des crédits budgétaires du programme ont été mobilisés en fin de gestion 2023, dans l'attente des rattachements attendus en 2024.

- Attribution de produits 23-2-2-00204 - « Prestations fournies à des tiers dans le domaine de la prévention des risques »

Cette attribution de produits concerne d'une part des opérations relatives aux révisions de barrages et travaux menés sur plusieurs barrages du bassin hydrographique de la Loire, dans le cadre de la convention signée en 2015 entre l'État et l'Établissement public Loire, et d'autre part l'attribution de produit du comité (CTPBOH) dans le cadre du décret digues et barrages. Ce comité a pour objectif d'unifier les pratiques pour la vérification de la sécurité vis-à-vis du risque sismique des ouvrages hydrauliques, barrages et digues situés en France.

En 2023, la totalité des AE et CP rattachés (0,46 M€) a été consommée.

- Attribution de produits 23-2-2-00063 - « Rémunération de prestations fournies par l'autorité de sûreté nucléaire »

Cette attribution de produits s'inscrit notamment dans le cadre des conventions de coopération signées entre l'ASN et la Nouvelle-Calédonie ainsi que la Polynésie française.

Sur les 60 k€ en AE et CP prévus en LFI 2023, 9,90 k€ en AE et CP ont fait l'objet d'un rattachement au cours de l'exercice.

■ RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 268 944 | 49 200 113 | 49 469 057 | 268 944 | 49 282 024 | 49 550 968 |
| Surgels | 0 | 9 840 023 | 9 840 023 | 0 | 9 856 405 | 9 856 405 |
| Dégels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année) | 268 944 | 59 040 136 | 59 309 080 | 268 944 | 59 138 429 | 59 407 373 |

Dans le cadre du schéma de fin de gestion du P 181 hors titre 2, il a été décidé l'annulation en loi de finances de fin de gestion d'une partie de la réserve initiale du programme, à hauteur de 12 M€ en AE et de 47 M€ en CP. Cette annulation hors titre 2 a eu un impact sur toutes les actions du programme y compris l'action 14. En 2023, les crédits du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) n'étaient en effet plus exonérés de mise en réserve, pour la première année depuis leur budgétisation sur le programme.

Le solde de la réserve initiale et les crédits qui avaient fait l'objet d'un surgel ont été remis à la disposition du programme en fin de gestion 2023, plus précisément au bénéfice de l'ADEME, en vue du financement du plan tourisme durable (12 M€ en AE et CP) et au bénéfice du FPRNM (35 M€ en AE).

Par ailleurs, dans le cadre de l'action 9, un mouvement de fongibilité asymétrique de 7 M€ en AE et CP a été réalisé, au lieu des 8 M€ prévus en LFI 2023, afin de permettre le remboursement des dépenses relatives aux conventions de mise à disposition à l'ASN des salariés d'autres organismes (IRSN, CEA, etc).

EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Transferts de gestion 2022 (1) | Réalisation 2022 (2) | LFI + LFR 2023 (3) | Transferts de gestion 2023 (4) | Réalisation 2023 (5) | Écart à LFI + LFR 2023 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4)) |
|---------------------|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------------|---|
| 1052 – Catégorie A | 0,00 | 384,24 | 394,00 | 0,00 | 380,99 | -13,01 |
| 1053 – Catégorie B | 0,00 | 32,85 | 33,00 | 0,00 | 35,82 | +2,82 |
| 1054 – Catégorie C | 0,00 | 27,03 | 30,00 | 0,00 | 25,53 | -4,47 |
| Total | 0,00 | 444,12 | 457,00 | 0,00 | 442,34 | -14,66 |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Mesures de périmètre en LFI (6) | Mesures de transfert en LFI (7) | Corrections techniques (8) | Impact des schémas d'emplois pour 2023 (5-4)-(2-1)-(6+7+8) | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 sur 2023 | dont impact du schéma d'emplois 2023 sur 2023 |
|---------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---|--|---|
| 1052 – Catégorie A | 0,00 | +2,00 | -6,98 | +1,73 | +1,58 | +0,15 |
| 1053 – Catégorie B | 0,00 | 0,00 | +1,55 | +1,42 | +0,75 | +0,67 |
| 1054 – Catégorie C | 0,00 | 0,00 | -0,24 | -1,26 | -0,76 | -0,50 |
| Total | 0,00 | +2,00 | -5,67 | +1,89 | +1,57 | +0,32 |

Dans le tableau ci-dessus, la réalisation 2023 dénombre 442,34 ETPT. Le nombre constaté par l'ASN est de 445,59 ETPT (catégorie A 383,99, catégorie B 35,90 et catégorie C 25,70 ETPT). L'écart entre ces deux résultats s'explique par une erreur d'imputation intervenue en janvier 2023. Les données disponibles dans CHORUS doivent être retraitées partiellement pour déterminer la réalisation 2023.

La totalité des emplois et des dépenses de personnel de l'action 09 du programme 181 « Prévention des risques » concerne l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). La consommation du plafond d'emplois au titre de 2023 s'établit à 446 ETPT (moyenne annuelle), soit 11 ETPT en deçà du plafond des autorisations d'emplois prévu en loi de finances initiale (457 ETPT).

Les corrections techniques correspondent notamment à la mise à jour de l'impact du schéma d'emplois (2022 sur 2023 et 2023).

En 2023, la répartition des emplois de l'ASN par catégorie s'établit de la manière suivante :
-86 % d'agents de catégorie A ;

- 8 % d'agents de catégorie B ;
- 6 % d'agents de catégorie C.

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

| Catégorie d'emploi | Sorties | <i>dont départs en retraite</i> | Mois moyen des sorties | Entrées | <i>dont primo recrutements</i> | Mois moyen des entrées | Schéma d'emplois Réalisation | Schéma d'emplois Prévision PAP |
|--------------------|--------------|---------------------------------|------------------------|--------------|--------------------------------|------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 1052 – Catégorie A | 58,00 | 5,00 | 5,69 | 65,00 | 6,00 | 6,45 | +7,00 | +6,00 |
| 1053 – Catégorie B | 6,00 | 3,00 | 7,33 | 7,00 | 0,00 | 7,00 | +1,00 | 0,00 |
| 1054 – Catégorie C | 8,00 | 3,00 | 4,50 | 8,00 | 0,00 | 5,25 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 72,00 | 11,00 | | 80,00 | 6,00 | | +8,00 | +6,00 |

Le pilotage des recrutements a permis à l'ASN de respecter son schéma d'emplois de +8 ETP pour 2023. Le schéma d'emplois, initialement prévu à +6 ETP, doit tenir compte des deux transferts d'emplois. Il s'agit du transfert de 2 ETPT (et ETP) depuis les plafonds d'emplois de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) vers celui de l'ASN (sur la base de conventions de mobilité passées avec ces établissements).

Les flux de sorties et d'entrées, respectivement 72 et 80 ETP, concernent principalement des agents de catégorie A (81 % des mouvements). Les flux constatés en gestion sont supérieurs à ceux prévus dans le PAP 2023 (respectivement 61 et 67). Les dates moyennes d'entrées et de sorties (catégorie A) sont globalement conformes à la prévision (juin).

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

(en ETPT)

| Service | Prévision LFI | Réalisation | <i>dont mesures de transfert</i> | <i>dont mesures de périmètre</i> | <i>dont corrections techniques</i> | Impact des schémas d'emplois pour 2023 | <i>dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2022 sur 2023</i> | <i>dont impact du schéma d'emplois 2023 sur 2023</i> |
|-------------------------|---------------|---------------|----------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|--|---|--|
| Administration centrale | 252,00 | 242,40 | +2,00 | 0,00 | -5,67 | +1,89 | +1,57 | +0,32 |
| Services régionaux | 203,00 | 199,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Services à l'étranger | 2,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | 457,00 | 442,34 | +2,00 | 0,00 | -5,67 | +1,89 | +1,57 | +0,32 |

(en ETP)

| Service | Schéma d'emplois Prévision PAP | ETP au 31/12/2023 Réalisation |
|-------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Administration centrale | +6,00 | 253,60 |
| Services régionaux | 0,00 | 202,20 |
| Services à l'étranger | 0,00 | 0,00 |

(en ETP)

| Service | Schéma d'emplois Prévision PAP | ETP au 31/12/2023 Réalisation |
|--------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| Total | +6,00 | 455,80 |

Au 31 décembre 2023, l'ASN emploie, hors salariés mis à disposition, 455,8 ETP (soit 466 agents physiques) dont 254 dans les services centraux, et 202 dans les onze divisions territoriales. Le nombre d'agents mis à disposition de l'ASN fin 2023, essentiellement en provenance de l'IRSN et du CEA, s'établit à 54,4 ETP (soit 55 agents physiques).

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action | Prévision LFI | Réalisation |
|---|---------------|---------------|
| | ETPT | ETPT |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 457,00 | 442,34 |
| Total | 457,00 | 442,34 |
| Transferts en gestion | | 0,00 |

RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

L'ASN n'a accueilli aucun apprenti en 2023.

INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

| (Effectifs physiques ou ETP) | | G 455,8 ETP |
|---|------------------------------|-------------------------------|
| Effectifs gérants | T=a+b+c+d 9 | T / G 1,97 % |
| administrant et gérant | a 5 | a / G 1,09 % |
| organisant la formation | b 2 | b / G 0,44 % |
| consacrés aux conditions de travail | c 1 | c / G 0,22 % |
| consacrés au pilotage et à la politique des compétences | d 1 | d / G 0,22 % |

| Effectifs inclus dans le plafond d'emplois | | Effectifs hors plafond d'emplois | | |
|--|---|----------------------------------|---|--|
| intégralement gérés | partiellement gérés (agents en détachement, en MAD (1)) | gérés pour un autre ministère | gérés pour des organismes autres que les ministères | Gérés pour le ministère (CLD, CFA) (2) |
| 0 % | 100 % | 100 % | 0 % | 0 % |

- (1) mise à disposition (MAD), position normale d'activité (PNA)
 (2) congé de longue durée (CLD), congé de fin d'activité (CFA)

L'ASN prend en charge, en termes de ressources humaines, la gestion de premier niveau (affectations, régime de travail, gestion des absences, formation, etc.) de l'ensemble de son personnel. La gestion sur le plan réglementaire (avancements, mobilités, etc.) est assurée par les gestionnaires des corps des ministères d'origine des personnels considérés. Il en est de même pour le suivi de la paie et de l'ensemble des actes associés (maladie, accidents de travail, etc.) qui sont assurés par les services du ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique dans le cadre d'une délégation de gestion.

L'ASN contribue également, en lien avec les établissements concernés, à la gestion des salariés mis à disposition. Ces derniers ne sont pas intégrés dans le plafond d'emplois de l'ASN mais sont comptabilisés dans celui des organismes d'origine.

■ PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie | Exécution 2022 | Prévision LFI 2023 | Exécution 2023 |
|--|-------------------|--------------------|-------------------|
| Rémunération d'activité | 28 658 671 | 38 772 373 | 29 531 432 |
| Cotisations et contributions sociales | 14 196 769 | 14 815 070 | 14 519 102 |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions : | 10 230 441 | 10 709 785 | 10 264 661 |
| – Civils (y.c. ATI) | 10 182 732 | 10 709 785 | 10 264 661 |
| – Militaires | 47 709 | | |
| – Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE) | | | |
| – Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions) | | | |
| Cotisation employeur au FSPOEIE | | | |
| Autres cotisations | 3 966 328 | 4 105 285 | 4 254 441 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 189 064 | 201 433 | 280 184 |
| Total titre 2 (y.c. CAS Pensions) | 43 044 504 | 53 788 876 | 44 330 719 |
| Total titre 2 (hors CAS Pensions) | 32 814 062 | 43 079 091 | 34 066 058 |
| <i>FdC et AdP prévus en titre 2</i> | | | |

Au regard des crédits ouverts, déduction faite du mouvement de fongibilité asymétrique habituelle au titre du remboursement des mises à dispositions, effectué en gestion pour 7 M€, le disponible en fin de gestion s'est élevé à 2,19 M€ (ce qui représente environ 5 % des crédits ouverts).

S'agissant des prestations sociales et allocations diverses, le montant de 280 184 € prend en compte principalement le versement de diverses prestations dont notamment les remboursements forfaitaires de transports (134 243 €), l'allocation aux enfants handicapés (8 278 €), le capital décès (37 178 €) ou l'allocation de retour à l'emploi (21 022 €).

ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

| Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions | |
|---|--------------|
| Socle d'exécution 2022 retraitée | 32,68 |
| Exécution 2022 hors CAS Pensions | 32,81 |
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2023/ 2022 | |
| Débasage de dépenses au profil atypique : | -0,14 |
| – GIPA | -0,02 |
| – Indemnisation des jours de CET | -0,12 |
| – Mesures de restructuration | |
| – Autres dépenses de masse salariale | |
| Impact du schéma d'emplois | 0,14 |
| EAP schéma d'emplois 2022 | 0,10 |
| Schéma d'emplois 2023 | 0,04 |
| Mesures catégorielles | |
| Mesures générales | 0,56 |
| Rebasage de la GIPA | 0,04 |
| Variation du point de la fonction publique | 0,53 |
| Mesures bas salaires | |
| GVT solde | 0,58 |
| GVT positif | 0,67 |
| GVT négatif | -0,09 |
| Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA | 0,11 |
| Indemnisation des jours de CET | 0,11 |
| Mesures de restructurations | |
| Autres rebasages | |
| Autres variations des dépenses de personnel | |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23 | |
| Autres variations | |
| Total | 34,07 |

L'augmentation de la masse salariale entre 2022 et 2023 tient compte de l'évolution des effectifs de l'ASN, des flux d'entrée et de sortie constatés et valorisés et des divers facteurs d'évolution de la masse salariale. L'année 2023 a été, en outre, marquée par l'impact en année plein de la revalorisation du point fonction publique intervenue en 2022.

La rémunération principale représente 40 % de la masse salariale de l'ASN (titre 2), les indemnités 27 %, les cotisations sociales (dont les cotisations au CAS « Pensions ») 33 % et les prestations sociales 0,6 %.

La dépense annuelle relative au CAS « Pensions » est passée de 10,23 M€ en 2022 à 10,26 M€ en 2023. Cette augmentation est liée à l'évolution des effectifs sur la même période (taux inchangé).

Par ailleurs, l'ASN a mis en œuvre une mesure de fongibilité asymétrique en 2023 à hauteur de 7 M€ afin de permettre le remboursement des personnels mis à disposition.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

| Catégorie d'emplois | Coût moyen chargé HCAS | | | dont rémunérations d'activité | | |
|---------------------|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
| | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie |
| 1052 – Catégorie A | 74 111 | 78 884 | 75 616 | 40 761 | 41 809 | 40 833 |

| Catégorie d'emplois | Coût moyen chargé HCAS | | | dont rémunérations d'activité | | |
|---------------------|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
| | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée | Coût global | Coût de sortie |
| 1053 – Catégorie B | 48 349 | 51 259 | 48 236 | 33 844 | 31 473 | 31 353 |
| 1054 – Catégorie C | 36 425 | 39 699 | 39 089 | 22 584 | 24 613 | 24 235 |

Les coûts moyens d'entrée indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés à partir des données paye du mois de décembre. Ils tiennent compte de l'impact de la revalorisation du point fonction publique. Les coûts moyens de sortie sont calculés à partir des données de paye des agents concernées sur leur période de présence à l'ASN.

L'ASN recrute des agents expérimentés afin de répondre aux besoins liés à la spécialisation d'un certain nombre de fonctions et de compétences nouvelles tels les fonctionnaires recrutés dans certains corps et les personnels recrutés en CDD ce qui a une forte incidence sur les coûts moyens d'entrée. Le volume des entrées représente en 2023, environ 17 % de l'effectif global (hors agents mis à disposition). Les ingénieurs de l'industrie et des mines ont représenté les flux d'entrée et de sortie les plus importants. En outre, sur 72 sorties, 11 sont liés à des départs à la retraite. L'âge moyen des agents de l'ASN est d'environ 46 ans. Au 31 janvier 2024, 62 % des agents de l'ASN ont une ancienneté supérieure à 4 ans et 41 % supérieure à 7 ans.

Au regard du nombre réduit de mouvements, les coûts moyens des catégories B et C ne sont pas représentatifs.

MESURES CATÉGORIELLES

Mesures catégorielles : néant

■ ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

| Type de dépenses | Effectif concerné (ETP) | Réalisation Titre 3 | Réalisation Titre 5 | Total |
|-------------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Restauration | 260 | 396 325 | | 396 325 |
| Famille, vacances | 13 | 13 808 | | 13 808 |
| Mutuelles, associations | 90 | 8 300 | | 8 300 |
| Prévention / secours | 510 | 313 786 | | 313 786 |
| Total | | 732 219 | | 732 219 |

Pour assurer à ses agents des prestations d'action sociale, l'ASN a conclu avec les ministères économiques et financiers une convention de prestations de service et une convention de gestion en matière de ressources humaines qui contient un volet « action sociale ».

Les personnels de l'ASN bénéficient de l'ensemble des prestations d'action sociale individuelles, notamment subventions interministérielles pour séjour d'enfants, allocation pour enfants handicapés, aide à la scolarité, etc. dans les mêmes conditions que les agents des ministères économiques et financiers.

Ils bénéficient également des prestations d'action sociale en matière de séjours de vacances (colonies de vacances, séjours d'enfants, tourisme social), de logement, d'aides et de prêts. Ces prestations sont prises en charge dans le cadre de conventions passées avec des associations qui mettent en œuvre l'action sociale pour les ministères économiques et financiers. Ces dépenses sont financées sur les crédits hors titre 2 du programme 181.

Par ailleurs, pour assurer la restauration collective de l'ensemble de ses personnels en fonction au siège de l'ASN à Montrouge, l'ASN a conclu une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'association des utilisateurs du restaurant interentreprises le Palatis (AURIEP).

Enfin, l'ASN assure les prestations de surveillance médicale pour ses agents (surveillance médicale pour les agents exposés aux rayonnements ionisants et médecine de prévention pour les agents du siège). Ces prestations concernent tous les agents en poste à l'ASN (fonctionnaires, contractuels et agents mis à disposition).

Dépenses pluriannuelles

GRANDS PROJETS INFORMATIQUES

GUNENV PHASE 2

| | |
|-------------------------------|---------------|
| Année de lancement du projet | 2022 |
| Financement | P181 et P113 |
| Zone fonctionnelle principale | Non renseigné |

COÛT ET DURÉE DU PROJET

Coût détaillé par nature

(en millions d'euros)

| | 2020 et années précédentes | | 2021 Exécution | | 2022 Exécution | | 2023 Prévision | | 2023 Exécution | | 2024 Prévision PAP 2024 | | 2025 et années suivantes | | Total | |
|--------------|----------------------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------|-------------|-------------------------------|--------------|--------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Hors titre 2 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7,55 | 7,55 | 10,21 | 4,70 | 8,95 | 14,45 | 13,38 | 13,38 | 32,54 | 32,54 |
| Titre 2 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,03 | 1,03 | 1,03 | 1,03 | 3,34 | 3,34 | 5,08 | 5,08 | 9,45 | 9,45 |
| Total | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8,58 | 8,58 | 11,23 | 5,73 | 12,28 | 17,79 | 18,47 | 18,47 | 41,98 | 41,98 |

Évolution du coût et de la durée

| | Au lancement | Actualisation | Écart en % |
|----------------------|--------------|---------------|------------|
| Coût total en M€ | 35,95 | 41,98 | +16,80 % |
| Durée totale en mois | 48 | 48 | |

GAINS DU PROJET

Évaluation des gains quantitatifs du projet

| | Au lancement | Actualisation | Écarts en % |
|---|--------------|---------------|-------------|
| Gain annuel en M€ hors titre 2 | 0,27 | 0,27 | |
| Gain annuel en M€ en titre 2 | 4,28 | 4,28 | |
| Gain annuel moyen en ETPT | 0 | 0 | |
| Gain total en M€ (T2 + HT2) sur la durée de vie prévisionnelle de l'application | 4,55 | 4,55 | |
| Délai de retour en années | 9 | 10 | +11,11 % |

Le projet GUNenv propose aux pétitionnaires, services des préfetures et inspecteurs de l'environnement (environ 3000 agents en tout) un outil numérique permettant un dépôt en ligne des dossiers, une transmission automatique aux services instructeurs et contributeurs, ainsi qu'un applicatif unique pour l'instruction. Cet outil central pour les inspecteurs de l'environnement permet également la préparation et la mise en ligne d'un certain nombre de documents qui contribuent à l'information des citoyens sur les risques et les nuisances environnementales (interconnexion avec le site Géorisques). Il permet ainsi des gains

d'efficacité dans le traitement des demandes et permet aussi, pour les ICPE, de faciliter la réalisation d'inspections supplémentaires.

CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération 2015 - 2020

| Action / Opérateur | Rappel du montant contractualisé | Prévision 2023 | | Consommation 2023 | | Consommation cumulée | |
|--|----------------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Total Actions | 493 875 231 | | 30 177 162 | | 12 619 530 | 280 761 456 | 280 742 237 |
| 10 - Prévention des risques naturels et hydrauliques | 1 550 000 | | 177 162 | | | 976 566 | 957 347 |
| 14 - Fonds de prévention des risques naturels majeurs | 492 325 231 | | 30 000 000 | | 12 619 530 | 279 784 890 | 279 784 890 |
| Total Opérateurs | 742 285 000 | | 46 709 346 | | 40 659 015 | 691 573 519 | 506 774 465 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 742 285 000 | | 46 709 346 | | 40 659 015 | 691 573 519 | 506 774 465 |
| Total | 1 236 160 231 | | 76 886 508 | | 53 278 545 | 972 334 975 | 787 516 702 |

Génération 2021 - 2027

| Action / Opérateur | Rappel du montant contractualisé | Prévision 2023 | | Consommation 2023 | | Consommation cumulée | |
|--|----------------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
| | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| 14 - Fonds de prévention des risques naturels majeurs | 476 581 000 | | 67 576 340 | | 50 862 560 | 307 362 136 | 174 039 972 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 866 889 000 | | 73 316 770 | | 45 298 113 | 359 428 430 | 84 081 245 |
| Total | 1 343 470 000 | | 140 893 110 | | 96 160 673 | 666 790 566 | 258 121 217 |

Pour ce qui concerne les actions 10 et 14 du P181, les montants renseignés proviennent d'une enquête effectuée auprès des BOP régionaux au début de 2024.

Dans le cadre des CPER et CPIER, les actions réalisées contribuent essentiellement à la prévision et la prévention des inondations, dont les études et travaux de confortement des digues domaniales de l'État et des actions contractualisées au titre de programmes d'actions de prévention des inondations, ainsi qu'à la prévention des risques naturels terrestres (essentiellement des actions de prévention des risques de mouvement de terrain dans plusieurs régions de métropole).

Les contrats de la génération 2021-2027 sont désormais signés, sauf pour les régions Normandie et Corse.

En ce qui concerne les CPER 2015-2020 de l'ADEME, le taux d'engagement sur la période s'élève à 93 % soit un montant engagé total de 692 M€, déduction faite des montants désengagés (73 M€). Près de 36 % de ces montants concernent le fonds chaleur, environ 25 % le fonds économie circulaire et 21 % le programme bâtiment. En matière de crédits de paiement, le taux d'exécution à fin 2023 atteint 73 % des AE engagés.

La mobilisation des interventions de l'agence se poursuit dans le cadre des contrats de la génération 2021-2027. Leur montant contractualisé global est prévu à hauteur de 867 M€. A ce jour, tous les CPER 2021-2027 ont été signés hormis dans les régions suivantes : Corse et Normandie. De premiers engagements réalisés par l'ADEME dans ces régions seront cependant rattachés a posteriori aux CPER 2021-2027. À ce jour, 359 M€

d'AE ont été engagés, correspondant à un taux d'exécution de 41 % des crédits contractualisés. Près de 56 % de ces montants concernent le fonds chaleur, environ 30 % le fonds économie circulaire et 2 % le programme bâtiment. En matière de crédits de paiements, le taux d'exécution à fin 2023 atteint 23 % des AE engagées.

CONTRATS DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION (CCT)

Génération 2019 - 2022

| Action / Opérateur Territoire | Rappel du montant contractualisé | Prévision 2023 | | Consommation 2023 | | Consommation cumulée | |
|---|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| 14 - Fonds de prévention des risques naturels majeurs | 62 825 828 | 4 182 923 | 4 182 923 | 2 893 748 | 2 893 748 | 30 393 110 | 30 393 110 |
| Guadeloupe | 31 753 332 | 4 000 000 | 4 000 000 | 1 898 771 | 1 898 771 | 8 391 908 | 8 391 908 |
| Guyane | 2 500 | | | | | 2 500 | 2 500 |
| La Réunion | 1 413 332 | | | 336 418 | 336 418 | 2 321 195 | 2 321 195 |
| Martinique | 28 873 332 | | | 433 086 | 433 086 | 19 034 549 | 19 034 549 |
| Mayotte | 783 332 | 182 923 | 182 923 | 225 473 | 225 473 | 642 958 | 642 958 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | 63 649 424 | 14 659 420 | 12 732 667 | 8 298 441 | 8 663 215 | 64 445 294 | 25 464 273 |
| Guadeloupe | 15 487 901 | 3 250 000 | 3 508 263 | 1 381 789 | 1 977 864 | 15 477 546 | 5 212 515 |
| Guyane | 7 750 000 | 1 750 000 | 1 128 442 | 1 750 000 | 1 423 544 | 7 750 000 | 4 528 794 |
| La Réunion | 19 886 523 | 3 000 000 | 4 011 099 | 2 280 030 | 3 370 456 | 22 039 959 | 9 180 278 |
| Martinique | 16 900 000 | 3 600 000 | 2 716 924 | 2 491 047 | 1 335 216 | 12 975 855 | 4 930 593 |
| Mayotte | 3 125 000 | 2 959 420 | 1 247 230 | 395 575 | 422 346 | 5 746 458 | 1 444 857 |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 500 000 | 100 000 | 120 709 | | 133 789 | 455 476 | 167 236 |
| Total | 126 475 252 | 18 842 343 | 16 915 590 | 11 192 189 | 11 556 963 | 94 838 404 | 55 857 383 |

Les contrats de convergence et de transformation (CCT) qui ont succédé aux CPER en outre-mer depuis le 1^{er} janvier 2019 pour la période 2019-2022, ont fait l'objet d'avenants de prolongation d'un an sur 2023. Les crédits du FPRNM et de l'ADEME contribuent à leur financement.

Pour le FPRNM, l'élaboration des projets concerne essentiellement des études et des travaux de prévention des inondations, dont les actions contractualisées au titre de programmes d'actions de prévention des inondations, ainsi que la prévention du risque sismique aux Antilles. Ces opérations nécessitent une phase d'études importante et la mobilisation de plusieurs partenaires financiers.

Pour l'ADEME, les engagements réalisés en 2023 s'élèvent à 8.3 M€. À fin 2023, le cumul engagé atteint 64 M€, soit un taux d'exécution de 101 %. Ce taux d'exécution supérieur à 100 % s'explique par un dépassement de l'enveloppe contractualisée dans la contribution de l'ADEME aux CCT de Mayotte et la Réunion. Près de 65 % des engagements concernent le fonds économie circulaire, suivi des approches territoriales (environ 17 % des AE). En matière de crédits de paiement, le taux d'exécution est en nette progression : à fin 2023 il atteint 40 %.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2023 | CP 2023 |
|---|---|
| AE ouvertes en 2023 * (E1) 1 093 075 429 | CP ouverts en 2023 * (P1) 1 110 895 254 |
| AE engagées en 2023 (E2) 1 062 867 052 | CP consommés en 2023 (P2) 1 064 942 047 |
| AE affectées non engagées au 31/12/2023 (E3) 55 296 | dont CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) 202 715 392 |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2023 (E4 = E1 – E2 – E3) 30 153 081 | dont CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 862 226 656 |

RESTES À PAYER

| | | | | | |
|--|--|---|--|---|--|
| Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 brut (R1) 802 316 770 | | | | | |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2022 (R2) 44 462 | | | | | |
| | Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022 net (R3 = R1 + R2) 802 361 232 | – | CP consommés en 2023 sur engagements antérieurs à 2023 (P3 = P2 – P4) 202 715 392 | = | Engagements ≤ 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R4 = R3 – P3) 599 645 840 |
| | AE engagées en 2023 (E2) 1 062 867 052 | – | CP consommés en 2023 sur engagements 2023 (P4) 862 226 656 | = | Engagements 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R5 = E2 – P4) 200 640 397 |
| | | | | | Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2023 (R6 = R4 + R5) 800 286 237 |
| | | | | | Estimation des CP 2024 sur engagements non couverts au 31/12/2023 (P5) 256 203 547 |
| | | | | | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2024 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2023 (P6 = R6 – P5) 544 082 690 |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2023 + reports 2022 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Fin 2023 et après l'achèvement des opérations de bascule des engagements juridiques non soldés sur l'exercice 2024, les engagements du programme non couverts par des paiements s'établissent à hauteur de 800 M€. Leur évolution dont le total est contenu à un niveau équivalent à celui constaté à fin 2022 (802 M€) traduit 2 tendances :

- la poursuite de la dynamique de consommation du FPRNM notamment en AE, qui porte le volume de ses restes à payer de 598 M€ en fin d'exercice 2022 (74 % du total du programme) à 615 M€ à fin 2023 (77 % du total du programme)

- la diminution des restes à payer dans les autres domaines de la prévention des risques avec notamment la réduction progressive du solde à payer au titre du bail du siège de l'ASN : son engagement, renouvelé en 2021 pour une période de 9 ans, présente un reste à payer de 26 M€ à fin 2022 (il était de 30 M€ à fin 2022).

Hors FPRNM et hors bail ASN, les restes à payer du programme à fin 2023 s'établissent ainsi à 162 M€. Ce résultat, en nette diminution par rapport à celui constaté à fin 2022 (174 M€), traduit la mobilisation des services pour poursuivre la clôture des engagements antérieurs dont les opérations sont terminées.

Justification par action

ACTION

01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| | | | | | | |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 01 – Prévention des risques technologiques et des pollutions | | 64 572 005 | 64 572 005 | | 66 510 216 | 66 510 216 |
| | | 57 370 768 | 57 370 768 | | 64 240 788 | 64 240 788 |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total net des dépenses réalisées en 2023 sur l'action 01 du programme s'élève à 61 359 618 € en AE et 64 240 788 € en CP.

L'exécution du FDC 1-2-00537 « éco-organismes », dont les crédits correspondaient à la participation des éco-organismes au financement des campagnes de communication réalisées entre 2018 et 2020 sur la prévention et le recyclage des déchets, s'est achevée en 2023 avec la clôture du FDC précédée de l'annulation d'un solde de 627 905,91 € et du remboursement de ce trop perçu aux parties versantes.

En application de l'article L.541-10-2-1 du code de l'environnement, l'article R.541-171 dudit code instaure une redevance auprès des producteurs en systèmes individuels et des éco-organismes depuis 2021 en contrepartie de prestations d'études, de création, de production, de diffusion et d'évaluation des actions de communication fournies par le ministère chargé de l'environnement. En conséquence, il a été créé en 2021 l'attribution de produits 2-2-00304 « Communication inter-filières » en remplacement du FDC, dans le cadre des missions du programme 181 relatives au recyclage des déchets. En 2023, 3 807 204 € ont été rattachés en AE et CP au titre de la campagne de communication 2022, dont le financement avait mobilisé des crédits budgétaires à titre d'avance, dès la fin de l'exercice 2022. De même, pour le financement de la campagne 2023, des crédits budgétaires ont été mobilisés au cours de l'exercice 2023, dans l'attente du rattachement de la recette de l'ADP attendue en 2024.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 41 447 709 | 38 434 531 | 41 447 709 | 38 890 327 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 29 265 141 | 23 317 915 | 29 265 141 | 23 260 156 |
| Subventions pour charges de service public | 12 182 568 | 15 116 617 | 12 182 568 | 15 630 171 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 6 713 332 | | 5 535 138 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 6 713 332 | | 5 535 138 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 23 124 296 | 12 222 905 | 25 062 507 | 19 815 324 |
| Transferts aux ménages | | -38 906 | | 4 948 |
| Transferts aux entreprises | 6 998 358 | 88 108 | 9 496 359 | 2 729 131 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 13 428 758 | 115 996 | 12 868 968 | 6 276 313 |
| Transferts aux autres collectivités | 2 697 180 | 12 057 706 | 2 697 180 | 10 804 930 |
| Total | 64 572 005 | 57 370 768 | 66 510 216 | 64 240 788 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses de fonctionnement courant au titre de l'action 01 s'élève à 24 039 500 € en AE et 23 260 156 € en CP. Le détail des consommations figure ci-après.

| | AE | | CP | |
|--|--------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|
| | LFI yc prévisions de FDC | conso | LFI yc prévisions de FDC | conso |
| Santé, Environnement – et économie circulaire | 11 659 377 | 8 433 166 | 11 659 377 | 9 961 525 |
| Risques technologiques | 17 605 764 | 15 606 334 | 17 605 764 | 13 298 631 |
| TOTAL | 29 265 141 | 24 039 500 | 29 265 141 | 23 260 156 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -721 585 | | |
| TOTAL CHORUS | 29 265 141 | 23 317 915 | 29 265 141 | 23 260 156 |

Une partie des crédits de l'action 01 programmés en titre 3 en LFI 2023, a été consommée en titre 5, ce qui participe à l'écart affiché entre consommation et prévision.

Santé - Environnement et économie circulaire :

Dans le cadre de la mise en place des filières à responsabilités élargies, le programme 181 finance des campagnes annuelles de communication sur la prévention et le recyclage des déchets, dont le financement provient de recettes non fiscales. La campagne nationale 2023 a nécessité la mobilisation de crédits du programme à titre d'avance, pour 3,7 M€ en AE et 1,9 M€ en CP, dans l'attente du rattachement des recettes attendues en 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC), des actions ont été conduites en 2023 en faveur de la réparabilité des produits, de la réduction et de la valorisation des déchets. Une évaluation du plan national de prévention des déchets sur l'environnement a également été réalisée.

Dans le domaine numérique, plusieurs dépenses ont été financées :

- au titre de la prévention des déchets : le développement technique de la plate-forme déclarative du registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) ainsi que le projet de la « Fabrique numérique » de l'État « Track déchets » pour la dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets dangereux,
- la poursuite du développement de l'application GISTRID via un marché d'assistance à l'exploitation des systèmes d'information, à la mise en œuvre d'opérations de contrôle et de sanctions administratives dans le domaine de la gestion des déchets ainsi que le développement, avec l'appui du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), du registre national électronique consignnant des informations relatives aux déchets, terres excavées et sédiments afin d'aboutir à une meilleure traçabilité et à prévenir les atteintes à l'environnement,
- en santé environnement : le projet de la « Fabrique numérique » de l'État « Recosanté »,
- au titre des produits biocides : l'évolution de l'application « Certibiocide »

En 2023, le programme 181 a participé au financement de la campagne de communication sur les punaises de lit par la voie d'un virement de crédits en gestion au bénéfice du programme 135 « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat ».

Des crédits du programme ont également été mobilisés pour les frais de fonctionnement du Pôle National des Transferts Transfrontaliers des Déchets (PNTTD) que la DREAL Grand Est prend en charge.

Risques technologiques :

La modernisation des conditions d'action de l'inspection s'est poursuivie en 2023 : développement du guichet unique numérique de l'environnement (GUNenv) dédié au suivi des autorisations environnementales (notamment minières) et au suivi des inspections au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, poursuite de la refonte de l'application dédiée au rapportage sur les émissions et transferts de polluants et déchets (GEREP), maintenance de la plate-forme de gestion des données relatives aux risques de pollution des sols (InfoSols), refonte de la plateforme numérique nationale de gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente (GIDAF).

Dans le cadre des PPRT, sont réalisés des travaux de renforcement du bâti. L'évolution de leurs dépenses est néanmoins freinée par la difficulté de mettre en œuvre l'accompagnement des riverains pour la réalisation des travaux de renforcement de leur logement.

Concernant les contentieux en matière d'installations classées, les dossiers à gérer sont restés finalement limités pour l'exercice 2023.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

| | AE | | CP | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Subvention à l'ANSES | 9 405 497 | 9 226 935 | 9 405 497 | 9 226 935 |
| Subvention au BRGM : sites et sols pollués, santé environnement | 2 777 071 | 5 403 236 | 2 777 071 | 5 403 236 |
| Subvention à l'ANDRA | | 1 000 000 | | 1 000 000 |
| TOTAL | 12 182 568 | 15 630 171 | 12 182 568 | 15 630 171 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -513 554 | | |
| TOTAL CHORUS | 12 182 568 | 15 116 617 | 12 182 568 | 15 630 171 |

La subvention pour charges de service public dont **l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)** a bénéficié en 2023, couvre l'ensemble de ses actions sur les sujets de santé environnement (air intérieur, radiofréquences, amiante...) et de l'évaluation des produits chimiques.

La subvention pour charges de service public, dont le **Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)** a bénéficié en 2023, couvre différentes études d'accompagnement de la politique de prévention des sols pollués, des risques chroniques et technologiques, la maintenance et l'évolution de plusieurs systèmes d'information (GIDAF, portail MonAIOT, et outil de télédéclaration pour la géothermie de minime importance). Le BRGM intervient également sur les sujets de santé environnement (amiante naturelle), d'économie circulaire (utilisation des terres excavées), des sols pollués, de géothermie (sismicité induite par la géothermie profonde) ou de stockage souterrain de CO₂. La mise en œuvre de nouvelles obligations réglementaires à travers la gestion d'outils numériques dédiés, a conduit la DGPR à verser en 2023 une subvention complémentaire de 2,7 M€ en AE/CP au BRGM, qui n'était pas prévue en LFI, pour le financement du registre national des déchets, terres excavées et sédiments et des services de télé-déclaration associés (RNDTS) et de Trackdéchets, plate-forme de traçabilité des déchets dangereux.

La loi du 28 juin 2006 confie à **l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)** des missions d'intérêt général visant l'assainissement des sites pollués par la radioactivité. L'opérateur a ainsi bénéficié en 2023 d'une subvention pour charges de service public, qui n'était pas prévue en LFI, pour la poursuite d'opérations de mise aux normes et de reprise de déchets sur un chantier de dépollution.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

| | AE | | CP | |
|---|-----|------------------|-----|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 6 729 576 | | 5 535 138 |
| TOTAL | | 6 729 576 | | 5 535 138 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -16 244 | | |
| TOTAL CHORUS | | 6 713 332 | | 5 535 138 |

Initialement programmés en fonctionnement courant, les crédits consommés en titre 5 s'inscrivent dans le cadre de la refonte du système d'information de l'inspection des installations classées (GUNenv) et de son intégration dans un portail unique regroupant tous les systèmes d'informations concernant les installations classées.

DÉPENSES D'INTERVENTION

TRANSFERTS AUX MÉNAGES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux ménages au titre de l'action 01 s'élève à 4 948 € en CP.

Ce versement s'inscrit dans le cadre du solde des opérations de traitement acoustique de façades réalisées sur le réseau routier national qui ont fait l'objet de subventions versées aux propriétaires de logements situés dans des points noirs de bruit.

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux entreprises au titre de l'action 01 s'élève à 1 529 634 € en AE et 2 729 131 € en CP.

| | AE | | CP | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Santé – Environnement et économie circulaire | 1 497 167 | 702 000 | 1 497 167 | 514 321 |
| Risques technologiques | 5 501 191 | 827 634 | 7 999 192 | 2 214 810 |
| TOTAL | 6 998 358 | 1 529 634 | 9 496 359 | 2 729 131 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -1 441 526 | | |
| TOTAL CHORUS | 6 998 358 | 88 108 | 9 496 359 | 2 729 131 |

Santé - Environnement et économie circulaire :

Les subventions dans ce domaine ont notamment été versées au Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et les articles L. 121-1 à L. 121-5 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les articles R. 121-1 à R. 121-11 du même code confient au CSTB des missions d'intérêt général en matière de recherche ainsi qu'en matière de définition, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques dans le champ de l'habitat et de la construction. Dans le cadre du Plan National Santé Environnement n° 4 (PNSE4), l'appui du CSTB est essentiel à l'acquisition de connaissances, à la veille technologique et scientifique et à la mise en œuvre des politiques publiques, notamment en matière de qualité de l'air intérieur (QAI).

Les transferts mentionnés dans le PAP 2023 au bénéfice de l'ANSES et de Santé Publique France, ont été imputés en 2023 parmi les transferts aux autres collectivités.

Risques technologiques :

Les derniers plans de prévention des risques technologiques (PPRT) ont été approuvés en 2023.

La majorité des versements réalisés en 2023 relèvent de mesures supplémentaires faisant l'objet d'un cofinancement par l'État en Normandie (PPRT Rubis à Petit Quevilly et Grand Quevilly) et en Centre Val de Loire (Primagaz à St Pierre des Corps et Dépôts de pétrole d'Orléans à St Jean de Braye et Semoy).

Sont également imputées parmi les transferts aux entreprises d'autres mesures de PPRT dont les bénéficiaires sont des entreprises : une mesure d'accompagnement pour le déménagement d'une entreprise sur un autre site dans le cadre du PPRT de la Vallée de la chimie (Auvergne Rhône Alpes) ainsi qu'une mesure alternative à une mesure foncière dont l'engagement et le paiement partiel s'inscrivent dans le cadre du PPRT SARA et Antilles Gaz au Lamentin (Martinique), pour un coût moindre à celui de la mesure foncière qu'elle permet d'éviter.

TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total réel des transferts versés aux collectivités territoriales au titre de l'action 01 s'élève à 1 364 345 € en AE et 6 276 313 € en CP.

| | AE | | CP | |
|--|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Santé – Environnement et économie circulaire | | 75 345 | | 94 221 |
| Risques technologiques | 13 428 758 | 1 289 000 | 12 868 968 | 6 182 092 |
| TOTAL | 13 428 758 | 1 364 345 | 12 868 968 | 6 276 313 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -1 248 349 | | |
| TOTAL CHORUS | 13 428 758 | 115 996 | 12 868 968 | 6 276 313 |

Santé - Environnement et économie circulaire :

Les crédits consommés portent notamment sur :

- la réalisation d'un observatoire régional des déchets et de l'économie circulaire en région PACA,
- la mise en œuvre des Plans Régionaux Santé Environnement (PRSE 3) et l'élaboration des PRSE 4, dont le contenu varie d'une région à une autre (études sur la qualité de l'air, actions de sensibilisation...).

Risques technologiques :

Une part importante des engagements et des paiements prévus en 2023 pour la réalisation des mesures foncières prévues dans les PPRT est de facto reportée à l'exercice 2024. Cet écart trouve plusieurs explications :

- les conséquences de la crise sanitaire, qui a retardé la réalisation de nombreuses procédures, notamment la mise en œuvre de l'accompagnement des riverains pour la réalisation des travaux de renforcement de leur logement ;
- les délais réglementaires inhérents aux procédures administratives et judiciaires nécessaires à la mise en œuvre de ces mesures. En effet, dans le cas d'un délaissement, les propriétaires de biens ont un délai de 6 ans à compter de la signature de la convention de financement des mesures foncières ou de la mise en place du financement par défaut, pour mettre en demeure la collectivité d'acquiescer le bien. À ce délai, s'ajoute celui de la procédure d'expropriation (environ 2 ans d'après le retour d'expérience) dont l'initiative revient aux communes ou établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière d'urbanisme.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total réel des transferts versés aux autres collectivités au titre de l'action 01 s'élève à 12 066 392 € en AE et 10 804 930 € en CP.

| | AE | | CP | |
|--|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Subvention dans le domaine Santé -Environnement et économie circulaire | 1 072 833 | 9 573 766 | 1 072 833 | 8 024 385 |
| Subvention aux associations dans le domaine des risques technologiques | 1 624 347 | 2 492 626 | 1 624 347 | 2 780 545 |
| TOTAL | 2 697 180 | 12 066 392 | 2 697 180 | 10 804 930 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -8 686 | | |
| TOTAL CHORUS | 2 697 180 | 12 057 706 | 2 697 180 | 10 804 930 |

Santé - Environnement et économie circulaire :

L'exécution 2023 est dans ce domaine et cette catégorie de dépense nettement supérieure à sa prévision en LFI.

Cette surconsommation traduit en particulier la forte mobilisation du programme pour le financement des actions des opérateurs ou des associations concourant à l'évaluation des risques en « santé-environnement ». On peut en effet mentionner :

- La poursuite du cofinancement avec l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) des appels à projets sur les risques en santé-environnement et en particulier sur les perturbateurs endocriniens dans le cadre du programme national de recherche en environnement santé travail (PNR EST), avec le versement de 1 M€ en CP au titre de la convention conclue en 2022 avec l'opérateur et l'engagement en 2023 d'une nouvelle convention qui représente un engagement de 2 M€ et un premier paiement de 1 M€ en CP,
- Le versement d'une subvention de 0,45 M€ en AE/CP à l'ANSES au titre des missions de gestion des déclarations des substances à l'état nanoparticulaire importées, produites et distribuées sur le territoire national, assurées par l'opérateur dans le cadre d'une convention 2023-2024,
- Le versement d'une subvention de 0,43 M€ en AE/CP à l'association « Plateforme public-privé pour la pré-validation des méthodes de caractérisation des perturbateurs endocriniens » (PEPPER), en participation au financement d'actions dont l'objectif est de caractériser des effets de perturbation endocrinienne via des méthodes validées au niveau international, dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectif 2023-2024.
- Le versement d'une subvention de 0,3 M€ en CP à l'ANSES pour la contribution du programme à l'élaboration de la 3^e étude de l'alimentation totale (EAT3) afin d'évaluer les expositions alimentaires chroniques d'une population à un grand nombre de substances, acquérir de nouvelles données, en particulier sur les perturbateurs endocriniens, et mener à bien des évaluations des risques sanitaires
- L'engagement d'une subvention de 2,5 M€ au bénéfice de Santé Publique France avec un premier paiement de 0,6 M€ au titre de l'enquête ALBANE de biosurveillance.

Les crédits transférés en 2023 au CEREMA s'inscrivent dans le cadre de la convention cadre 2020-2022 conclue avec l'établissement et prolongée jusqu'au 31/12/2023 pour ses actions dans le champ des politiques portées par le P181, notamment en santé environnement et économie circulaire.

D'autres subventions ont été versées par le programme en soutien aux initiatives internationales sur les produits chimiques coordonnées par le Programme des nations Unies pour l'Environnement (PNUE), ainsi qu'à des associations intervenant dans le domaine de la santé-environnement, de la prévention des déchets et dans le domaine du bruit, par exemple le Centre d'information et de documentation sur le bruit (CIDB) et les observatoires du bruit (Bruitparif et Acoucité).

Risques technologiques :

L'exécution de la LFI 2023 correspond notamment aux subventions des secrétariats permanents pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) destinés à favoriser la concertation autour des sites à risque, aux commissions de suivi de sites (CSS), ainsi qu'aux subventions des associations jouant un rôle dans la diffusion et l'appropriation de la culture du risque telle que l'AFNOR (association de normalisation), le CITEPA (centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique), l'association AMARIS (association nationale des collectivités pour la maîtrise des risques technologiques majeurs) ou les associations environnementales intervenant dans le domaine des risques technologiques (Robin des Bois...).

ACTION

09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 09 – Contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection | 53 788 876 | 13 224 213 | 67 013 089 | 53 788 876 | 17 924 213 | 71 713 089 |
| | 44 330 719 | 17 832 634 | 62 163 353 | 44 330 719 | 22 882 962 | 67 213 681 |

En 2023, le montant total des consommations au titre de l'action 9 s'élève :

- à 44 330 719 € en AE et en CP sur le titre 2 ;

- à 18 541 649 € en AE et 22 882 962 € en CP sur le hors titre 2, après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB) d'un montant de 709 015 €.

Compte tenu de ces retraitements, la consommation pour 2023, tous titres confondus (titre 2 et hors titre 2), s'établit à 62 872 368 € en AE et à 67 213 681 € en CP.

Les crédits ouverts en 2023 sur le FDC 23-1-1-846 et sur l'ADP 2-2-0063 de l'ASN ont été consommés (27 145 €), à l'exception des rattachements tardifs de FDC qui sont reportés sur la gestion 2024 pour 1 623 € en AE et en CP.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 53 788 876 | 44 330 719 | 53 788 876 | 44 330 719 |
| Rémunérations d'activité | 38 772 373 | 29 531 432 | 38 772 373 | 29 531 432 |
| Cotisations et contributions sociales | 14 815 070 | 14 519 102 | 14 815 070 | 14 519 102 |
| Prestations sociales et allocations diverses | 201 433 | 280 184 | 201 433 | 280 184 |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 11 724 213 | 16 349 474 | 16 424 213 | 21 445 446 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 11 724 213 | 16 349 474 | 16 424 213 | 21 445 446 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 100 000 | 57 539 | 100 000 | 11 896 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 57 539 | | 11 896 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 100 000 | | 100 000 | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 1 400 000 | 1 425 620 | 1 400 000 | 1 425 620 |
| Transferts aux collectivités territoriales | | 334 808 | | 334 808 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|-------------------------------------|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Transferts aux autres collectivités | 1 400 000 | 1 090 812 | 1 400 000 | 1 090 812 |
| Total | 67 013 089 | 62 163 353 | 71 713 089 | 67 213 681 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

| | AE | | CP | |
|---|------------------------------------|-------------------|------------------------------------|-------------------|
| | LFI yc prévisions de FDC et ADP | Consommation | LFI yc prévisions de FDC et ADP | Consommation |
| Information du public | 1 600 000 | 1 359 599 | 1 600 000 | 1 481 806 |
| Dépenses informatiques et de télécommunication | 3 890 000 | 4 352 184 | 3 890 000 | 4 026 918 |
| Expertises de sûreté et de radioprotection | 700 000 | 174 899 | 700 000 | 150 218 |
| Fonctionnement des divisions territoriales de l'ASN | 1 400 000 | 1 147 344 | 1 400 000 | 1 165 663 |
| Formation | 500 000 | 567 805 | 500 000 | 549 307 |
| Fonctionnement opérationnel | 3 234 213 | 2 225 075 | 7 934 213 | 6 754 817 |
| Remboursement des MAD | 400 000 | 7 231 583 | 400 000 | 7 316 717 |
| TOTAL | 11 724 213 | 17 058 489 | 16 424 213 | 21 445 446 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -709 015 | | |
| TOTAL CHORUS | 11 724 213 | 16 349 474 | 16 424 213 | 21 445 446 |

Les crédits dédiés au fonctionnement hors titre 2 de l'action 09 du programme 181, comprennent les crédits du siège de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et les crédits déconcentrés de ses divisions territoriales.

Pour 2023, l'ASN avait prévu une recette de 90 k€ dans le cadre de son FDC et de son ADP. En gestion, le total des crédits ouverts à ce titre s'est élevé à 29 k€, qui se sont ajoutés aux ressources octroyées dans le cadre de la LFI et ont été consommés à hauteur de 27 k€ en AE/CP. La prévision de recettes en LFI et les consommations réalisées sont ventilées ci-dessus dans le tableau récapitulatif des différents postes de dépenses.

Les écarts constatés entre les prévisions 2023 (11,72 M€ en AE et 16,42 M€ en CP) et la consommation 2023 (16,35 M€ en AE et 21,45 M€ en CP) de fonctionnement courant s'expliquent par les divers mouvements intervenus au cours de la gestion sur le programme 181. Il s'agit :

- du mouvement de fongibilité asymétrique technique pour 7 M€ en AE et CP ;
- des recettes effectives du FDC et de l'ADP de l'ASN (report du FDC de 2022 sur 2023 et nouveaux rattachements 2023 du FDC et de l'ADP) pour un total de 29 k€ en AE et en CP ;
- du transfert des crédits du programme 181 vers le programme 218 pour 0,93 M€ en AE et 0,97 M€ en CP (remboursement par l'ASN de certaines dépenses, notamment une partie des déplacements temporaires, prises en charge sur ce programme).

Par ailleurs, il est à noter que :

- le renouvellement du bail de l'ASN intervenu en 2021, a permis de réaliser en 2023 une économie de 80 k€ en CP. Ces CP n'ont pas été utilisés au cours de l'exercice.
- des retraits d'engagement sur années antérieures (REJB) ont également été opérés en cours d'année.
- la politique d'achat de l'ASN est orientée vers l'optimisation et la mutualisation des achats. Dès que cela est possible, l'ASN s'appuie sur des marchés interministériels. En outre, l'UGAP est en 2023 le premier fournisseur de l'ASN.

Information du public

La mission d'information du public sur la sûreté nucléaire et la radioprotection constitue un enjeu majeur pour l'ASN. L'article L592-1 du Code de l'environnement dispose notamment que l'ASN participe à l'information du public dans les domaines de sa compétence.

A ce titre, les principaux postes de dépenses ont permis de financer en 2023 notamment :

- l'édition, l'impression et la diffusion de publications ;
- des événements institutionnels (conférence des CLI) ;
- la documentation (médiathèque, infographie...), les guides, les abonnements et la veille médiatique ;
- les sites internet et intranet.

Dépenses informatiques et de télécommunications

La gestion et le partage de la connaissance et de l'information constituent un fondement de la réussite des missions de l'ASN. En 2023, les dépenses dédiées à l'informatique et aux télécommunications représentent l'un des principaux postes de dépenses. Les principaux projets financés concernent :

- l'infogérance des équipements informatiques (proximité, serveurs) ;
- les achats de matériels (infrastructures, équipements) ;
- le fonctionnement du système d'information de l'ASN ;
- les télécommunications (data et voix) ;
- le développement et le maintien des applications nouvelles et existantes.

Expertises de sûreté et de radioprotection

Au titre de l'article L592-14 du Code de l'environnement, l'IRSN apporte un appui technique à l'ASN correspondant à des missions d'expertise et de recherche en matière de sûreté nucléaire, de sûreté des transports de matières radioactives et fissiles et de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants. La subvention perçue à ce titre par l'IRSN est inscrite sur le programme 190 « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables ».

En complément, l'ASN dispose de crédits d'études et d'expertises sur le programme 181 afin de diversifier ses sources. En 2023, l'action de l'ASN dans ce domaine a concerné notamment des prestations relatives au contrôle de projets complexes et à l'appui technique.

Fonctionnement des divisions territoriales

Les dépenses de fonctionnement directes et identifiables des onze divisions territoriales de l'ASN concernent principalement les dépenses de fonctionnement telles que les frais de déplacements, l'entretien des véhicules, l'entretien des locaux, la restauration collective et certaines dépenses courantes d'informatique et de téléphonie. Les dépenses de fonctionnement des divisions sont exécutées en région, à l'exception de la division de Paris qui est hébergée dans les locaux du siège de l'ASN. Pour mémoire, les dépenses relatives au loyer par exemple des dix autres divisions territoriales sont inscrites sur le programme 354 - « Administration territoriale de l'État ».

Formation

La gestion de la compétence des agents de l'ASN est fondée notamment sur un cursus de formations techniques habilitantes défini pour chaque agent en application d'un référentiel de formation métier intégrant des conditions d'expériences minimales.

Fonctionnement opérationnel

Les crédits consommés au titre du fonctionnement opérationnel des services de l'ASN ont permis notamment le financement des dépenses ci-dessous :

- le loyer du siège de l'ASN ;
- le fonctionnement du siège de l'ASN (accueil, gardiennage, nettoyage, maintenance) ;
- la surveillance médicale du personnel dont la surveillance spécifique pour les agents exposés aux rayonnements ionisants ;
- l'action sociale, notamment la contribution au titre de l'association qui assure la gestion du restaurant interentreprises et les prestations assurées par d'autres associations des ministères économiques et financiers (ALPAF, AGRAF, EPAF).
- les prestations et achats divers (équipements de protection individuelle, fournitures, dosimètres).

Une partie des dépenses de fonctionnement de l'ASN s'impute sur le programme 218 « conduite et pilotage des politiques économiques et financières ». Ce financement est assuré par un transfert de crédits intervenant chaque année du programme 181 vers le programme 218. Le montant du transfert a été de 0,93 M€ en AE et 0,97 M€ en CP en 2023.

Remboursement des personnels mis à disposition

Les crédits destinés au remboursement des conventions de mises à disposition de salariés de divers établissements (IRSN, CEA, ANDRA, AP-HP, SDIS) sont budgétisés en LFI sur le titre 2.

Leurs dépenses sont exécutées en gestion sur le titre 3. En conséquence, ces crédits font l'objet d'un mouvement de fongibilité asymétrique en gestion.

En 2023, le mouvement de fongibilité asymétrique s'est élevé à 7 M€ en AE et CP. Néanmoins, la dépense totale dédiée aux remboursements des conventions de mise à disposition s'est élevée à 7,23 M€ en AE et 7,32 M€ en CP.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits initialement prévus pour des dépenses d'investissement ont été consommés en partie sur les autres catégories de dépense.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Les crédits d'intervention de l'ASN permettent de financer principalement les actions d'information du public conduites par les commissions locales d'information (CLI) ainsi que par l'association nationale des commissions locales d'information (ANCCLI) et les subventions versées par l'ASN à d'autres organismes.

En effet, l'article L125-17 du Code de l'environnement prévoit la création de CLI auprès des installations nucléaires de base (INB). Ces commissions sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection et d'impact des installations qui les concernent sur les personnes et l'environnement. Elles sont amenées à effectuer des études et expertises. L'article L125-31 dudit Code établit que les dépenses des CLI soient financées notamment par l'État, par la voie de subventions.

Par ailleurs, l'article L125-32 du Code de l'environnement prévoit que les ressources de la fédération des commissions locales d'information que constitue l'ANCCLI proviennent notamment de subventions versées par l'État.

Ces transferts sont essentiellement versés à des associations. Aussi, sont-ils prévus en LFI sur la catégorie budgétaire 64 des transferts aux autres collectivités. Toutefois, une partie des subventions est imputée sur la catégorie budgétaire 63 lorsque les CLI bénéficiaires relèvent de collectivités territoriales.

Ainsi, le montant total des subventions versées en 2023 s'établit à 1,42 M€ en AE et CP :

- 1,30 M€ en AE et CP au titre des CLI et de l'ANCCLI
- 0,12 M€ en AE et en CP au titre des autres subventions.

ACTION

10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|--------------------------|--|---------------------|--------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 10 – Prévention des risques naturels et hydrauliques | | 38 967 037 39 419 644 | 38 967 037 39 419 644 | | 40 327 407 42 446 443 | 40 327 407 42 446 443 |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total net des dépenses réalisées en 2023 sur l'action 10 du programme s'élève à 40 788 594 € en AE et 42 446 443 € en CP.

Le FEDER 23-1-1-00185 dont la prévision en LFI 2023 était de 1 028 k€ en AE et CP, a fait l'objet d'un rattachement au programme de 828 k€ en AE=CP. Compte tenu de leur ouverture tardive en toute fin de gestion, ces crédits n'ont pu être consommés en 2023 et leur report est demandé sur 2024.

Dans le cadre de l'attribution de produits « Risques » 23-2-2-00204, 458 292 € en AE=CP ont été rattachés au programme au regard d'une prévision de 440 k€ en AE=CP en LFI 2023. Cette recette a été intégralement consommée au cours de l'exercice.

Les nouveaux rattachements au titre du FDC PLGN 23-1-2-00824 étaient évalués en LFI 2023 à hauteur de 1 360 370 € en CP. Compte tenu des rattachements effectivement ouverts sur le programme ainsi que des reports de l'exercice 2022, le volume total des crédits disponibles en 2023 pour le financement des travaux conclus dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature, s'est établi à 11 912 687 € en AE et 13 885 426 € en CP, consommés en partie en 2023, pour 2 596 670 € en AE et 1 351 835 € en CP. Le solde non consommé est reporté sur l'exercice 2024 à la suite de reports de travaux initialement prévus en 2023 et à des rattachements tardifs.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 26 917 037 | 31 544 106 | 27 189 111 | 31 821 892 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 19 007 590 | 22 641 368 | 19 279 664 | 23 027 154 |
| Subventions pour charges de service public | 7 909 447 | 8 902 738 | 7 909 447 | 8 794 738 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 4 020 000 | 2 780 168 | 5 108 296 | 2 304 300 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 3 520 000 | 2 763 074 | 4 608 296 | 2 247 564 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 500 000 | 17 094 | 500 000 | 56 736 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 8 030 000 | 2 388 246 | 8 030 000 | 4 399 514 |
| Transferts aux ménages | | 2 992 | | 3 223 |
| Transferts aux entreprises | | 116 488 | | 1 168 621 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 1 000 000 | 989 391 | 1 000 000 | 510 802 |
| Transferts aux autres collectivités | 7 030 000 | 1 279 374 | 7 030 000 | 2 716 868 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 2 707 124 | | 3 920 737 |
| Prêts et avances | | 80 | | 80 |
| Dotations en fonds propres | | 2 707 044 | | 3 920 657 |
| Total | 38 967 037 | 39 419 644 | 40 327 407 | 42 446 443 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des consommations de l'action 10 au titre du fonctionnement courant, s'élève à 22 970 726 € en AE et 23 027 154 € en CP.

| | AE | | CP | |
|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------|-----------------------------|-------------------|
| | LFI yc prévisions de FDC | conso | LFI yc prévisions de FDC | conso |
| Prévention des risques naturels | 2 141 002 | 2 176 112 | 2 141 002 | 2 038 529 |
| Prévention des risques hydrauliques | 16 866 588 | 20 794 614 | 17 138 662 | 20 988 625 |
| TOTAL | 19 007 590 | 22 970 726 | 19 279 664 | 23 027 154 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -329 358 | | |
| TOTAL CHORUS | 19 007 590 | 22 641 368 | 19 279 664 | 23 027 154 |

En ce qui concerne la prévention des risques naturels, les crédits ont principalement contribué au développement de la base de gestion assistée des procédures administratives relatives aux risques (GASPAR), à plusieurs études de connaissances sur les risques terrestres, ainsi qu'à l'organisation de formations métiers.

En ce qui concerne la prévention des risques hydrauliques, les crédits financent principalement les dépenses de fonctionnement du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI), des 17 services de prévision des crues (SPC), des 19 unités d'hydrométrie (UH) dans l'Hexagone et des 5 entités équivalentes en outre-mer (cellule de veille hydrologiques – CVH) : fonctionnement, sécurisation des réseaux de mesure, production, traitement et bancarisation des données hydrométriques, perfectionnement de modèles hydrologiques, production de cartographies utiles à la prévision des zones inondées ainsi que le fonctionnement des unités, y compris la formation des agents et la gestion du parc informatique.

Ces crédits sont également consacrés au contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques, à travers notamment l'amélioration de la connaissance sur les risques liés aux ouvrages hydrauliques, la fiabilisation de l'information et à l'accompagnement méthodologique et technique des gestionnaires par l'État, et la modernisation du système d'information dédié aux ouvrages hydrauliques (SIOUH).

En 2023, les dépenses de fonctionnement courant de l'action 10 ont été supérieures aux prévisions de la LFI, notamment en raison du report de dépenses dû à des difficultés d'approvisionnement au cours des précédents exercices.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

| Connaissance et surveillance sur les risques naturels et hydrauliques | AE | | CP | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | LFI | Conso | LFI | Conso |
| Subvention ONF | 4 593 002 | 4 657 020 | 4 593 002 | 4 657 020 |
| Subvention BRGM | 1 185 188 | 1 154 000 | 1 185 188 | 1 154 000 |
| Subvention INRAE | 2 131 257 | 2 154 718 | 2 131 257 | 2 154 718 |
| Subvention Météo-France | | 829 000 | | 829 000 |
| Subvention BRGM en région | | 108 000 | | |
| Total subventions pour charges de service public | 7 909 447 | 8 902 738 | 7 909 447 | 8 794 738 |

Les subventions pour charges de service public versées en 2023 sont globalement conformes aux prévisions de la LFI, à l'exception de quelques versements complémentaires.

Les crédits ont permis d'acquérir des connaissances et de réaliser des expertises sur les avalanches, les incendies de forêts, les mouvements de terrains et les séismes, ainsi que la prévision des crues.

La DGPR s'est appuyée sur un réseau d'opérateurs dont les interventions sont réparties comme suit :

- ONF : connaissance sur les avalanches et sur les risques d'origines glaciaire et périglaciaire, les incendies de forêt, alimentation de la base de données « risques en montagne » et amélioration des connaissances sur les risques littoraux en lien avec le changement climatique ;
- BRGM : connaissance sur les mouvements de terrains (cavités, glissement de terrain et chutes de blocs), sur le retrait-gonflement des argiles, sur le risque sismique, modernisation du site Géorisques, participation à la poursuite des travaux relatifs à la gestion des inondations et travaux sur l'étude des caractéristiques des bassins versants et des liens hydrologiques entre surface et sous-sol, ainsi que le pilotage des feuilles de route assurant la cohérence des actions entre opérateurs ;
- INRAE : connaissance sur les mouvements de terrain, les avalanches, les inondations et le changement climatique, feux de forêt, appui au développement d'outils et méthodes en matière d'aide à la vigilance et à la prévision des crues, appui sur la sécurité des ouvrages hydrauliques

S'y ajoutent deux subventions complémentaires, l'une engagée pour 108 k€ au bénéfice du BRGM pour des actions dans le domaine de la prévention des risques naturels et hydrauliques plus particulièrement en région PACA, l'autre de 829 k€ en AE/CP au bénéfice de Météo-France en soutien au financement des coûts de

fonctionnement associés à la mise en place et à l'exploitation des réseaux d'observations (radars, houlographes, pluviomètres du réseau d'observation au sol Salamandre).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses d'investissement s'élève à 2 953 768 € en AE et 2 304 300 € en CP.

| | AE | | CP | |
|---|--------------------------|------------------|--------------------------|------------------|
| | LFI yc prévisions de FDC | conso | LFI yc prévisions de FDC | conso |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 3 520 000 | 2 932 139 | 4 608 296 | 2 247 564 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 500 000 | 21 629 | 500 000 | 56 736 |
| TOTAL | 4 020 000 | 2 953 768 | 5 108 296 | 2 304 300 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -173 600 | | |
| TOTAL CHORUS | 4 020 000 | 2 780 168 | 5 108 296 | 2 304 300 |

L'écart entre la LFI 2023 et son exécution s'explique, d'une part, par des dépenses initialement prévues en tant qu'immobilisations corporelles ou incorporelles mais qui ont été imputées en fonctionnement courant, c'est par exemple le cas de certaines dépenses des services de prévision des crues, des crédits pour l'amélioration des fonctionnalités de la base de données de l'application SIOUH des services de contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques et des crédits prévus pour la surveillance des niveaux marins, mais aussi, d'autre part, des reports de travaux du Plan Loire Grandeur Nature initialement prévus en 2023 et des rattachements tardifs.

Les immobilisations corporelles réalisées en 2023 ont permis de moderniser et de poursuivre le renouvellement des équipements de mesure et matériel d'hydrométrie pour les services déconcentrés du réseau de la prévision des crues et de l'hydrométrie. Ces équipements modernisés permettent de renforcer et fiabiliser le réseau de surveillance et de développer des modèles de prévisions à l'échelle nationale. Ces immobilisations incorporelles concernent également des achats de licences d'utilisation de logiciels de prévision de crues.

Les immobilisations corporelles ont par ailleurs permis de financer des travaux de renforcement d'ouvrages de protection contre les crues gérées par l'État principalement sur les digues de la Loire dans le cadre des Plans Grands Fleuves (travaux notamment de fiabilisation des digues du Val d'Authion dont le financement provient des crédits budgétaires de la LFI et, pour partie, des recettes du fonds de concours Plan Loire Grandeur Nature -FDC PLGN).

DÉPENSES D'INTERVENTION

TRANSFERTS AUX MÉNAGES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux ménages s'établit à 4 621 € en AE et 3 223 € en CP.

| | AE | | CP | |
|-------------------------------------|----------|--------------|----------|--------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Prévention des risques naturels | | 1 826 | | 1 826 |
| Prévention des risques hydrauliques | | 2 795 | | 1 397 |
| TOTAL | 0 | 4 621 | 0 | 3 223 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -1 629 | | |

| | | | | |
|--------------|--|-------|--|-------|
| TOTAL CHORUS | | 2 992 | | 3 223 |
|--------------|--|-------|--|-------|

Ces transferts concernent une indemnisation versée à un commissaire enquêteur ainsi qu'une subvention versée à un particulier dans le cadre de mesures de lutte contre la vulnérabilité des biens en zone inondable.

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts versés aux entreprises s'établit à 334 789 € en AE et 1 168 621 € en CP.

| | AE | | CP | |
|-------------------------------------|-----|----------------|-----|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Prévention des risques naturels | | 110 000 | | 81 600 |
| Prévention des risques hydrauliques | | 224 789 | | 1 087 021 |
| TOTAL | 0 | 334 789 | 0 | 1 168 621 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -218 301 | | |
| TOTAL CHORUS | | 116 488 | | 1 168 621 |

Il s'agit principalement de subventions versées au BRGM pour son appui auprès des services déconcentrés pour la gestion des risques naturels, la gestion durable du littoral et l'évaluation des phénomènes de submersion marine ainsi que son action dans le cadre de la gouvernance et du fonctionnement de l'observatoire régional des risques majeurs (ORRM) en région PACA.

Les crédits ont également contribué à des opérations de réduction de la vulnérabilité des exploitations agricoles contre le risque inondation dans le cadre du Plan Rhône.

TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Après le retraitement des engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts aux collectivités territoriales, s'élève à 1 262 994 € en AE et 510 802 € en CP.

| | AE | | CP | |
|-------------------------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Prévention des risques naturels | 1 000 000 | 1 032 875 | 1 000 000 | 335 969 |
| Prévention des risques hydrauliques | | 230 119 | | 174 833 |
| TOTAL | 1 000 000 | 1 262 994 | 1 000 000 | 510 802 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -273 603 | | |
| TOTAL CHORUS | 1 000 000 | 989 391 | 1 000 000 | 510 802 |

Les dépenses relatives à la prévention des risques naturels portent sur des travaux urgents de prévention ou de protection. En 2023, elles correspondent principalement au financement de la construction d'une mairie aux normes para-cyclonique en Polynésie française. Elles contribuent également au financement d'études et de travaux de sécurisation en lien avec des aléas rocheux et les poches d'eau du glacier de Tête Rousse en Haute-Savoie.

Dans le domaine de la prévention des risques hydrauliques, les crédits mobilisés en 2023 concernent des subventions aux collectivités territoriales pour l'exploitation, la surveillance et l'entretien d'ouvrages domaniaux de protection contre les inondations dans le cadre de leur compétence GEMAPI.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des transferts aux autres collectivités, s'élève à 1 651 834 € en AE et 2 716 868 € en CP.

| | | AE | | CP | |
|-------------------------------------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | LFI | conso | LFI | conso |
| Prévention des risques naturels | Culture du risque, sensibilisation et information sur les risques naturels | 1 200 000 | 574 199 | 1 200 000 | 551 909 |
| | Sous-total risques naturels | 1 200 000 | 574 199 | 1 200 000 | 551 909 |
| Prévention des risques hydrauliques | Subvention Météo-France (équipements radars, pluviomètres, et expertises) | 3 850 000 | | 3 850 000 | 1 014 108 |
| | Accompagnement second cycle de la directive inondation | 980 000 | 1 077 635 | 980 000 | 739 665 |
| | Étude sur les submersions marines (SHOM) | 1 000 000 | | 1 000 000 | 411 186 |
| | Sous-total risques hydrauliques | 5 830 000 | 1 077 635 | 5 830 000 | 2 164 959 |
| TOTAL | | 7 030 000 | 1 651 834 | 7 030 000 | 2 716 868 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | | -372 460 | | |
| TOTAL CHORUS | | 7 030 000 | 1 279 374 | 7 030 000 | 2 716 868 |

En ce qui concerne la prévention des risques hydrauliques, les subventions versées à Météo-France s'inscrivent dans le cadre de la convention cadre 2022-2026 et du solde de la convention antérieure.

Les CP mobilisés dans le cadre de l'accompagnement du second cycle de la directive inondation (DI) ont permis de financer des organismes ou partenaires intervenant dans le domaine de la prévention des inondations (CEPRI, CEREMA, ANEB) pour apporter un appui aux collectivités dans le cadre de cette mise en œuvre de la DI. Ils correspondent notamment à l'exécution de conventions conclues avec l'IGN, relatives à l'acquisition et le traitement de données pour la prévision des inondations et à la campagne de levée LIDAR sur l'arc méditerranéen.

Enfin, les actions menées avec le SHOM, dans le cadre de la convention de « collaboration Littoral SHOM 2021-2024 » et le projet « HOMONIM 3 », contribuent à l'amélioration de la surveillance des niveaux de la mer en cas de tempête ou de houle (études de modélisation pour les phénomènes de submersion marine et mise en place de marégraphes) et à améliorer la connaissance des milieux littoraux.

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

PRÊTS ET AVANCES

Cette dépense de 80 € en AE et CP s'inscrit dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire d'un bien immobilier pour le maintien d'une station hydrométrique et d'annonce de crues.

DOTATIONS EN FONDS PROPRES

| | AE | | CP | |
|---------------------|-----|------------------|-----|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Météo-France | | 2 707 044 | | 3 920 657 |
| TOTAL CHORUS | | 2 707 044 | | 3 920 657 |

Certains projets d'investissement d'opérateurs intervenant dans le domaine des risques font l'objet d'un soutien financier de la DGPR par la voie de subventions d'investissement.

Ainsi, une dotation en fonds propre a été engagée en 2021 pour l'acquisition de nouveaux outils par Météo-France dans le cadre du plan d'investissement de l'opérateur pour la période 2022-2026 (radars, houlographes, pluviomètres du réseau d'observation au sol Salamandre). Des paiements ont été réalisés en 2023 dans ce cadre.

L'effort d'investissement du programme pour les réseaux d'observation de Météo-France s'est poursuivi en 2023 par le versement d'une subvention de 2,7 M€ en AE/CP, destinée au financement de travaux sur le radar de Sembadel en Haute-Loire : en effet, les mesures effectuées par ce radar commençaient à se dégrader, ce qui présentait des enjeux de sécurité et nécessitait donc une intervention. Une contrainte technique de l'outil CHORUS n'a pas permis de l'imputer sur la nouvelle catégorie 53 dédiée aux subventions pour charges d'investissement. Aussi, ce nouvel engagement et le paiement associé ont été enregistrés sous la catégorie 72 des dotations en fonds propres.

ACTION**11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites**

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 11 – Gestion de l'après-mine et travaux de mise en sécurité, indemnisations et expropriations sur les sites | | 41 252 108 | 41 252 108 | | 41 252 108 | 41 252 108 |
| | | 41 019 866 | 41 019 866 | | 41 400 213 | 41 400 213 |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs, le total net des dépenses réalisées en 2023 s'élève à 41 020 093 € en AE et 41 400 213 € en CP.

Les crédits non consommés sur l'action 11 ont fait l'objet de redéploiements en gestion afin de couvrir des dépenses des actions 01 et 10 du programme.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 38 886 074 | 41 019 866 | 38 886 074 | 41 400 213 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 8 180 000 | 10 646 137 | 8 180 000 | 11 026 484 |
| Subventions pour charges de service public | 30 706 074 | 30 373 729 | 30 706 074 | 30 373 729 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 866 034 | | 866 034 | |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 866 034 | | 866 034 | |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 1 500 000 | | 1 500 000 | |
| Transferts aux ménages | 1 500 000 | | 1 500 000 | |
| Total | 41 252 108 | 41 019 866 | 41 252 108 | 41 400 213 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

| | AE | | CP | |
|---|------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Dépenses de fonctionnement courant | 180 000 | 58 962 | 180 000 | 72 137 |
| Travaux de mise en sécurité, indemnités | 8 000 000 | 10 587 402 | 8 000 000 | 10 954 347 |
| TOTAL | 8 180 000 | 10 646 364 | 8 180 000 | 11 026 484 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | | -227 | | |
| TOTAL | 8 180 000 | 10 646 137 | 8 180 000 | 11 026 484 |

Les dépenses de fonctionnement courant relatives à l'établissement des **plans de prévention des risques miniers** concernent les frais d'études, de cartographie et de reprographie nécessaires à l'élaboration des PPRM. Elles incluent également les frais d'annonces légales. À fin 2023, le nombre total de PPRM approuvés est de 50. En 2023, 4 PPRM sont toujours en cours de révision (secteur de Briey, Domprex, bassin de Belval et bassin Nord dans le Grand Est) et 4 PPRM sont toujours en cours d'élaboration (vallée de l'Ondaine en Auvergne Rhône-Alpes, bassin houiller de Molay Littry en Normandie, Mimet et secteur de Gréasque en région PACA).

En 2023 s'est également poursuivie la participation du programme 181 à la phase de consolidation du projet « CAMINO », pour l'élaboration d'un cadastre minier numérique ouvert, dans le cadre de la « Fabrique numérique » de l'État.

Les travaux de mise en sécurité sur les anciens sites miniers, réalisés en 2023 par le département de prévention et de sécurité minière (DPSM) du BRGM, s'inscrivent dans le cadre d'une convention conclue en 2023 pour un montant de 8 M€ en AE et dont les premiers paiements se sont élevés à 3,3 M€. Parmi ces travaux figurent notamment la gestion et le suivi de la remontée de la nappe dans le bassin houiller lorrain,

l'amélioration du fonctionnement de la station de relevage des eaux Noyelles-Pont, la mise en sécurité des zones 13 et 14 sur la commune de May-sur-Orne ainsi que l'opération de gestion de l'érosion en Pays de Loire. Une convention complémentaire a été conclue à mi-année avec un engagement de 0,9 M€ en AE et un premier paiement de 0,45 M€, afin de lancer sans tarder des travaux de mise en sécurité sur les sites de Waziers, de Molèdes et de Barjac, compte tenu de leur urgence et/ou de leur sensibilité.

Les conventions antérieures à 2023 ont donné lieu au paiement de 5,4 M€, notamment pour la gestion et le suivi de la remontée de la nappe dans le bassin houiller lorrain, la mise en sécurité d'une galerie minière sur la commune de Pradal ainsi que des travaux de rénovations sur différentes stations de relevage des eaux dans les Hauts de France.

Par ailleurs, les dépenses 2023 comprennent le versement d'indemnités pour compenser la moins-value de biens immobiliers à la suite de dommages miniers, dont l'exploitant est disparu ou défaillant (principalement Charbonnages de France), ainsi que des frais d'expertise et d'avocat en lien avec des contentieux miniers.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

| | AE | | CP | |
|--------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| GEODERIS | 6 522 226 | 6 130 893 | 6 522 226 | 6 130 893 |
| DPSM | 24 183 848 | 24 242 836 | 24 183 848 | 24 242 836 |
| TOTAL | 30 706 074 | 30 373 729 | 30 706 074 | 30 373 729 |

GIP GEODERIS

La subvention allouée en 2023 à GEODERIS a pour objet le financement d'études réalisées par le GIP en matière d'expertise technique pour l'État dans le domaine des risques présentés par les anciennes exploitations minières. Le détail de son action figure dans la partie « opérateurs ».

DPSM - BRGM

Le Département de prévention et de sécurité minière (DPSM) du BRGM assure, pour le compte de l'État, la gestion technique et opérationnelle des activités de surveillance des installations hydrauliques de sécurité et des installations de prévention des risques miniers (cavités, terrils en combustion, stations de relevage et de traitement des eaux, puits, galeries, piézomètres, etc.). Ainsi, 1 973 installations (651 installations relevant du code de l'environnement, 304 installations hydrauliques de sécurité, relevant de l'article L.163-11 du code minier et 1 018 installations et équipements de prévention et de surveillance des risques miniers, relevant de l'article L.174-2 du code minier) ont été gérées par le DPSM en 2023.

Les crédits versés à l'opérateur en 2023 ont été utilisés pour la surveillance de ces 1 973 installations ainsi que pour les frais de fonctionnement du DPSM (personnels, moyens logistiques et techniques).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En LFI 2023, il avait été évalué un besoin de 0,9 M€ en AE et CP dans l'éventualité où des procédures d'expropriation seraient à financer pour des biens exposés à des risques inhérents aux anciennes exploitations minières. En l'absence de procédure en 2023, ces crédits ont été consommés sur le fonctionnement courant.

DÉPENSES D'INTERVENTION

TRANSFERTS AUX MÉNAGES

La LFI 2023 prévoyait 1,5 M€ AE/CP pour l'indemnisation de victimes de dommages en cas de défaillance ou de disparition de l'ancien exploitant minier. Ces crédits ont été consommés dans la catégorie fonctionnement courant.

ACTION

12 - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

| Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| 12 – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) | | 700 000 000 673 709 349 | 700 000 000 673 709 349 | | 700 000 000 673 709 349 | 700 000 000 673 709 349 |

Acteur essentiel de la transition énergétique et environnementale, l'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'Agence met à la disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets de recherche, d'études et d'investissements en matière de gestion et de valorisation des déchets, de préservation des sols, d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables, de qualité de l'air, de mobilité, d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

L'agence est également mobilisée dans le cadre du plan France Relance et du fonds vert, que ce soit *via* le renforcement de dispositifs déjà en place, ou pour déployer de nouvelles modalités d'accompagnement des entreprises ou des territoires. Parmi les actions, l'ADEME se voit augmenter significativement les fonds économie circulaire et hydrogène, confier des crédits importants pour le fonds décarbonation de l'industrie, et déployer un nouveau fonds sur le tourisme durable. Elle accentue également ses soutiens à la transition écologique des TPE-PME et à la réhabilitation des friches. Les moyens de l'agence sont ainsi renforcés dans le cadre du plan de relance, au titre des programmes 362 « Écologie » et 364 « Cohésion », mais également par des crédits gérés en compte de tiers relatifs au financement du fonds décarbonation de l'industrie.

L'ADEME met en œuvre également certaines stratégies des programmes Investissements d'avenir et de France 2030 (financés par les programmes P731 – Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État, P422 – Valorisation de la recherche, P423 – Accélération de la modernisation des entreprises, P424 – Financement des investissements stratégiques).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 700 000 000 | 673 709 349 | 700 000 000 | 673 709 349 |
| Subventions pour charges de service public | 700 000 000 | 673 709 349 | 700 000 000 | 673 709 349 |
| Total | 700 000 000 | 673 709 349 | 700 000 000 | 673 709 349 |

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du rapport annuel de performances pour l'ADEME.

Depuis 2018, l'agence est majoritairement financée par des subventions pour charges de service public.

Le montant de la dotation de l'État du P181 s'est établi à 674 M€ contre 700 M€ fixés en loi de finances pour 2023. L'écart résulte essentiellement de la mise en réserve initiale appliquée à la SCSP. Son dégel partiel a néanmoins permis le versement de 12 M€ en AE et CP par le programme 181 à l'opérateur, pour le financement du Fonds tourisme durable.

Le niveau de financement de l'ADEME depuis 2018 a permis de doter l'établissement des crédits nécessaires pour honorer ses engagements passés et les paiements associés à réaliser.

ACTION

13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|----------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 13 – Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) | | 30 066 117 20 432 989 | 30 066 117 20 432 989 | | 30 066 117 20 432 989 | 30 066 117 20 432 989 |

Créé par le décret n° 90-1089 du 7 décembre 1990, l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministre chargé de l'environnement. L'INERIS intervient sur plusieurs des domaines de compétence de sa tutelle en particulier la prévention des risques technologiques et industriels, la prévention des risques naturels de mouvements de terrains et d'inondations liés aux ouvrages hydrauliques.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 30 066 117 | 18 432 989 | 30 066 117 | 18 432 989 |
| Subventions pour charges de service public | 30 066 117 | 18 432 989 | 30 066 117 | 18 432 989 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 2 000 000 | | 2 000 000 |
| Subventions pour charges d'investissement | | 2 000 000 | | 2 000 000 |
| Total | 30 066 117 | 20 432 989 | 30 066 117 | 20 432 989 |

Les actions de l'INERIS s'inscrivent dans le cadre de son 5^e contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'INERIS, qui couvre la période 2021-2025. Ce COP est structuré à partir des orientations stratégiques et des objectifs construits à partir des trois thématiques de la revue des activités (et des 16 activités clés) :

- maîtriser les risques liés à la transition énergétique et à l'économie circulaire ;
- comprendre et maîtriser les risques à l'échelle d'un site industriel et d'un territoire ;

- caractériser les dangers des substances et leurs impacts sur l'homme et la biodiversité via l'air, l'eau et les sols.

En cours d'exercice 2023, l'INERIS a fait l'objet d'un prélèvement de trésorerie de 11 M€ par diminution équivalente de la SCSP.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du rapport annuel de performances pour l'INERIS.

ACTION

14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|----------------------------|----------------------------|--|---------------------|----------------------------|--|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> | | | | | | |
| <i>Réalisation</i> | | | | | | |
| 14 – Fonds de prévention des risques naturels majeurs | | 205 000 000 213 081 802 | 205 000 000 213 081 802 | | 200 000 000 199 829 303 | 200 000 000 199 829 303 |

En 2023, la LFI prévoyait une dotation de 205 M€ en AE et de 200 M€ en CP sur l'action 14 du programme, dédiée au Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM).

La ressource initiale a été abondée en cours d'année par le report de crédits non consommés en 2022 (4,5 M€ en AE et 50,6 M€ en CP) ainsi que par des transferts de crédits en gestion pour un total net de 0,7 M€ en AE et CP, dont :

- un transfert sortant de 0,5 M€ en AE et CP au bénéfice du programme 161 « Sécurité civile », destiné au financement des actions de la journée gouvernementale « Tous résilients face aux risques »
- un transfert entrant de 1,2 M€ en AE et CP depuis le programme 123 « Conditions de vie outre-mer », destiné au financement du réseau de surveillance volcanologique et sismologique de Mayotte (REVOSIMA).

Depuis 2023 et pour la première année depuis leur budgétisation en 2021 sur le programme 181, les crédits du FPRNM ne sont plus exemptés de réserve initiale. L'annulation partielle de la réserve en LFR de fin d'exercice a ainsi diminué de 12 M€ la ressource du FPRNM en CP.

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs qui minorent de 12,5 M€ le total affiché de la consommation en AE, le total net des dépenses réalisées en 2023 s'élève à 225 591 328 € en AE et 199 829 303 € en CP, soit un taux de consommation de 97 % en AE et de 83 % en CP par rapport aux ressources disponibles. Ce bilan traduit la dynamique de consommation du FPRNM, notamment en AE, qui a nécessité la levée partielle de gel de la réserve initiale et la mise à disposition d'une partie des crédits ainsi libérés sur l'action 14 du programme.

| Sous-action | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| 01 - Plans d'action portés par les collectivités locales (dont PAPI) | 106 600 000 | 96 819 704 | 96 000 000 | 84 992 305 |
| 02 - Plan séisme Antilles | 22 550 000 | 28 326 358 | 26 000 000 | 19 725 598 |
| 03 - Mesures individuelles réduction vulnérabilité (hors plan d'action) (dont acquisitions de biens et expropriations) | 53 300 000 | 23 994 155 | 52 000 000 | 34 470 791 |
| 04 - Connaissance et évaluation des risques naturels (hors plans d'action) | 12 300 000 | 39 540 561 | 14 000 000 | 31 112 393 |
| 05 - Mise en conformité des digues domaniales | 10 250 000 | 36 910 550 | 12 000 000 | 29 528 216 |
| Total | 205 000 000 | 225 591 328 | 200 000 000 | 199 829 303 |

Pour la sous-action 01 « plan d'action portés par les collectivités locales (dont PAPI) », les engagements les plus importants concernent la réalisation d'aménagements hydrauliques dans le cadre du PAPI de l'Argens et des Côtiers de l'Esterel (PACA) ainsi que des travaux d'aménagements dans le cadre du PAPI 3 Vistre (Occitanie). Concernant les crédits de paiement, le casier-pilote de La Bassée (Seine-et-Marne) porté par le syndicat mixte Seine Grands Lacs dans le cadre du PAPI Seine-et-Marne francilienne continue de mobiliser l'action 14 à hauteur de 6,2 M€.

La sous-action 02 « Plan séisme Antilles » porte notamment le financement du confortement parasismique de bâtiments aux Antilles, territoires les plus exposés à cet aléa. La construction d'un collège à Saint-Martin en Guadeloupe en conformité avec les normes parasismiques s'est par exemple traduite par l'engagement de 7 M€ en AE et le paiement de 2,1 M€ en CP.

Pour la sous-action 03 « mesures individuelles réduction vulnérabilité (hors plan d'action) (dont acquisitions de biens et expropriations) », les opérations en PACA pour les acquisitions amiables et expropriations des habitations ayant subi la tempête Alex d'octobre 2020 dans les Alpes-Maritimes (60 M€ AE en 2021) se sont poursuivies en 2023, avec 4 M€ d'engagements et 4,9 M€ de paiements, réalisés hors de la convention avec l'EPF PACA. En autorisations d'engagement, le FPRNM a notamment subventionné des travaux rendus obligatoires par des PPRN en Vendée pour 4,4 M€ en AE.

La sous-action 04 « Connaissance et évaluation des risques naturels (hors plans d'action) » a été mobilisée pour le financement des actions d'informations préventives sur les risques comme les campagnes de sensibilisation du grand public sur les pluies et inondations, les incendies de forêt et de végétation, pour le financement du programme d'actions du Réseau de surveillance volcanologique et sismologique de Mayotte (REVOSIMA) ainsi que pour la préparation et l'élaboration des plans de prévention des risques naturels.

Pour la sous-action 05 « Mise en conformité des digues domaniales », les dépenses les plus importantes concernent le versement de financements de mise en conformité dans le cadre du transfert de la gestion des digues domaniales de l'État aux autorités exerçant la compétence GEMAPI. En 2023, ce sont ainsi 13,4 M€ qui ont été versés à Voies Navigables de France (VNF) pour le transfert de la gestion des digues domaniales de la Lauch et de Givet dans le Grand Est et 1,3 M€ versés au syndicat mixte d'aménagement de l'Arve et de ses affluents pour le transfert de la gestion des digues domaniales de l'Arve en Auvergne Rhône Alpes. Les autres opérations sont financées notamment dans le cadre du plan Loire, en Isère et dans les Hauts de France.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------------|-------------|----------------------------------|-------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 17 550 000 | 38 584 173 | 18 000 000 | 30 756 983 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 17 550 000 | 38 443 012 | 18 000 000 | 30 628 547 |
| Subventions pour charges de service public | | 141 161 | | 128 436 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 18 750 000 | 6 859 696 | 20 500 000 | 4 750 555 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 18 750 000 | 6 859 696 | 20 500 000 | 4 750 555 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 168 700 000 | 167 637 934 | 161 500 000 | 164 321 765 |
| Transferts aux ménages | 6 800 000 | 7 684 329 | 6 300 000 | 5 859 433 |
| Transferts aux entreprises | 600 000 | 18 443 673 | 500 000 | 15 332 036 |
| Transferts aux collectivités territoriales | 156 800 000 | 111 622 239 | 149 700 000 | 115 789 646 |
| Transferts aux autres collectivités | 4 500 000 | 29 887 693 | 5 000 000 | 27 340 651 |

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--------------------|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Total | 205 000 000 | 213 081 802 | 200 000 000 | 199 829 303 |

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

| | AE | | CP | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 17 550 000 | 39 690 577 | 18 000 000 | 30 628 547 |
| TOTAL | 17 550 000 | 39 690 577 | 18 000 000 | 30 628 547 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | 0 | -1 247 565 | | 0 |
| TOTAL CHORUS | 17 550 000 | 38 443 012 | 18 000 000 | 30 628 547 |

Élaboration des plans de prévention des risques naturels (PPRN), information préventive et cartographie des risques d'inondation :

Les crédits de fonctionnement, fortement mobilisés en 2023 sur l'action 14 du programme, ont principalement pour objet la connaissance et l'évaluation des risques (hors plans d'action).

Ces crédits ont ainsi permis le renforcement et le financement des actions d'information préventive sur les risques majeurs telles que les campagnes de sensibilisation « pluies-inondations » ainsi que sur les incendies de forêt. Les campagnes annuelles de prévention des feux et de prévention des risques liés aux pluies intenses ont été modernisées, et celle sur les pluies a été déclinée spécifiquement sur les territoires ultramarins. Une nouvelle campagne sur les obligations légales de débroussaillage a été lancée.

Ils ont également contribué à la préparation et l'élaboration de plans de préventions de risques ainsi qu'à la caractérisation de risques naturels.

Réduction de la vulnérabilité pour les biens des particuliers :

Les crédits de fonctionnement mobilisés en 2023 pour la réduction de la vulnérabilité des biens de particuliers consistent notamment en l'engagement et le paiement d'études et expertises préalables à des travaux et des marchés relatifs à l'acquisition amiable ou l'expropriation de biens par l'État. Parmi les suites de la tempête Alex, des études de diagnostic ont été réalisées dans les Alpes-Maritimes en vue de l'estimation de travaux de consolidation ou de démolition de bâtiments.

Mise en conformité des digues domaniales :

La majorité des crédits dédiés aux digues domaniales de l'État en 2023, ont été consommés dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature et en région Auvergne Rhône Alpes pour des études de mise en conformité et des travaux de confortement des digues domaniales.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

| | AE | | CP | |
|----------------------|-----|----------------|-----|----------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| BRGM | | 122 982 | | 122 982 |
| Subvention en région | | 18 179 | | 5 454 |
| TOTAL | | 141 161 | | 128 436 |

En 2023, le BRGM a poursuivi quatre chantiers importants pour l'évolution et la modernisation du portail d'information GEORISQUES sur l'exposition aux risques majeurs sur le territoire français, au bénéfice notamment de l'information du public sur son exposition aux risques naturels majeurs.

Ainsi, la subvention pour charge de service public allouée à l'opérateur en 2023 comprend le versement de 123 k€ en AE et CP sur l'action 14 du programme.

La subvention allouée en région aurait dû être imputée en titre 6.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

| | AE | | CP | |
|---|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 18 750 000 | 7 128 308 | 20 500 000 | 4 750 555 |
| TOTAL | 18 750 000 | 7 128 308 | 20 500 000 | 4 750 555 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | 0 | -268 612 | | 0 |
| TOTAL CHORUS | 18 750 000 | 6 859 696 | 20 500 000 | 4 750 555 |

DÉPENSES POUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Opérations de prévention du risque sismique pour les immeubles domaniaux utiles à la gestion de crise :

Le poste principal des paiements réalisées en 2023 sur l'action 14 du programme, s'inscrit dans le cadre de marchés de travaux de confortement parasismique, de réhabilitation de bâtiments existants ou de construction d'extensions au titre du Plan Séisme Antilles (PSA), en Martinique, mais aussi en Guadeloupe dont le principal bénéficiaire concerne le palais d'Orléans, siège de sa préfecture.

Acquisitions et expropriations de biens et relogement portés par l'État :

Les mesures d'acquisitions amiables et d'expropriations constituent également une part importante des investissements engagés et payés en 2023 pour des biens immobiliers exposés à un risque naturel majeur tel que des effondrements de carrière ou des inondations. En 2023, les dépenses d'intervention de l'État pour ces mesures des acquisitions ont été moins fortes que prévu, car elles ont été en majorité portées par les collectivités et se retrouvent ainsi dans les dépenses d'intervention.

Travaux de confortement des digues domaniales :

Les opérations financées en 2023 pour des travaux de confortement des digues domaniales constituent la part prédominante des investissements engagés en 2023. Elles sont pour l'essentiel liées à la poursuite des opérations sur les digues de la Loire dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature.

DÉPENSES D'INTERVENTION

| | AE | | CP | |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | LFI | conso | LFI | conso |
| Transferts aux ménages | 6 800 000 | 7 796 212 | 6 300 000 | 5 859 432 |
| Transfert aux entreprises | 600 000 | 18 555 187 | 500 000 | 15 332 036 |
| Transfert aux collectivités territoriales | 156 800 000 | 122 381 641 | 149 700 000 | 115 789 646 |
| Transferts aux autres collectivités | 4 500 000 | 29 898 244 | 5 000 000 | 27 340 651 |
| TOTAL | 168 700 000 | 178 631 284 | 161 500 000 | 164 321 765 |
| Retraitements (REJB, recyclages) | 0 | -10 993 350 | 0 | 0 |
| TOTAL CHORUS | 168 700 000 | 167 637 934 | 161 500 000 | 164 321 765 |

TRANSFERTS AUX MÉNAGES

Études et travaux pour la réduction de la vulnérabilité pour les biens des particuliers :

Les transferts de l'action 14 versés en 2023 à des particuliers ont pour principal objet les mesures de réduction de la vulnérabilité face aux risques d'inondation pour des biens concernés par des travaux imposés par un PPRN ou identifiés par un diagnostic dans le cadre d'un PAPI ou à la suite de diagnostics face à d'autres risques tels que les cavités souterraines ou dans le cadre de l'expérimentation « mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI).

TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

Parmi les dépenses d'intervention de l'action 14, les transferts aux entreprises portent notamment sur les mesures suivantes :

Prévention du risque sismique :

La majorité des crédits transférés aux entreprises en 2023 s'inscrit dans le cadre du Plan Séisme Antilles, en particulier pour les études et travaux de confortement parasismique des HLM pour 11,6 M€ en AE et 10,9 M€ en CP qui sont imputés en transfert aux entreprises, ce qui explique principalement l'écart entre la prévision et la consommation réelle.

Études et travaux de réduction de la vulnérabilité des entreprises :

Parmi les transferts aux entreprises, les mesures de réduction de la vulnérabilité représentent le deuxième poste de dépenses le plus important en 2023, pour les entreprises qui emploient moins de vingt salariés ou lorsque les biens d'habitation sont gérés par un syndicat de copropriété.

Connaissance des risques naturels :

Le FPRNM contribue au financement de nombreuses opérations visant une meilleure connaissance des risques naturels, notamment les études nécessaires à l'acquisition de ces connaissances qui sont des données indispensables comme première étape de mise en œuvre de toute politique de prévention. Cet état des lieux est ensuite partagé avec l'ensemble des parties prenantes. Le BRGM a ainsi été mobilisé pour le programme d'actions du Réseau de surveillance volcanologique et sismologique de Mayotte (REVOSIMA).

TRANSFERTS AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

De même qu'en 2022, cette catégorie de dépense constitue le principal poste de dépenses du FPRNM en 2023.

Études, travaux et équipements de prévention dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité territoriale :

Les principaux crédits mobilisés en 2023 au titre du FPRNM relèvent des plans d'action portés par les collectivités locales via des subventions pour les études, et actions de prévention et/ou de protection des risques naturels s'inscrivant principalement dans les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI), puis dans une moindre mesure dans les stratégies territoriales pour la prévention des risques en montagne (STePRIM) et les plans d'actions et de prévention des cavités (PAPRICA).

En 2023, les **mesures individuelles de réduction de la vulnérabilité** sous maîtrise d'ouvrage des collectivités, comprenant l'acquisition amiable de biens gravement menacés, ont été un axe important des interventions du FPRNM, notamment en région PACA et Occitanie.

Le **Plan séisme Antilles** a également été un vecteur majeur des opérations du FPRNM, pour les études et travaux de confortement parasismique d'établissements scolaires publics en Guadeloupe et Martinique.

Compte tenu du statut de l'organisme bénéficiaire, c'est sur cette catégorie de dépenses que le financement de mise en conformité a été versé en 2023 pour le transfert de la gestion des digues domaniales de l'Arve en Auvergne Rhône Alpes.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

En fonction du statut des organismes bénéficiaires, les crédits du FPRNM ont également financé des transferts aux autres collectivités, plus particulièrement pour le versement par VNF du financement associé au transfert de la gestion des digues domaniales de la Lauch et de Givet dans le Grand Est et pour le financement des actions de culture du risque, notamment via l'association française de prévention contre les

catastrophes naturelles et technologiques (AFPCNT). Ces crédits ont aussi permis de compléter en 2023 le financement du programme pluriannuel « programme national Lidar Haute Densité (HD) » par l'IGN afin d'obtenir une couverture complète du territoire national en données 3D qui permettront ensuite de mieux modéliser les phénomènes.

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| CNPF - Centre national de la propriété forestière (P149) | 30 000 | 30 000 | | | | |
| Transferts | 30 000 | 30 000 | | | | |
| ANSÉS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (P206) | 11 305 529 | 12 138 529 | 9 405 497 | 9 405 497 | 11 676 935 | 12 010 935 |
| Subventions pour charges de service public | 9 305 529 | 9 305 529 | 9 405 497 | 9 405 497 | 9 226 935 | 9 226 935 |
| Transferts | 2 000 000 | 2 833 000 | | | 2 450 000 | 2 784 000 |
| ONF - Office national des forêts (P149) | 4 448 593 | 4 448 593 | 4 593 002 | 4 593 002 | 4 657 020 | 4 657 020 |
| Subventions pour charges de service public | 4 448 593 | 4 448 593 | 4 593 002 | 4 593 002 | 4 657 020 | 4 657 020 |
| Ecoles d'architecture - Ecoles nationales supérieures d'architecture (P361) | | 30 000 | | | 202 367 | 101 514 |
| Transferts | | 30 000 | | | 202 367 | 101 514 |
| SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine (P212) | 420 800 | 1 031 986 | | | 1 852 700 | 1 479 086 |
| Transferts | 420 800 | 1 031 986 | | | 1 852 700 | 1 479 086 |
| Météo-France (P159) | 4 722 000 | 4 320 320 | 3 850 000 | 3 850 000 | 3 536 044 | 5 763 765 |
| Subventions pour charges de service public | 872 000 | 872 000 | | | 829 000 | 829 000 |
| Dotations en fonds propres | 2 250 000 | 2 250 000 | | | 2 707 044 | 3 920 657 |
| Transferts | 1 600 000 | 1 198 320 | 3 850 000 | 3 850 000 | | 1 014 108 |
| IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (P159) | 2 060 000 | 549 977 | | | 1 650 000 | 2 050 000 |
| Transferts | 2 060 000 | 549 977 | | | 1 650 000 | 2 050 000 |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (P181) | 576 715 758 | 576 715 758 | 700 000 000 | 700 000 000 | 673 709 349 | 673 709 349 |
| Subventions pour charges de service public | 576 715 758 | 576 715 758 | 700 000 000 | 700 000 000 | 673 709 349 | 673 709 349 |
| GEODERIS (P181) | 6 096 726 | 6 096 726 | 6 522 226 | 6 522 226 | 6 130 893 | 6 130 893 |
| Subventions pour charges de service public | 6 096 726 | 6 096 726 | 6 522 226 | 6 522 226 | 6 130 893 | 6 130 893 |
| INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques (P181) | 29 379 218 | 29 400 418 | 30 066 117 | 30 066 117 | 20 432 989 | 20 459 789 |
| Subventions pour charges de service public | 29 362 418 | 29 362 418 | 30 066 117 | 30 066 117 | 18 432 989 | 18 432 989 |
| Transferts | 16 800 | 38 000 | | | | 26 800 |
| Subventions d'investissement | | | | | 2 000 000 | 2 000 000 |
| ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (P174) | 2 500 000 | 2 500 000 | | | 1 000 000 | 1 000 000 |
| Subventions pour charges de service public | 2 500 000 | 2 500 000 | | | 1 000 000 | 1 000 000 |
| CITEPA - Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (P174) | 199 708 | 213 501 | | | 194 080 | 194 080 |
| Transferts | 199 708 | 213 501 | | | 194 080 | 194 080 |
| ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées (P217) | 4 000 | 4 000 | | | | |
| Transferts | 4 000 | 4 000 | | | | |
| CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (P159) | 1 319 267 | 1 294 442 | | | 1 241 753 | 888 619 |
| Transferts | 1 319 267 | 1 294 442 | | | 1 241 753 | 888 619 |
| Universités et assimilés (P150) | 332 959 | 352 680 | | | 963 853 | 663 995 |
| Transferts | 332 959 | 352 680 | | | 963 853 | 663 995 |

| Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Ecoles et formations d'ingénieurs (P150) | 13 750 | 13 750 | | | 21 390 | 21 390 |
| Transferts | 13 750 | 13 750 | | | 21 390 | 21 390 |
| Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150) | 872 065 | 772 654 | | | 1 728 183 | 984 003 |
| Transferts | 872 065 | 772 654 | | | 1 728 183 | 984 003 |
| BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières (P172) | 28 853 284 | 28 385 103 | 28 146 107 | 28 146 107 | 32 563 458 | 32 404 703 |
| Subventions pour charges de service public | 27 537 788 | 27 537 788 | 28 146 107 | 28 146 107 | 31 031 054 | 30 923 054 |
| Transferts | 1 315 496 | 847 315 | | | 1 532 404 | 1 481 649 |
| CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172) | 1 565 361 | 803 911 | | | 1 479 521 | 516 862 |
| Transferts | 1 565 361 | 803 911 | | | 1 479 521 | 516 862 |
| IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172) | 878 000 | 439 000 | | | 1 081 288 | 804 044 |
| Transferts | 878 000 | 439 000 | | | 1 081 288 | 804 044 |
| INRAE - Institut national pour la recherche en agriculture, alimentation et environnement (P172) | 2 042 000 | 2 042 000 | 2 131 257 | 2 131 257 | 2 154 718 | 2 154 718 |
| Subventions pour charges de service public | 2 042 000 | 2 042 000 | 2 131 257 | 2 131 257 | 2 154 718 | 2 154 718 |
| Groupe Mines Télécom (P192) | 16 642 | 27 384 | | | 50 000 | 42 000 |
| Transferts | 16 642 | 27 384 | | | 50 000 | 42 000 |
| INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale (P172) | | | | | | 7 500 |
| Transferts | | | | | | 7 500 |
| IRD - Institut de recherche pour le développement (P172) | | 35 000 | | | | |
| Transferts | | 35 000 | | | | |
| ARS - Agences régionales de santé (P124) | -121 | 96 264 | | | | |
| Transferts | -121 | 96 264 | | | | |
| ANTAI - Agence nationale de traitement automatisé des infractions (P753) | 240 000 | 192 000 | | | | |
| Transferts | 240 000 | 192 000 | | | | |
| VNF - Voies navigables de France (P203) | | 2 986 953 | | | 15 020 637 | 14 793 684 |
| Transferts | | 2 986 953 | | | 15 020 637 | 14 793 684 |
| Total | 674 015 538 | 674 920 948 | 784 714 206 | 784 714 206 | 781 347 179 | 780 837 949 |
| Total des subventions pour charges de service public | 658 880 812 | 658 880 812 | 780 864 206 | 780 864 206 | 747 171 958 | 747 063 958 |
| Total des dotations en fonds propres | 2 250 000 | 2 250 000 | | | 2 707 044 | 3 920 657 |
| Total des transferts | 12 884 726 | 13 790 136 | 3 850 000 | 3 850 000 | 29 468 177 | 27 853 334 |
| Total des subventions d'investissement | | | | | 2 000 000 | 2 000 000 |

Note : les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023, leur réalisation 2022 est sans objet.

La définition et la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de prévention des risques naturels, technologiques et miniers font appel au concours de nombreux opérateurs - établissements publics administratifs, industriels et commerciaux, ou à caractère scientifique, groupements publics, associations, etc. - qui bénéficient, au titre de leurs missions de recherche, d'expertise, de contrôle ou encore de prévention, d'un financement du programme 181 « Prévention des risques ». Le programme porte en particulier le financement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, dont il constitue l'essentiel des ressources.

Les subventions pour charges de service public ou d'investissement et transferts versés en 2023 aux opérateurs du programme sont présentés dans la JPE de chacune des actions concernées du programme.

Les transferts alloués en 2023 aux autres opérateurs qui ne relèvent pas du programme 181 concernent notamment :

- les Voies navigables de France (VNF), essentiellement pour le versement de financements de mise en conformité associés au transfert de la gestion des digues domaniales de la Lauch et de Givet dans le Grand Est ainsi que pour une convention attributive de subvention relative à la gestion la digue de Marizelle dans les Hauts-de-France (études de diagnostic, de conception et de maîtrise d'œuvre, étude de danger) ;
- l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) dans le cadre des programmes d'actions 2022 et 2023 du réseau de surveillance volcanologique et sismologique de Mayotte (REVOSIMA) ;
- le Service hydrographique et océanographique de la Marine (SHOM) pour sa contribution à l'amélioration de la surveillance des niveaux de la mer en cas de tempête ou de houle dans le cadre de la convention « collaboration littoral SHOM 2021-2024 » (analyse et exploitation de données historiques marégraphiques effectuées le long des côtes normandes et dématérialisation de l'ensemble des archives marégraphiques du SHOM) ainsi que dans le cadre du programme Litto3D (réalisation du référentiel topographique et bathymétrique de St Pierre et Miquelon) ;
- l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) notamment pour la réalisation de campagnes de levées LIDAR ;
- le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) pour des actions visant à améliorer la connaissance sur les aléas et les risques d'origine glaciaire et périglaciaire, sur les avalanches et sur les aléas sismiques (à Mayotte dans le cadre des programmes d'actions 2022 et 2023 du Réseau de surveillance volcanologique et sismologique de Mayotte « REVOSIMA) ;
- le Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA) pour des travaux visant à contrôler et améliorer la qualité des données relatives aux émissions atmosphériques issues du registre national des émissions polluantes et des déchets des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), pour son activité d'expertise dans le champ des politiques publiques portées par la DGPR. En région Centre Val de Loire, son appui a également eu pour objet une étude relative à des phénomènes de mouvements de terrain et à des mesures hydrographiques.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités | |
|---|--|-----------------------------------|--------------|---------------------|----------------|---|-----------|
| | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis | | |
| ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie | Réalisation 2022 | 0 | 906 | 239 | 0 | 29 | 2 |
| | Prévision 2023 | 0 | 968 | 268 | 0 | 40 | 2 |
| | Réalisation 2023 | 0 | 967 | 230 | 0 | 34 | 2 |
| GEODERIS | Réalisation 2022 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 |
| | Prévision 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 23 |
| | Réalisation 2023 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 |
| INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques | Réalisation 2022 | 0 | 482 | 35 | 0 | 15 | 0 |
| | Prévision 2023 | 0 | 487 | 45 | 0 | 19 | 0 |
| | Réalisation 2023 | 0 | 482 | 34 | 0 | 15 | 0 |
| Total | Réalisation 2022 | 0 | 1 388 | 274 | 0 | 44 | 25 |
| | Prévision 2023 | 0 | 1 455 | 313 | 0 | 59 | 25 |
| | Réalisation 2023 | 0 | 1 449 | 264 | 0 | 49 | 26 |

* Les emplois sous plafond 2023 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

Pour l'INERIS, le plafond d'emplois fixé en loi de finances pour 2023 était de 487 ETPT, en augmentation de 2 ETPT par rapport à 2022. Le nombre d' ETPT réalisé en 2023 s'élève finalement à 482,2, équivalent à 2022. Ceci s'explique essentiellement par des retards de recrutement pour des profils techniques aux compétences rares.

Pour l'ADEME, 2023 s'est traduit par la pleine utilisation des moyens supplémentaires qui lui avait été accordés en 2022 dans le portage de France 2030 et qui se traduisait par la création de 65 postes correspondant à 42 ETPT en 2022 et complétés par 23 ETPT en 2023.

■ SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|-------------------|---------------------|
| Emplois sous plafond 2023 * | 1 455 | 1 449 |

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2023 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023

| | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|------------------|--------------------|
| Schéma d'emplois 2023 en ETP | 29 | 23 |

Le schéma d'emplois a été légèrement sous-exécuté compte tenu des calendriers de recrutement.

Opérateurs

OPÉRATEUR

ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

■ ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a été créée par la loi du 19 décembre 1990 sous forme d'établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la tutelle conjointe du ministère de l'environnement et du ministère de l'enseignement supérieur.

Acteur essentiel de la transition énergétique et environnementale, elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à la disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets de recherche, d'études et d'investissements en matière de gestion et de valorisation des déchets, de préservation des sols, d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, de qualité de l'air, d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

L'ADEME dispose d'une importante capacité d'engagement de crédits incitatifs dans le cadre des dotations budgétaires allouées par l'État, renforcée fin 2020 par l'attribution de moyens significatifs pour conduire plusieurs mesures du plan France relance, puis en 2023 comme opérateur du fonds vert. Aussi, au cours de l'exercice, deux budgets rectificatifs ont permis de prendre en compte de nouveaux éléments dont notamment le relèvement du fonds économie circulaire de 210 M€ à 300 M€, celui du fonds chaleur de 75 M€ portant le total alloué à ce fonds à 595 M€, la mise en œuvre du fonds vert, le lancement du second appel à projets « Écosystèmes des véhicules lourds électriques ». Ces évolutions ont été associées à des renforts en personnel intérimaire pour accompagner la hausse d'activité.

Parvenant à s'adapter, l'ADEME a atteint ses objectifs avec un niveau d'engagement exceptionnel (2,8 Md€ dans le cadre de ses missions en faveur de la transition écologique) : en particulier, sur le périmètre d'intervention classique de l'agence, le niveau d'engagement du budget incitatif sur dotations de l'État s'est élevé à 1 148 M€, et sur le périmètre du plan France Relance 86 M€ ont été engagés pour de nouveaux projets, auxquels il faut ajouter 141 M€ pour le fonds décarbonation de l'industrie géré en compte de tiers. Les équipes dédiées aux programmes d'investissement d'avenir et France 2030 ont engagé près de 500 projets représentant 1 319 M€. Enfin, concernant le fonds vert, les financements alloués ont représenté 79 M€ sur les thématiques des biodéchets et le recyclage des friches.

D'un point de vue performance, en 2023, sur les 21 indicateurs du contrat d'objectif et de performance 2020-2023 (COP), les cibles ont été atteintes pour 13 d'entre eux, 3 indicateurs présentent un résultat proche de la cible et 5 indicateurs n'ont pas été atteints.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P362 – Écologie | 645 382 | 322 053 | | | | 132 445 |
| Dotations en fonds propres | | 986 | | | | |
| Transferts | 645 382 | 321 066 | | | | 132 445 |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | 60 | 32 | | | | 50 |
| Transferts | 60 | 32 | | | | 50 |
| P134 – Développement des entreprises et régulations | | | | | 200 | |
| Transferts | | | | | 200 | |
| P203 – Infrastructures et services de transports | 3 000 | 3 000 | | | 3 360 | 2 000 |
| Transferts | 3 000 | 3 000 | | | 3 360 | 2 000 |
| P113 – Paysages, eau et biodiversité | | 17 | | | | 17 |
| Transferts | | 17 | | | | 17 |
| P159 – Expertise, information géographique et météorologie | | | | | 150 | 168 |
| Transferts | | | | | 150 | 168 |
| P181 – Prévention des risques | 588 756 | 588 756 | 700 000 | 700 000 | 673 709 | 673 709 |
| Subventions pour charges de service public | 576 716 | 576 716 | 700 000 | 700 000 | 673 709 | 673 709 |
| Transferts | 12 040 | 12 040 | | | | |
| P174 – Énergie, climat et après-mines | 11 000 | | | | 63 746 | 47 161 |
| Subventions pour charges de service public | | | | | 46 | 46 |
| Transferts | 11 000 | | | | 63 700 | 47 115 |
| P123 – Conditions de vie outre-mer | -35 | | | | | |
| Transferts | -35 | | | | | |
| P304 – Inclusion sociale et protection des personnes | 60 | 20 | | | | 20 |
| Subventions pour charges de service public | 60 | 20 | | | | 20 |
| P363 – Compétitivité | 139 | 139 | | | | |
| Transferts | 139 | 139 | | | | |
| P135 – Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat | 200 | 200 | | | 30 | 10 |
| Transferts | 200 | 200 | | | 30 | 10 |
| P364 – Cohésion | 21 500 | 11 500 | | | | 11 500 |
| Transferts | 21 500 | 11 500 | | | | 11 500 |
| P723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État | 110 | | | | | 88 |
| Dotations en fonds propres | 110 | | | | | 88 |
| P731 – Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État | 100 000 | 100 000 | | | | |
| Dotations en fonds propres | 100 000 | 100 000 | | | | |
| P380 – Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires | | | | | 75 732 | 19 680 |
| Subventions pour charges de service public | | | | | 11 335 | 2 959 |
| Transferts | | | | | 64 397 | 16 720 |
| P422 – Valorisation de la recherche | | 39 000 | | 5 000 | | |
| Transferts | | 39 000 | | 5 000 | | |
| P349 – Transformation publique | | | | | 193 | 193 |
| Subventions pour charges de service public | | | | | 193 | 193 |
| P352 – Innovation et transformation numériques | | | | | 200 | 200 |
| Transferts | | | | | 200 | 200 |
| P424 – Financement des investissements | 6 250 000 | 340 000 | | 711 000 | 200 000 | 621 000 |

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| stratégiques | | | | | | |
| Transferts | 6 250 000 | 340 000 | | 711 000 | 200 000 | 621 000 |
| Total | 7 620 172 | 1 404 717 | 700 000 | 1 416 000 | 1 017 320 | 1 508 242 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

L'ADEME a perçu des financements pour 1 635 M€ en 2023 : des recettes budgétaires pour 826 M€ et des crédits ou encaissements liés aux activités en gestion pour compte de tiers pour 809 M€. L'écart avec le tableau ci-dessus résulte de produits de ressources externes ou remboursements d'avances remboursables sur les projets d'Investissement d'avenir.

La majeure partie des dotations sont perçues sous la forme d'une subvention pour charges de service public au titre du programme 181 « Prévention des risques » pour 674 M€. L'écart entre la prévision 2023 et la réalisation correspond à la mise en réserve. A noter qu'une partie de cette subvention (12 M€) finance l'action « Destination France ».

Les crédits de paiement perçus au titre du programme 362 « Écologie » du plan France relance ont majoritairement permis d'honorer les décaissements du « Fonds décarbonation de l'industrie », mais aussi, dans une moindre mesure le dispositif « Bilan carbone ».

A cela, s'ajoutent les versements pour 47 M€ au titre du programme 174 « Énergie climat et après-mines » pour les aides à la mobilité lourde électrique, les IRVE dans les stations-services indépendantes, et le programme « France Nation verte » conduit avec BPI.

Par ailleurs, 11,5 M€ ont été reçus du programme 364 « Cohésion » pour financer le programme « Destination France ». Ce dernier a vu son financement complété par 2 M€ au titre du programme 203 « infrastructure et services de transport.

Les crédits des programmes 159 « Expertise, information géographique et météorologie », 349 « Transformation publique » ou 352 « Innovation et transformation numérique » ont permis de financer la startup « transition écologique » dans le cadre du programme Beta.gouv, le simulateur Impact CO₂ et le projet « Fast - nos gestes climats ».

L'opération de rénovation du site de Valbonne a bénéficié de 88 k€ de crédits sur le programme 723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État ».

Et enfin les versements au titre du programme 380 « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » par les régions ont permis la mise en œuvre du fonds vert sur les dispositifs de tri à la source et valorisation des biodéchets, et recyclage des friches.

L'ADEME est également l'un des principaux opérateurs des programmes d'investissements d'avenir successifs et du plan d'investissement France 2030. A ce titre, elle a perçu des crédits destinés aux paiements des projets gérés en compte de tiers représentant un total de 621 M€ pour 2023.

Les montants ouverts en 2023 au titre des programmes P422-423-424 seront mis à disposition de l'agence au cours des prochains exercices en lien avec les services du secrétariat général pour les investissements.

Au titre du fonds décarbonation de l'industrie du plan de relance, géré également en compte de tiers, l'ADEME a perçu 135 M€ (programme 362- Écologie).

L'ADEME a majoritairement consommé les crédits du plan de relance qui lui avaient été confiés entre 2020 et 2022, et les dernières autorisations d'engagement ont été consommées courant 2023, à l'exception d'un

projet lié au dispositif Décarbonation de l'Industrie qui sera contractualisé à hauteur de 36,4 M€ courant 2024 avec l'accord de la Direction du Budget. Finalement, sur l'ensemble de la période, ce sont 1,7 milliards d'euros confiés par l'État qui auront été engagés par l'ADEME, soit 99,2 %. L'ADEME a contractualisé plus de 7 000 contrats, principalement auprès d'entreprises, sur l'ensemble du territoire métropolitain ainsi qu'en Outre-Mer.

La mise en perspective des crédits perçus par l'ADEME depuis 2021 avec les versements réalisés vers les bénéficiaires est présentée dans le tableau ci-après. Au 31 décembre 2023, l'ADEME avait perçu 688 M€ sur les 1 679 M€ mis en œuvre, soit un reste à percevoir de 991 M€. Au regard des décaissements réalisés vers les bénéficiaires des subventions (477 M€), la position de trésorerie de l'ADEME est globalement positive (211 M€).

| Programme | Dispositif | Recettes programmes 362-364-134 | | | | | | Versements bénéficiaires 2020-2023 |
|-------------------|---|---------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|------------------------------------|
| | | 2021 | 2022 | 2023 | Total 2020-2023 | Reste à verser | Montants mesures | |
| 362 Ecologie | Acptt Entreprises engagées transition écologique | 13 500 000 | 19 500 000 | | 33 000 000 | 14 500 000 | 47 500 000 | 43 429 599 |
| | Aides forfaitaires actions d'écoconception des PME | 10 800 000 | 10 525 000 | | 21 325 000 | 7 175 000 | 28 500 000 | 13 324 064 |
| | MaPrimRénov' - Communication métiers rénovation | 5 000 000 | 5 000 000 | | 10 000 000 | | 10 000 000 | 9 820 198 |
| | Anciens sites industr. Pollués responsable défallants | 4 000 000 | 16 485 000 | | 20 485 000 | 48 515 000 | 69 000 000 | 10 341 127 |
| | Investissement dans le recyclage et réemploi DGPR | 50 000 000 | 64 814 000 | | 114 814 000 | 99 186 000 | 214 000 000 | 77 024 929 |
| | Modern* centres tri/recyclage valorisa* déchets | 18 000 000 | 41 852 800 | | 59 852 800 | 214 147 200 | 274 000 000 | 68 982 366 |
| | Stratégie hydrogène - ADEME (AAP territoriaux) | 5 000 000 | 19 665 000 | | 24 665 000 | 50 335 000 | 75 000 000 | 11 496 546 |
| | Ecosystème des véhicules lourds électriques | | 65 000 000 | | 65 000 000 | | 65 000 000 | 361 977 |
| 364 Cohésion | Bons diagnostics carbone | 5 000 000 | | 5 000 000 | 10 000 000 | | 10 000 000 | 2 878 708 |
| 364 Cohésion | Fonds tourisme durable | 5 000 000 | 11 500 000 | 11 500 000 | 28 000 000 | 18 500 000 | 46 500 000 | 28 590 594 |
| 134 Développement | Fonds décarbonation de l'industrie | 83 677 644 | 82 261 648 | 135 095 996 | 301 085 288 | 538 964 712 | 840 000 000 | 211 187 718 |
| TOTAL | | 199 977 644 | 336 603 448 | 151 595 996 | 688 177 088 | 991 322 912 | 1 679 500 000 | 477 437 826 |

COMPTES FINANCIERS 2023

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur a été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTES DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 87 473 | 87 642 | Subventions de l'État | 838 236 | 783 120 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 530 | 582 | – subventions pour charges de service public | 668 091 | 661 709 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | 170 145 | 121 410 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 154 772 | 183 535 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | 789 911 | 610 341 | Autres subventions | 36 201 | 14 099 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 9 464 | 48 764 | Revenus d'activité et autres produits | 49 141 | 84 505 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 9 464 | 48 764 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | | 28 832 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | 50 | 6 |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 119 | 309 |
| Total des charges | 1 032 156 | 881 517 | Total des produits | 923 578 | 881 723 |
| Résultat : bénéficié | | 206 | Résultat : perte | 108 578 | |
| Total : équilibre du CR | 1 032 156 | 881 723 | Total : équilibre du CR | 1 032 156 | 881 723 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 99 283 | | Capacité d'autofinancement | | 19 824 |
| Investissements | 48 535 | 39 173 | Financement de l'actif par l'État | | |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | 118 |
| | | | Autres ressources | 85 | 366 |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 147 818 | 39 173 | Total des ressources | 85 | 20 308 |
| Augmentation du fonds de roulement | | | Diminution du fonds de roulement | 147 733 | 18 865 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

Les dotations aux amortissements et provisions de l'exercice 2023 s'élèvent à 48,2 M€. Elles se composent principalement des dotations pour les frais futurs de personnel, notamment CET, IFC et médailles du travail (15,8 M€), des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (16,2 M€), des dotations sur provisions des comptes clients et stocks (4 M€) et des dotations sur provisions des immobilisations financières (12,2 M€).

Parallèlement aux dotations, les reprises de provisions s'élèvent à 28,8 M€ au 31 décembre 2023. Elles sont constituées de la reprise des provisions clients et stocks (4 M€), de la reprise des provisions liées au passif social (14,4 M€), des reprises de provisions sur les autres immobilisations financières (7,5 M€) et des reprises pour contentieux (2,7 M€).

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 2 249 038 | 2 384 473 | 2 409 130 |

La trésorerie fin 2023 se décompose en :

- 230,4 M€ de trésorerie fléchée ;
- 20,3 M€ de trésorerie non fléchée ;
- 86,5 M€ de trésorerie fonds de décarbonation de l'industrie ;
- 2 017,9 M€ de trésorerie sur Investissement d'Avenir et France 2030.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|------------------|-------------------------|----------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 97 178 | 97 178 | 95 661 | 95 661 |
| Fonctionnement | 146 121 | 135 603 | 157 912 | 123 848 |
| Intervention | 979 991 | 794 192 | 1 188 465 | 609 630 |
| Investissement | 48 327 | 41 284 | 29 066 | 37 530 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 1 271 617 | 1 068 257 | 1 471 105 | 866 669 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 530 | 530 | 582 | 582 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 727 712 | 713 642 |
| Subvention pour charges de service public | 668 091 | 661 709 |
| Autres financements de l'État | 300 | 6 696 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 1 317 | 3 178 |
| Recettes propres | 58 004 | 42 058 |
| Recettes fléchées | 214 883 | 112 776 |
| Financements de l'État fléchés | 187 600 | 95 062 |
| Autres financements publics fléchés | 1 200 | 0 |
| Recettes propres fléchées | 26 083 | 17 714 |
| Total des recettes (C) | 942 595 | 826 418 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B) | 0 | 0 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C) | 125 662 | 40 251 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|--|-----------|--------|----------------|---------|--------------|--------|----------------|---------|---------|--|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| 01. Chaleur renouvelable | 0 | 15 589 | 9 405 | 486 877 | 306 487 | 17 534 | 12 198 | 520 000 | 328 090 | |
| | 0 | 15 683 | 9 336 | 582 437 | 263 583 | 2 718 | 13 235 | 600 837 | 286 153 | |
| 02. Economie circulaire | 0 | 18 364 | 19 405 | 186 801 | 130 852 | 4 835 | 4 286 | 210 000 | 154 543 | |
| | 0 | 25 796 | 20 591 | 272 866 | 123 883 | 4 317 | 4 029 | 302 979 | 148 503 | |
| 03. Bâtiment économe en énergie | 0 | 5 844 | 6 567 | 10 655 | 9 464 | 3 801 | 2 794 | 20 300 | 18 825 | |
| | 0 | 6 024 | 4 322 | 9 323 | 9 445 | 3 188 | 2 912 | 18 534 | 16 679 | |
| 04. Communication nationale / Formation | 0 | 10 035 | 8 089 | 1 495 | 983 | 470 | 440 | 12 000 | 9 512 | |
| | 0 | 10 531 | 9 480 | 1 640 | 1 193 | 43 | 270 | 12 215 | 10 943 | |
| 05. Sites pollués et friches | 0 | 17 900 | 15 637 | 4 100 | 4 664 | 0 | 5 | 22 000 | 20 306 | |
| | 0 | 16 419 | 14 998 | 1 740 | 4 419 | 154 | 180 | 18 314 | 19 597 | |
| 06. Recherche | 3 300 | 1 335 | 799 | 28 365 | 25 958 | 0 | 0 | 33 000 | 30 057 | |
| | 3 596 | 1 517 | 764 | 27 345 | 25 369 | 0 | 0 | 32 458 | 29 729 | |
| 07. Développement et mise à disposition de l'expertise | 0 | 11 633 | 9 200 | 5 292 | 4 044 | 2 935 | 2 605 | 19 860 | 15 849 | |
| | 0 | 12 496 | 8 985 | 4 997 | 5 904 | 2 854 | 2 289 | 20 347 | 17 178 | |
| 08. Démarches énergie/climat territoriales | 0 | 2 500 | 2 374 | 32 500 | 21 561 | 0 | 0 | 35 000 | 23 935 | |
| | 0 | 7 999 | 5 274 | 28 227 | 17 539 | 0 | 0 | 36 227 | 22 814 | |
| 09. Réduction de | 0 | 784 | 587 | 8 216 | 7 353 | 0 | 125 | 9 000 | 8 065 | |

(en milliers d'euros)

| Destination <i>Budget initial Compte financier *</i> | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|---------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|---------------|------------------|------------------|
| | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| l'impact environnemental des entreprises | 0 | 1 062 | 969 | 11 563 | 13 264 | 0 | 121 | 12 624 | 14 354 |
| 10. Air/Mobilité | 0 | 6 155 | 9 336 | 23 568 | 19 044 | 0 | 0 | 29 723 | 28 380 |
| | 0 | 5 078 | 3 334 | 25 331 | 17 907 | 0 | 0 | 30 409 | 21 240 |
| 11. International | 0 | 1 687 | 1 378 | 1 430 | 1 612 | 0 | 0 | 3 117 | 2 990 |
| | 0 | 1 524 | 865 | 1 463 | 1 607 | 0 | 0 | 2 987 | 2 472 |
| 12. Finance Climat | 0 | 3 582 | 2 194 | 418 | 1 038 | 0 | 254 | 4 000 | 3 486 |
| | 0 | 840 | 862 | 3 244 | 3 095 | 0 | 50 | 4 084 | 4 007 |
| 13. Hydrogène | 0 | 335 | 224 | 49 665 | 38 628 | 0 | 0 | 50 000 | 38 852 |
| | 0 | 312 | 115 | 32 230 | 5 681 | 50 | 0 | 32 592 | 5 796 |
| 14. Décharges Littorales | 0 | 0 | 0 | 10 000 | 1 836 | 0 | 0 | 10 000 | 1 836 |
| | 0 | 4 717 | 593 | 18 391 | 1 081 | 0 | 0 | 23 107 | 1 674 |
| Budget de moyens | 88 459 | 23 932 | 23 558 | 0 | 0 | 8 454 | 9 393 | 120 845 | 121 410 |
| | 87 324 | 21 328 | 20 677 | 0 | 0 | 7 269 | 5 866 | 115 921 | 113 867 |
| Filières REP | 2 919 | 3 014 | 3 014 | 0 | 0 | 4 955 | 4 955 | 10 888 | 10 888 |
| | 2 743 | 2 735 | 2 321 | 0 | 0 | 4 953 | 4 918 | 10 431 | 9 982 |
| Fond vert | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 0 | 1 569 | 713 | 77 728 | 1 483 | 0 | 0 | 79 297 | 2 196 |
| Fonds démonstrateurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 033 | 0 | 0 | 0 | 1 033 |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 026 | 0 | 0 | 0 | 3 026 |
| Projets financés par des partenaires | 2 500 | 21 332 | 19 930 | 42 926 | 24 645 | 5 343 | 4 229 | 72 101 | 51 304 |
| | 1 998 | 20 695 | 14 828 | 5 465 | 4 360 | 3 521 | 3 655 | 31 679 | 24 841 |
| Relance : éco. circulaire et déchets | 0 | 981 | 2 314 | 11 517 | 109 495 | 0 | 0 | 12 498 | 111 809 |
| | 0 | 966 | 1 219 | 12 368 | 71 164 | 0 | 0 | 13 334 | 72 383 |
| Relance : Mobilité | 0 | 831 | 335 | 63 375 | 12 675 | 0 | 0 | 64 206 | 13 010 |
| | 0 | 0 | 0 | 60 326 | 0 | 0 | 0 | 60 326 | 0 |
| Relance : Rénovation énergétique et transition des PME | 0 | 288 | 665 | 12 791 | 36 912 | 0 | 0 | 13 079 | 37 577 |
| | 0 | 82 | 3 160 | 11 782 | 29 077 | 0 | 6 | 11 865 | 32 243 |
| Relance : sites pollués et friches | 0 | 0 | 299 | 0 | 16 197 | 0 | 0 | 0 | 16 496 |
| | 0 | 199 | 74 | 0 | 6 052 | 0 | 0 | 199 | 6 126 |
| Relance : stratégie hydrogène | 0 | 0 | 293 | 0 | 19 711 | 0 | 0 | 0 | 20 004 |
| | 0 | 337 | 366 | 0 | 500 | 0 | 0 | 337 | 866 |
| Total | 97 178 | 146 121 | 135 603 | 979 991 | 794 192 | 48 327 | 41 284 | 1 271 617 | 1 068 257 |
| | 95 661 | 157 912 | 123 848 | 1 188 465 | 609 630 | 29 066 | 37 530 | 1 471 105 | 866 669 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 125 662 | 40 251 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 2 970 | 1 187 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 558 826 | 594 131 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 34 994 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 687 458 | 670 563 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 123 629 | 160 092 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 297 683 | 213 142 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| Total des besoins | 811 087 | 830 655 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

| Financements | (en milliers d'euros) | |
|---|------------------------|----------------------------|
| | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 0 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 80 | 74 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 811 007 | 808 916 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 21 665 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 811 087 | 830 655 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 14 130 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 174 054 | 38 920 |
| Total des financements | 811 087 | 830 655 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

L'ADEME a perçu 826 M€ de **recettes** en 2023 et reste très majoritairement financée par des dotations de l'État (92 %), perçues sous la forme d'une subvention pour charges de service public au titre du programme 181 « Prévention des risques » pour 662 M€.

A cela, s'ajoutent les versements depuis d'autres programmes, pour des dispositifs tels que la mobilité lourde électrique, les IRVE dans les stations-services indépendantes, ou le programme « France Nation verte » conduit avec BPI. Par ailleurs, au titre de France relance, 16,5 M€ ont été perçus, 14 M€ pour les actions « Destination France » et 22,1 M€ par les régions au titre du fonds vert.

L'agence a complété son financement par des recettes liées à des programmes CEE (SARE, EVE, AVELO, etc.) et d'autres subventions contractualisées avec l'Union européenne, l'État ou les collectivités territoriales, à hauteur de 22,6 M€, ainsi que par 42,1 M€ de recettes propres (frais de gestion France 2030 et fonds décarbonation de l'industrie entre autres pour 30,3 M€).

Elle a également perçu des crédits destinés aux paiements des projets gérés en compte de tiers (France 2030/PIA, fonds décarbonation de l'industrie, ou des contrats européens), représentant un total de 809 M€ pour 2023.

Les **crédits de paiement** ont été exécutés à hauteur de 95 % de la prévision sur le budget incitatif, soit 601 M€, niveau équivalent à 2022. Les avances versées sur les projets ont représenté 62 M€ contre 83 M€ en 2022, l'agence ayant arrêté d'octroyer des avances à notification aux grandes entreprises début 2023.

Les **dépenses de personnel** s'élèvent à 95,7 M€ en 2023 soit 96 % du budget rectificatif. Les moyens humains sous plafond ont été saturés (967,3 ETPT pour une cible à 968) alors que les effectifs hors plafond représentent 229,8 ETPT contre 255 prévus. Le moindre niveau de dépenses de masse salariale s'explique par la sous exécution des effectifs hors plafond (229,8 ETPT réalisés contre 255 prévus) et une erreur de reporting générée par le nouvel outil SIRH mis en place au 1^{er} janvier 2023 qui s'est traduit notamment par un salaire moyen sensiblement sur évalué, et une surestimation des cotisations sociales ayant conduit à une demande budgétaire complémentaire de 2,8 M€, non nécessaire au final.

L'enveloppe de fonctionnement du budget de moyens a fait l'objet d'un relèvement de 1,4 M€ lors du 1^{er} budget rectificatif de 2023 afin de permettre l'embauche de nouvelles personnes en contrats intérimaires pour absorber la hausse d'activité sur le budget incitatif, le fonds économie circulaire en particulier. A fin 2023, les dépenses de fonctionnement sont inférieures de 4,3 M€ au dernier budget rectificatif, et 2,9 M€ par rapport au budget initial. Cela s'explique par des moindres dépenses sur la ligne de personnel intérimaire (en particulier sur le fonds chaleur, les personnes recrutées étant arrivées dans l'année plus tardivement qu'escompté), la fin de la contribution volontaire de l'ADEME versée à l'OCAPAT, et une maîtrise des dépenses sur d'autres postes (sous-traitance, autres achats et services, honoraires, dépenses de déplacements, notamment).

Les dépenses de fonctionnement sur le budget incitatif et sur les ressources externes sont liées aux études et autres achats de prestations de services pour l'ensemble des thématiques de l'agence. Il s'agit d'analyses, études, animations de réseaux ou bien des dépenses de sous-traitance, achat de prestations de services. Cette enveloppe intègre également des dépenses de personnels intérimaires financées en dehors du budget de moyens, par des recettes fléchées.

Les achats de communication ont concerné les campagnes, notamment sobriété matérielle, dispositif fonds chaleur, mais aussi dans le cadre du contentieux sur l'air, les campagnes chauffage au bois domestique et air-mobilité. Sont également imputées les dépenses liées à l'organisation d'événements, de formations externes, les dépenses d'édition et de diffusion, les outils numériques techniques et scientifiques, les actions de promotion, actions presse et réseaux sociaux et les partenariats.

Enfin, les dépenses liées à la mise en sécurité des sites pollués à responsable défaillant confiés à l'agence concernent une centaine de sites.

Sur **l'enveloppe d'intervention** du budget incitatif, les crédits de paiement ont été exécutés à hauteur de 94 % de la prévision. En particulier, les dépenses liées à l'hydrogène sont en deçà de la prévision car les projets 2022 et 2023 ont été engagés très tardivement dans l'année, ce qui n'a pas permis de déclencher les paiements programmés sur 2023.

Sur le fonds chaleur, les plus importants versements concernent notamment le réseau de chaleur du sud de Clermont-Ferrand pour 13,2 M€, la création d'un doublet géothermique et d'un réseau de chaleur près de bordeaux pour 6,6 M€ ou l'extension d'un réseau de chaleur à Lyon pour 6 M€.

S'agissant de l'économie circulaire, les plus gros versements concernent la chaufferie CSR de Lardin-Saint-Lazare (11,4 M€), la convention France nation verte avec la BPI (4,6 M€), différentes installations à la réunion (5,3 M€), une unité de tri à Morlaix (3,7 M€) et la construction d'un nouveau centre de tri d'emballages à Parçay-Meslay (4,8 M€).

Sur le plan de relance, les engagements 2022 sur le programme hydrogène ont été tardifs également, ce qui a reporté une grande partie des paiements sur 2024. De la même manière les dates d'engagement des projets liés à la mobilité lourde électrique n'ont pas permis d'effectuer les premiers versements de crédits sur 2023 et on constate, dans une moindre mesure quelques retards sur les projets économie circulaire.

La mise en place de la gouvernance et des nouveaux dispositifs du fonds vert n'ont pas permis d'engager rapidement les dossiers. Aussi, les premiers paiements de projets interviendront majoritairement sur 2024.

Les crédits de paiements consommés sur les projets financés par ressources externes sont en retrait à la prévision, en raison du report de certains engagements sur 2024 (mobilité lourde électrique et IRVE stations-services indépendantes).

Enfin, les dernières échéances sur le fonds démonstrateur de recherche ont pu être versées.

Les **dépenses d'investissement** sont inférieures aux prévisions sur le budget de moyens en raison principalement des reports des déménagements de certains sites de directions régionales et des économies sur les frais de moyens généraux, notamment sur les sites centraux.

Sur le budget incitatif, les principaux investissements financés en 2023 concernent :

- Le versement prévu de 10 M€ au fonds de garantie géothermie long terme ;
- La transformation numérique de l'ADEME pour 3,2 M€ pour financer la plateforme digitale « Agir pour la transition écologique » et l'outil CRM Connect ;
- La plateforme OPÉRAT (observatoire de la performance énergétique, de la rénovation et des actions du tertiaire) (2,1 M€).
- SINOE (outil d'analyse destiné aux collectivités territoriales pour les aider à optimiser leur politique de gestion des déchets) (1,6 M€) ;
- La fabrication de la donnée (0,6 M€).

Le développement de l'outil SYDEREP, en lien avec la création en 2020 de l'instance de supervision des filières à responsabilité élargie des producteurs, représente un investissement de 4,9 M€ en CP sur 2023.

S'agissant des dépenses réalisées par l'ADEME et financées par des ressources externes, les outils numériques et système d'information du programme SARE (service d'accompagnement à la rénovation énergétique) représentent 1,1 M€, ceux pour le programme France 2030 0,9 M€, le programme EVE 2 (Engagement volontaire pour l'environnement) 0,6 M€, le programme REMOVE (Report modal et

verdissement des flottes de transport massifié) 0,4 M€, les dépenses dans le cadre du projet France relance Valbonne 0,2 M€ et Nos gestes climats - Fast 2023 (0,2 M€).

Le solde budgétaire traduit l'écart entre les décaissements des dépenses et les encaissements des recettes. Il est plus élevé que prévu en raison de dépenses moins importantes notamment sur l'intervention, et des recettes également moins élevées mais dans une moindre mesure. Le solde budgétaire représente un déficit de 40,3 M€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 1 145 | 1 236 | 1 197 |
| – sous plafond | 906 | 968 | 967 |
| – hors plafond | 239 | 268 | 230 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | 29 | 40 | 34 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 2 | 2 | 2 |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | 2 | 2 | 2 |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Pour l'ADEME, 2023 s'est traduit par la pleine utilisation des moyens supplémentaires qui lui avait été accordés en 2022 dans le portage de France 2030 et qui se traduisait par la création de 65 postes correspondant à 42 ETPT en 2022 et complétés par 23 ETPT en 2023.

| | 2021 | 2022 | 2023 |
|-----------------|-------|-------|-------|
| plafond ETP | 859 | 939 | 960 |
| schéma d'emploi | 9 | 80 | 21 |
| Réalisé ETP | 858,6 | 938,7 | 960 |
| Schéma réalisé | | 80,1 | 21,3 |
| plafond ETPT | 867 | 918 | 968 |
| Ecart théorique | | 51 | 50 |
| réalisé ETPT | 866,8 | 905,8 | 967,3 |
| Ecart Réalisé | | 39 | 61,5 |

En 2022, le schéma d'emploi était de - 16 ETP. Dans le même temps, l'ADEME a obtenu 25 postes liés à l'accroissement de son activité, 65 postes pour la mise en œuvre de France 2030 et 6 postes par anticipation des départs à la retraite, soit un total de 80 ETP supplémentaires, portant le plafond à 939 ETP.

Le plafond en 2023 était de 960 soit +21 correspondant à un relèvement du plafond de 25 ETP auxquels sont retranchés 6 postes réalisés en anticipation en 2022 et auxquels s'ajoutent 2 postes obtenus au titre de la politique incitative dans l'acquisition des véhicules électriques.

L'ADEME a réalisé ses schémas d'emplois en 2022 (+80,1) et 2023 (21,3).

Au total, sur les années 2022 et 2023, les moyens de l'ADEME ont été augmentés de 101 ETP et ETPT. En réalisation, les moyens ont été augmentés de 101,4 ETP et 100,5 ETPT.

OPÉRATEUR

GEODERIS

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

Le groupement d'intérêt public « GEODERIS » a été créé en 2001 et a été renouvelé en 2018 jusqu'au 31 décembre 2026 afin de permettre à l'État de disposer d'un expert dans le domaine des risques présentés par les anciennes exploitations minières. Les deux établissements publics (INERIS et BRGM) qui le constituent avec l'État ont mis à sa disposition, d'une part, des compétences dont ils disposaient dans ce domaine et ont procédé, d'autre part, à des recrutements spécifiques. GEODERIS connaît une activité importante ces dernières années, qui s'est poursuivie en 2022 par la réalisation des études d'aléas, d'études de risques, et d'études environnementales sur les anciens sites miniers où des dépôts peuvent présenter des risques en termes de stabilité ou des impacts environnementaux et sanitaires.

Études d'aléas de priorités 4 (P4), P5 et P6 : Depuis 2012, GEODERIS aura terminé 145 études détaillées d'aléas (EDA) dont 63 études P4, 58 études P5 et 24 études P6. Pour l'année 2023, il a été programmé le lancement de 18 nouvelles études d'aléas (18 P5 et 23 P6), en complément d'études déjà en cours et qui se poursuivent.

Études de risques : En 2023, quatre nouvelles études de risque ont été programmées en Auvergne-Rhône-Alpes (42-Giers), en complément d'études déjà en cours et qui se poursuivent.

Déchets de l'industrie extractive : Dans la continuité de l'inventaire des déchets miniers issus de l'industrie extractive en application de l'article 20 de la directive européenne 2006/21/CE (inventaire dit « DDIE ») achevé en 2012, ont été lancées, en 2022, 1 nouvelle étude environnementale et sanitaire (La Petite Faye (é »), en compléments des études déjà en cours et qui se poursuivent.

GEODERIS a poursuivi son appui aux directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) pour l'intégration des données environnementales issues des études DDIE dans l'outil relatif aux secteurs d'information sur les sols (SIS).

Remontée de nappe dans le bassin houiller lorrain : L'arrêt progressif des exploitations minières du bassin houiller lorrain a conduit à l'ennoyage des travaux souterrains puis à une remontée progressive de la nappe des Grès du Trias inférieur générant des problèmes d'inondation. En 2018, GEODERIS a produit des prévisions de remontée de la nappe des grès du Trias inférieur (GTI) sur l'ensemble du bassin houiller lorrain et a développé en 2021 un modèle numérique des prévisions de remontées de nappes afférentes.

En 2023, le travail a consisté à mettre à jour ce modèle numérique :

- le calibrage du modèle ;
- le calcul des nouvelles prévisions de remontée de nappe : projections de prélèvements AEI/AEP dans la nappe des GTI, des prélèvements Après-mine dans la nappe des GTI à la suite de l'actualisation des engagements de l'état et des prélèvements dans les réservoirs miniers (les débits prélevés sont adaptés pour répondre aux conditions de seuil suivantes : 205 mètres nivellement général de la France (NGF) pour le réservoir Ouest et 193 m NGF pour le réservoir Centre-Est) ;
- la possible extension des zones d'engagement de l'État ainsi que la prise en compte dans le modèle des projets d'urbanisme déjà lancés et de certains réseaux d'assainissement.

Les premiers résultats cartographiques de cette mise au jour seront communiqués fin 2023

Inventaire des Risques Miniers (IRM) : GEODERIS réalise, selon les régions, des inventaires des ouvrages débouchant au jour (ODJ), des hiérarchisations de risques corporels et des propositions de mise en sécurité à partir de demandes émanant des DREAL :

- inventaires spécifiques sur des sites à la demande des DREAL,
- inventaires et bilan sur des sites où GEODERIS a déjà réalisé des études (études d'aléas mouvement de terrain, inventaire DDIE, audits spécifiques...) pendant lesquelles la présence d'ouvrages ouverts a

été découverte. Les inventaires concernent essentiellement la revue des ouvrages cités et documentés dans les études d'aléas.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P181 – Prévention des risques | 6 097 | 6 097 | 6 522 | 6 522 | 6 131 | 6 131 |
| Subventions pour charges de service public | 6 097 | 6 097 | 6 522 | 6 522 | 6 131 | 6 131 |
| Total | 6 097 | 6 097 | 6 522 | 6 522 | 6 131 | 6 131 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

L'écart entre la prévision LFI 2023 et la réalisation s'explique par la mise en réserve.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--|---------------------------|-------------------------------|---|---------------------------|-------------------------------|
| Personnel <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | | | Subventions de l'État – subventions pour charges de service public – crédits d'intervention(transfert) | 5 163 5 163 | 5 293 5 293 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 5 509 | 6 074 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | | |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | 40 40 | 29 29 | Revenus d'activité et autres produits <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 40 | 556 |
| Total des charges | 5 509 | 6 074 | Total des produits | 5 203 | 5 849 |
| Résultat : bénéfice | | | Résultat : perte | 306 | 225 |
| Total : équilibre du CR | 5 509 | 6 074 | Total : équilibre du CR | 5 509 | 6 074 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | 266 | 196 | Capacité d'autofinancement | | |
| Investissements | 40 | 6 | Financement de l'actif par l'État | | |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | |
| | | | Autres ressources | | |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 306 | 202 | Total des ressources | | |
| Augmentation du fonds de roulement | | | Diminution du fonds de roulement | 306 | 202 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le budget prévisionnel 2023 a été présenté et validé en hors taxe lors de l'AG du 30 novembre 2022.

La décision de la DDFIP Moselle de l'assujettissement partiel à la TVA (recettes hors subvention de l'État) étant parvenu courant 2023, le compte de résultat et bilan ont été présenté et voté en **TTC** lors de l'AG du 14 mars 2024.

Les ressources de l'exercice 2023 s'élèvent à 5 849 k€ qui se déclinent comme suit :

- subvention de charge pour service public (MTES) à hauteur de 5 293 k€ ;
- report de produits constatés d'avance (PCA) 2022 sur 2023 : 149,5 k€
- report de produits constatés d'avance de 2023 sur 2024 : -988 k€
- prestations de services pour tiers à hauteur de 7,6 k€;
- autres produits de gestion d'un total de 41 k€ HT : remboursement de Contribution Économique Territoriale (ex : CFE) et reprise sur provision IFC/CET.
- remboursement de TVA sur la période 2017-2022 : 485,2

Les ressources de l'exercice 2023 (tableau 1) diffèrent du budget prévisionnel, du fait des Produits Constatés d'Avance très significatifs de 2023 sur 2024 (988 k€). Ce PCA est dû en grande partie à des conditions exceptionnelles de mobilité du personnel mis à disposition par les organismes durant l'année 2023 ayant entraîné un ralentissement et un retard d'exécution du programme 2023.

Par ailleurs, le remboursement de TVA sur les années 2017-2022 (passage de Geoderis à l'assujettissement partiel de TVA) a généré un produit significatif de 485 k€. Ces deux points génèrent une trésorerie temporairement élevée à fin 2023.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 5 362 | 5 040 | 7 001 |

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | Fonctionnement | Intervention | Investissement | Total |
|------------------------|-----------|----------------|--------------|----------------|--------------|
| <i>Budget initial</i> | | | | | |
| Compte financier * | | | | | |
| Expertise scientifique | 0 | 2 668 | 2 801 | 40 | 5 509 |
| | 0 | 3 384 | 2 660 | 6 | 6 050 |
| Total | 0 | 2 668 | 2 801 | 40 | 5 509 |
| | 0 | 3 384 | 2 660 | 6 | 6 050 |

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | | | |
| – sous plafond | | | |
| – hors plafond | | | |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | | | |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | 23 | 23 | 24 |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | 23 | 23 | 24 |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Pour mémoire, les emplois du GIP GEODERIS sont mis à disposition par l'INERIS et le BRGM contre remboursement ; ces emplois sont tous comptabilisés dans les effectifs de ces derniers.

La réalisation à 23,8 ETPT s'explique par une mise à disposition de GEODERIS d'un personnel supplémentaire par l'organisme INERIS pour remplacer temporairement un personnel mis à disposition.

OPÉRATEUR

INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'Ineris est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), sous la tutelle du ministère chargé de l'environnement, qui mène des travaux de recherche et d'expertise sur les risques technologiques pour mieux comprendre les phénomènes susceptibles de conduire aux situations d'atteintes à l'environnement, à la santé et aux biens. Opérateur indépendant, l'Institut est le référent technique de l'administration chargée de la prévention des risques et de ses services déconcentrés, les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL). Il accompagne aussi les entreprises afin de les aider à prendre les décisions les plus appropriées à une amélioration de la sécurité environnementale.

L'Ineris apporte une expertise en appui aux politiques publiques de prévention des risques, alimentée par ses connaissances de pointe issues de la recherche, et son expertise de terrain résultant de son activité de service aux entreprises. Ses missions d'appui aux politiques publiques sont menées, pour l'essentiel, en tant qu'opérateur de l'État du programme 181 « prévention des risques » du ministère de la transition écologique. Sa participation au Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air (LCSQA) relève du programme 174 « énergie, climat et après-mine ».

En cohérence avec la mise en œuvre de son contrat d'objectifs et de performance (COP) 2021-2025, et les priorités d'action des pouvoirs publics, une refonte des programmes d'appui a été menée en 2021 afin d'organiser et de faciliter le pilotage stratégique et la lisibilité des activités.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé Nature de la dépense | Réalisation 2022 | | Prévision LFI 2023 | | Réalisation 2023 | |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
| | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| P144 – Environnement et prospective de la politique de défense | | | | | 72 | |
| Transferts | | | | | 72 | |
| P113 – Paysages, eau et biodiversité | 279 | 293 | 10 | 15 | 140 | 124 |
| Transferts | 279 | 293 | 10 | 15 | 140 | 124 |
| P159 – Expertise, information géographique et météorologie | -14 | | | | | |
| Transferts | -14 | | | | | |
| P181 – Prévention des risques | 30 379 | 30 400 | 30 066 | 30 066 | 20 433 | 20 460 |
| Subventions pour charges de service public | 29 362 | 29 362 | 30 066 | 30 066 | 18 433 | 18 433 |
| Dotations en fonds propres | 1 000 | 1 000 | | | | |
| Transferts | 17 | 38 | | | | 27 |
| Subventions d'investissement | | | | | 2 000 | 2 000 |
| P174 – Énergie, climat et après-mines | 3 471 | 3 471 | 4 154 | 4 154 | 3 677 | 3 677 |
| Dotations en fonds propres | 167 | 167 | | | 166 | 166 |
| Transferts | 3 304 | 3 304 | 4 154 | 4 154 | 3 511 | 3 511 |
| P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables | 6 262 | 6 274 | 6 373 | 6 373 | 6 258 | 6 258 |
| Subventions pour charges de service public | 6 274 | 6 274 | 6 373 | 6 373 | 6 258 | 6 258 |
| Transferts | -12 | | | | | |
| P204 – Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins | 30 | 37 | | | 45 | 30 |
| Subventions pour charges de service public | | 7 | | | | |
| Transferts | 30 | 30 | | | 45 | 30 |
| P161 – Sécurité civile | | | | | 30 | 30 |
| Transferts | | | | | 30 | 30 |
| P363 – Compétitivité | | 50 | | | | |
| Transferts | | 50 | | | | |
| P111 – Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail | 90 | 90 | | | 90 | 90 |
| Subventions pour charges de service public | 90 | 90 | | | 90 | 90 |
| P348 – Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs | | | | | 79 | |
| Dotations en fonds propres | | | | | 79 | |
| Total | 40 497 | 40 616 | 40 603 | 40 608 | 30 824 | 30 668 |

Note : Les subventions d'investissement sont introduites par la LOLF au PAP 2023. Leur réalisation 2022 est sans objet.

- Subvention reçue au titre du programme 190 (recherche)

La subvention pour charge de service public (SCSP) de programme 190 reçue en 2023 s'élève à 6 258 k€. L'écart avec la LFI s'explique par la mise en réserve.

- Subvention reçue au titre du programme 181 (prévention des risques) :

La subvention pour charge de service public (SCSP) de programme 181 reçue en 2023 s'élève à 18 433 k€, à la suite d'un prélèvement sur fonds de roulement se traduisant par un moindre versement de la subvention. Par ailleurs, une subvention d'investissement fléchée supplémentaire de 2 M€ a été attribuée pour la

rénovation de la zone pyrotechnique et le laboratoire de caractérisation des dangers physiques et réactionnels des substances.

- Subvention reçue au titre du programme 174 - Activité au sein du LCSQA.

Similaire au prévisionnel, la subvention de fonctionnement reçue en 2023 s'élève à 3 511 k€. La dotation globale augmente ainsi de +207 k€ soit +6,3 % par rapport à 2022.

COMPTE FINANCIER 2023

Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas pu être voté par son Conseil d'Administration avant la date de rédaction du présent RAP. Les données sont donc provisoires. Le compte financier de l'opérateur a été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Produits | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel | 44 180 | 41 073 | Subventions de l'État | 39 249 | 28 202 |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i> | 92 | 86 | – subventions pour charges de service public | 35 778 | 24 691 |
| | | | – crédits d'intervention(transfert) | 3 471 | 3 511 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 35 456 | 34 539 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | | Autres subventions | 5 191 | 4 946 |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 7 853 | 7 994 | Revenus d'activité et autres produits | 35 196 | 32 136 |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i> | 7 853 | 7 985 | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i> | 650 | 2 549 |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | | 9 | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i> | | 34 |
| | | | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 3 630 | 3 323 |
| Total des charges | 79 636 | 75 612 | Total des produits | 79 636 | 65 284 |
| Résultat : bénéfice | | | Résultat : perte | | 10 328 |
| Total : équilibre du CR | 79 636 | 75 612 | Total : équilibre du CR | 79 636 | 75 612 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * | Ressources | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement | | 8 240 | Capacité d'autofinancement | 3 573 | |
| Investissements | 7 280 | 7 051 | Financement de l'actif par l'État | 182 | 2 166 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | | 34 |
| | | | Autres ressources | | |
| Remboursement des dettes financières | | 1 | Augmentation des dettes financières | | |
| Total des emplois | 7 280 | 15 292 | Total des ressources | 3 755 | 2 200 |
| Augmentation du fonds de roulement | | | Diminution du fonds de roulement | 3 525 | 13 092 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

L'exercice 2023, le troisième dans le cadre du contrat d'objectifs et de performance 2021 - 2025, a été marqué par les éléments suivants :

- Une diminution du fonds de roulement de 13 M€, à la suite notamment du prélèvement sur fonds de roulement de 11 M€ effectué par un moindre versement de la subvention pour charges de service public du P 181 compte tenu de la trésorerie de l'opérateur à la fin de l'exercice précédent ;
- Les subventions pour charge de service public annuelles des programmes 174 et 190 ont été respectivement en hausse et stable par rapport à 2022, conformes aux prévisions budgétaires.
- Une subvention d'investissement de 2 M€ est venue s'ajouter aux recettes en fin d'exercice ;
- Parallèlement, l'exercice 2023 a été marqué par un tassement des recettes variables, en particulier par rapport à ce qui était prévu dans le budget initial.
- Le plafond d'emploi a augmenté de 2 ETPT en LFI 2023 par rapport à 2022, à 487 ETPT, après une stabilité en 2022. Les difficultés de recrutement ont cependant conduit à des effectifs de 482,2 ETPT.
- Les charges sont maîtrisées, tant au niveau du fonctionnement que du personnel, toujours par rapport au budget initial.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2022 | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 36 230 | 22 306 | 17 339 |

Le solde de trésorerie de fin d'exercice correspond à 3,1 mois de fonctionnement.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2023 | | Compte financier 2023 * | |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 47 210 | 47 210 | 43 779 | 43 779 |
| Fonctionnement | 26 355 | 24 209 | 24 088 | 23 574 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 7 594 | 7 281 | 5 939 | 7 187 |
| Total des dépenses AE (A) CP (B) | 81 159 | 78 700 | 73 806 | 74 540 |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 92 | 92 | 86 | 86 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Recettes globalisées | 72 356 | 54 362 |
| Subvention pour charges de service public | 39 249 | 28 201 |
| Autres financements de l'État | 0 | 1 435 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 5 191 | 2 695 |
| Recettes propres | 27 916 | 22 031 |
| Recettes fléchées | 182 | 2 166 |
| Financements de l'État fléchés | 182 | 2 166 |
| Autres financements publics fléchés | 0 | 0 |
| Recettes propres fléchées | 0 | 0 |
| Total des recettes (C) | 72 538 | 56 528 |
| Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B) | 0 | 0 |
| Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C) | 6 162 | 18 012 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|--|--------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|----------------|----------------|------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|
| | Budget initial Compte financier * | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Dépenses de personnel | | 47 210 43 779 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 0 0 | 47 210 43 779 | 47 210 43 779 |
| Incendie, dispersion et explosion | | 0 0 | 2 077 1 854 | 1 987 1 659 | 0 0 | 0 0 | 2 480 1 187 | 1 084 1 453 | 4 557 3 041 | 3 071 3 112 |
| Milieux et impacts sur le vivant | | 0 0 | 3 668 2 670 | 3 578 2 873 | 0 0 | 0 0 | 1 350 2 014 | 767 1 166 | 5 018 4 684 | 4 345 4 039 |
| Sites et territoires | | 0 0 | 1 292 1 123 | 1 202 1 175 | 0 0 | 0 0 | 655 242 | 384 446 | 1 947 1 365 | 1 586 1 621 |
| Stratégie, politique scientifique et communication | | 0 0 | 1 457 1 583 | 1 457 1 605 | 0 0 | 0 0 | 0 47 | 0 1 | 1 457 1 630 | 1 457 1 606 |
| Support : informatique, moyens généraux; RH, Financier | | 0 0 | 17 861 16 858 | 15 985 16 262 | 0 0 | 0 0 | 3 109 2 449 | 5 046 4 121 | 20 970 19 307 | 21 031 20 383 |
| Total | | 47 210 43 779 | 26 355 24 088 | 24 209 23 574 | 0 0 | 0 0 | 7 594 5 939 | 7 281 7 187 | 81 159 73 806 | 78 700 74 540 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (déficit) (D2) | 6 162 | 18 012 |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 0 |
| Autres décaissements non budgétaires | 700 | 5 015 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1) | 6 862 | 23 027 |
| ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1) | 0 | 0 |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 0 |

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| Total des besoins | 6 862 | 23 027 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2023 | Compte financier 2023 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| Solde budgétaire (excédent) (D1) | 0 | 0 |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 0 | 0 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 4 135 |
| Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2) | 0 | 4 135 |
| PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2) | 6 862 | 18 892 |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 0 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 6 862 | 18 892 |
| Total des financements | 6 862 | 23 027 |

* Soumis à l'approbation du conseil d'administration

La rubrique autres encaissements budgétaires retrace en besoin 5 015 k€ de décaissements TVA et divers et en financement 3589 k€ de remboursement de TVA et divers ainsi que 546 k€ d'opérations de caisse antérieures à l'exercice.

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement sont inférieurs à ce qui avait été initialement budgété.

Les autorisations d'engagement consommées en fonctionnement en 2023 s'élèvent à 24,1 M€, soit -2,3 M€ par rapport au budget initial 2023 (-8,6 %) et +2,6 M€ par rapport à 2022 (+22,3 %).

Les autorisations d'engagement consommées en 2023 en matière d'investissement s'élèvent à 5,9 M€, soit 1,7 M€ (-21,8 %) de moins que prévu au budget et 0,7 M€ de moins (-10,4 %) que l'année précédente.

Les crédits de paiement : Les CP de fonctionnement 2023 s'élèvent à 23,6 M€ ce qui correspond à une baisse de -0,6 M€ (-2,6 %) par rapport au budget mais à une hausse de +4,7 M€ (+25,1 %) par rapport à 2022.

Les CP consommés au titre de l'investissement en 2023 s'élèvent à 7,2 M€. Ceci représente une baisse de -0,94 M€ (-1,3 %) par rapport au budget mais à une nette hausse de +4,1 M€ (+134 %) par rapport à 2022.

A la suite du prélèvement de fonds de roulement de 13 M€, dont 11 M€ opéré par diminution équivalente du niveau de trésorerie, l'INERIS présente sur le réalisé 2023 un compte budgétaire déficitaire de 18 M€, après une série pluriannuelle de soldes positifs (+4,5 M€ en CF 2022, +9,1 M€ de 2021 et +8,6 M€ de 2020).

Les recettes totales de l'INERIS pour l'exercice se situent à 56,2 M€, en baisse de 13 M€ par rapport aux recettes globales 2022 (69, 6 M€).

En revanche, les dotations des programmes 181 et 190 (respectivement 18,4 M€ après prélèvement et 6,2 M€) sont conformes aux prévisions du BR. La dotation du programme 174, en baisse de 6 % entre 2021 et 2022, retrouve son niveau nominal antérieur à 3,5 M€.

Le montant des subventions variables, provenant, d'une part, des agences et ministères (OFB, ANR, ADEME), d'autre part de la Commission européenne, après avoir subi une érosion en raison de la crise sanitaire, poursuit le redressement amorcé en 2021, notamment grâce à une dotation de 2,9 M€ pour les subventions

agences et ministères. L'INERIS a également reçu une subvention UE de 2 M€ sur des appels d'offres, soit +0,3 M€ par rapport à 2022.

Le poste des recettes propres de l'INERIS se situe à 22 M€, en deçà des prévisions du BI et du BR 2023, comme du réalisé 2022 (26,9 M€).

■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

| | Réalisation 2022 (1) | Prévision 2023 (2) | Réalisation 2023 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| Emplois rémunérés par l'opérateur : | 517 | 532 | 516 |
| – sous plafond | 482 | 487 | 482 |
| – hors plafond | 35 | 45 | 34 |
| <i>dont contrats aidés</i> | | | |
| <i>dont apprentis</i> | 15 | 19 | 15 |
| Autres emplois en fonction dans l'opérateur : | | | |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2022.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2023.

Le plafond d'emplois fixé en loi de finances pour 2023 était de 487 ETPT, en augmentation de 2 ETPT par rapport à 2022. Le nombre d' ETPT réalisé en 2023 s'élève finalement à 482,2, équivalent à 2022. Ceci s'explique essentiellement par des retards de recrutement pour des profils techniques.

Le nombre d' ETPT hors plafond s'élève à 34,3 dont 14,9 apprentis et contrats de professionnalisation, 17 doctorants et 2,4 post-doctorants.